



**CANTON DU VALAIS  
KANTON WALLIS**

## **Budget/Voranschlag 2014**

**Projet/Entwurf**

Message du Conseil d'Etat  
Botschaft des Staatsrates

## Message concernant le projet de budget de l'Etat du Valais pour l'année 2014

Le Conseil d'Etat du Canton du Valais  
au  
Grand Conseil

Madame la Présidente,  
Mesdames et Messieurs les Députés,

Conformément aux dispositions de la Constitution cantonale et des articles 25 et 26 de la loi sur la gestion et le contrôle administratifs et financiers du canton du 24 juin 1980 (LGCAF), le Conseil d'Etat a l'honneur de soumettre à votre examen et à votre approbation le projet de budget pour l'année 2014.

Nous transmettons dès lors à la Haute Assemblée l'ensemble des documents relatifs au budget de l'Etat pour l'année 2014 et saisissons cette occasion pour vous présenter, Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les Députés, l'assurance de notre haute considération et pour vous recommander, avec nous, à la protection divine.

Sion, le 21 août 2013

Le Président du Conseil d'Etat : **Maurice Tornay**  
Le Chancelier d'Etat : **Philipp Spörri**

## Botschaft betreffend den Budgetentwurf 2014 des Staates Wallis

Der Staatsrat des Kantons Wallis  
an den  
Grossen Rat

Sehr geehrte Frau Präsidentin  
Sehr geehrte Damen und Herren Abgeordnete

Gemäss den Bestimmungen der Kantonsverfassung und den Artikeln 25 und 26 des Gesetzes über die Geschäftsführung und den Finanzhaushalt des Kantons und deren Kontrolle (FHG) vom 24. Juni 1980 beehrt sich der Staatsrat, Ihnen den Budgetentwurf des Staates Wallis für das Jahr 2014 zur Prüfung und Genehmigung zu unterbreiten.

Der Staatsrat ersucht die Hohe Versammlung, das Budget 2014 zu genehmigen und entbietet Ihnen, sehr geehrte Frau Präsidentin, sehr geehrte Damen und Herren Abgeordnete, den Ausdruck seiner vorzüglichen Hochachtung und empfiehlt Sie, samt ihm, dem Machtschutze Gottes.

Sitten, den 21. August 2013

Der Präsident des Staatsrates : **Maurice Tornay**  
Der Staatskanzler : **Philipp Spörri**

## Table des matières

• Résumé	3
• Structure du budget 2014	4
• Vue financière	5
Aperçu général	5
Compte de fonctionnement	6
Compte d'investissement	7
Marge d'autofinancement et investissements nets	7
Indicateurs	8
• Contexte et perspectives	9
Situation économique générale	9
Perspectives économiques de la Suisse	10
Perspectives économiques du Valais	12
Finances du secteur public	13
• Elaboration du budget : lignes directrices	15
• Priorités d'action 2014 du Conseil d'Etat	16
Objectifs par domaine d'intervention	16
• Données financières	20
Charges d'exploitation	23
Revenus d'exploitation	28
Charges et revenus financiers	33
Charges et revenus extraordinaires	34
Compte d'investissement	35
• Projet de décision	38
• Annexes	39

## Inhaltsverzeichnis

• Zusammenfassung	3
• Gliederung des Budgets 2014	4
• Finanzielle Sicht	5
Gesamtüberblick	5
Laufende Rechnung	6
Investitionsrechnung	7
Selbstfinanzierungsmarge und Netto-Investitionen	7
Kennzahlen	8
• Umfeld und Perspektiven	9
Allgemeine Wirtschaftslage	9
Wirtschaftsprognosen für die Schweiz	10
Wirtschaftsprognosen für das Wallis	12
Finanzen der öffentlichen Hand	13
• Leitlinien für die Budgeterarbeitung	15
• Prioritäten 2014 des Staatsrates	16
Ziele nach Sachbereichen	16
• Finanzdaten	20
Betrieblicher Aufwand	23
Betrieblicher Ertrag	28
Finanzaufwand und -ertrag	33
Ausserordentliche Aufwände und Erträge	34
Investitionsrechnung	35
• Beschlussentwurf	38
• Anhänge	39

## Résumé

Le budget 2014 s'inscrit dans un contexte économique pour l'heure positif (pour la Suisse), mais entaché de fortes incertitudes au niveau mondial, comme par exemple celles liées à l'hétérogénéité dans les perspectives de reprise entre les pays, les taux de chômage historiquement élevés, les déséquilibres budgétaires, l'évolution des politiques monétaires. Pour le Valais, les perspectives demeurent généralement également positives. Toutefois, différents facteurs, tels que la cherté du franc, l'évolution de la demande globale extérieure, mais en particulier l'application de l'initiative «Pour en finir avec les constructions envahissantes des résidences secondaires», constituent des défis majeurs importants pour l'économie cantonale et pourraient l'affecter directement.

Le budget 2014 présente des résultats positifs avec un excédent de revenus de 4,7 mio et un excédent de financement de 1,0 mio. Le frein aux dépenses et le frein à l'endettement, exigence constitutionnelle et légale en vigueur, sont ainsi respectés.

Le compte de fonctionnement présente un total de revenus de 3,16 mrd et un total de charges de 3,15 mrd et dégage (avant prise en compte des amortissements du patrimoine administratif) une marge d'autofinancement de 187,9 mio. Le compte d'investissement enregistre 480,0 mio de dépenses pour 293,1 mio de recettes, ce qui correspond à 186,9 mio d'investissements nets.

A ce titre, le budget 2014 fait apparaître des montants d'investissement importants (44,3 mio d'investissements bruts) concernant la création du Campus universitaire à Sion et la mise en place de plateformes préindustrielles, ainsi que le préfinancement des dépenses des études et travaux préliminaires pour le développement de la ligne ferroviaire du Simplon (ZEB). Ces investissements ont la particularité d'être financés, pour la part cantonale, par un prélèvement correspondant sur le fonds de financement des grands projets d'infrastructures du XXI<sup>e</sup> siècle.

## Zusammenfassung

Das Budget 2014 bewegt sich in einem momentan positiven nationalen Wirtschaftsumfeld, trotz der zahlreichen internationalen Unwägbarkeiten, wie zum Beispiel die von Land zu Land sehr unterschiedlichen Wachstumsaussichten, die historisch hohen Arbeitslosenquoten, die nicht ausgeglichenen Voranschläge mehrerer Staaten und die Entwicklung der Geldpolitik. Die Walliser Aussichten sind ebenfalls mehrheitlich positiv. Verschiedene Faktoren wie die Frankenstärke, die Entwicklung der Auslandsnachfrage und insbesondere die Umsetzung der Initiative «Schluss mit uferlosem Bau von Zweitwohnungen» stellen die Wirtschaft unseres Kantons jedoch vor grosse Herausforderungen und könnten diese direkt beeinflussen.

Das Budget 2014 weist positive Ergebnisse aus und schliesst mit einem Ertragsüberschuss von 4,7 Mio. und einem Finanzierungsüberschuss von 1,0 Mio. Die in der Verfassung und im Gesetz vorgeschriebene Ausgaben- und Schuldenbremse wird somit eingehalten.

Die Laufende Rechnung weist einen Ertrag von 3,16 Mrd. und einen Aufwand von 3,15 Mrd. aus. Die Selbstfinanzierungsmarge beläuft sich auf 187,9 Mio. (vor Verbuchung der Abschreibungen des Verwaltungsvermögens). Bei den Investitionen werden Bruttoausgaben von 480,0 Mio. und Einnahmen von 293,1 Mio. veranschlagt, womit sich die Nettoinvestitionen auf 186,9 Mio. belaufen.

Ein grosser Teil der Investitionen des Budgets 2014 (44,3 Mio. Bruttoinvestitionen) ist für die Schaffung des Uni-Campus in Sitten, die Einrichtung von industriellen Pilotanlagen sowie die Vorfinanzierung der Kosten für die Vorstudien und Vorarbeiten für den Ausbau der Eisenbahnlinie Simplon (ZEB) vorgesehen. Der Kantonsanteil dieser Investitionen wird über den Fonds für Infrastrukturgrossprojekte des 21. Jahrhunderts finanziert.

## Structure du budget 2014

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le projet de budget, soumis au Grand Conseil, présente le message du Conseil d'Etat (volume I) et le compte administratif (volume II).

### Le message du Conseil d'Etat

Le message est le rapport explicatif qui accompagne tout projet d'acte législatif que le Conseil d'Etat soumet au Grand Conseil.

Y sont présentés et commentés les perspectives économiques, les priorités du Conseil d'Etat pour l'année du budget, ainsi que les principaux résultats et statistiques financières.

### Le compte administratif

Le projet de budget est présenté sous la forme de mandats de prestations politiques par unité organisationnelle conformément à l'article 26 de la LGCAF.

Y sont donc décrits, pour chaque mandat de prestations politique et de manière spécifique, les objectifs politiques à atteindre, les mesures prioritaires, les indicateurs permettant d'évaluer la réalisation des objectifs, ainsi que les ressources financières et humaines en lien avec les objectifs et priorités fixés.

### Le rapport spécial du Conseil d'Etat sur les augmentations supérieures à l'indice des prix à la consommation (IPC)

Le rapport spécial, concernant les augmentations de croissance annuelle supérieures à l'IPC dans les charges de personnel, les dépenses générales et les subventions de fonctionnement, est intégré au présent message, ainsi que dans les mandats de prestations politiques, en réponse à la motion de la Commission de gestion du Grand Conseil.

Les explications sur l'évolution de la croissance sont données dans chaque chapitre spécifique dans la partie « Données financières ».

### La planification intégrée pluriannuelle 2014-2017

Le projet de budget est accompagné, pour la session de décembre du Grand Conseil, par le document relatif à la planification intégrée pluriannuelle (PIP) 2014-2017. Cet acte gouvernemental est soumis au Parlement pour prise de connaissance.

Cette planification est établie chaque année pour une durée de 4 ans et donne une vue d'ensemble des effets et des résultats à produire par l'Etat et son administration durant la période considérée. Son contenu et sa structure sont détaillés à l'article 24 de la LGCAF.

## Gliederung des Budgets 2014

Entsprechend den geltenden gesetzlichen Vorschriften enthält der Budgetentwurf, der dem Grossen Rat vorgelegt wird, die Botschaft des Staatsrates (Band 1) und die Verwaltungsrechnung (Band 2).

### Botschaft des Staatsrates

Die Botschaft ist ein erläuternder Bericht, der allen Beschlussentwürfen beiliegt, die der Staatsrat dem Grossen Rat unterbreitet.

Darin werden die Wirtschaftsprognosen, die Prioritäten des Staatsrates für das Budgetjahr sowie die wesentlichen Ergebnisse und Finanzstatistiken präsentiert und kommentiert.

### Verwaltungsrechnung

Der Budgetentwurf wird in Form eines politischen Leistungsauftrags pro Organisationseinheit präsentiert, und zwar gemäss Artikel 26 FHG.

Darin werden für jeden politischen Leistungsauftrag die politischen Ziele, die prioritären Massnahmen, die Indikatoren, mit denen die Umsetzung der Ziele gemessen werden können sowie die Personal- und Finanzressourcen im Zusammenhang mit den Zielen und den festgelegten Prioritäten aufgeführt.

### Spezialbericht des Staatsrates betreffend das über dem Landesindex der Konsumentenpreise (LIK) liegende Wachstum

Der Spezialbericht betreffend das über dem LIK liegende Wachstum in den Bereichen des Personalaufwandes, des Sachaufwandes und der Beiträge der Laufenden Rechnung ist gemäss der Motion der Geschäftsprüfungskommission des Grossen Rates in der vorliegenden Botschaft wie auch in den politischen Leistungsaufträgen integriert.

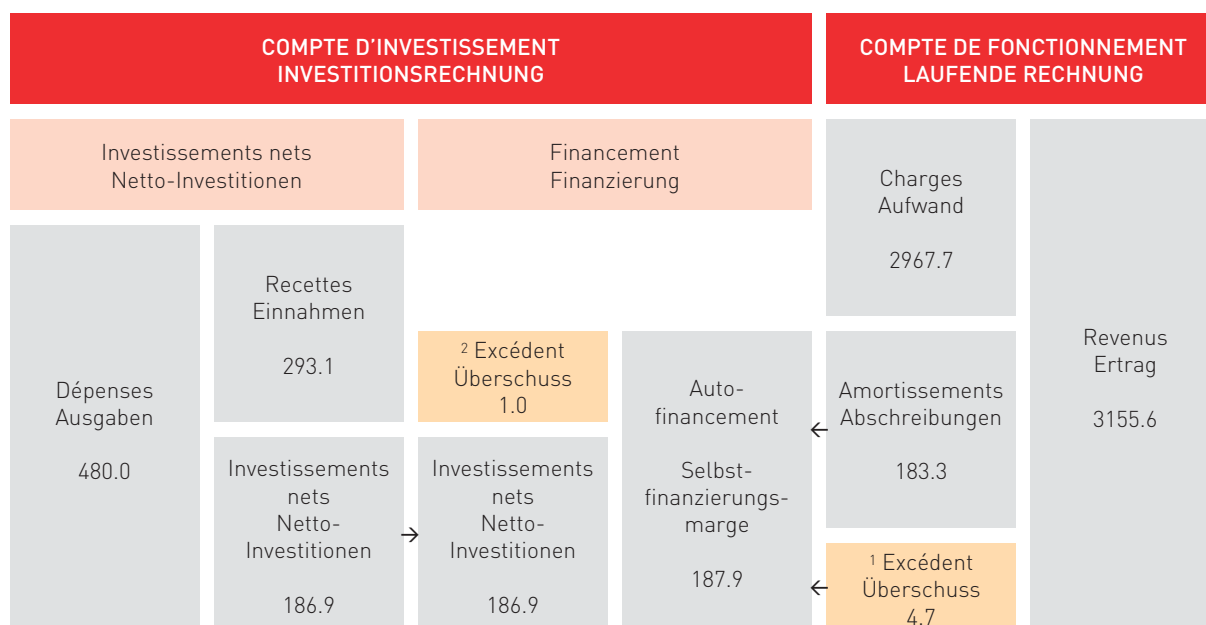
Erklärungen betreffend die Entwicklung der Zunahme werden in jedem spezifischen Kapitel unter « Finanzdaten » gegeben.

### Integrierte Mehrjahresplanung 2014-2017

In der Dezembersession des Grossen Rates liegt dem Budgetentwurf das Dokument betreffend die integrierte Mehrjahresplanung (IMP) 2014-2017 bei. Die IMP wird dem Parlament zur Kenntnisnahme unterbreitet.

Diese Planung wird jedes Jahr für 4 Jahre erstellt und gibt einen Überblick über die Auswirkungen und Ergebnisse, die der Staat und seine Verwaltung während des betreffenden Zeitraumes erreichen wollen. Der Inhalt und die Struktur der IMP werden in Artikel 24 FHG geregelt.

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2012	BUDGET 2013	BUDGET 2014	ECARTS DIFFERENZ 2013-14	(IN MILLIONEN FRANKEN)
<b>Compte de fonctionnement</b>					<b>Laufende Rechnung</b>
Revenus	3'120.1	3'144.1	3'155.6	11.5	Ertrag
Charges	3'118.9	3'138.0	3'150.9	12.9	Aufwand
Excédent de revenus	1.1	6.1	4.7	-1.4	Ertragsüberschuss
<b>Compte d'investissement</b>					<b>Investitionsrechnung</b>
Dépenses	503.2	497.4	480.0	-17.4	Ausgaben
Recettes	322.1	319.9	293.1	-26.7	Einnahmen
Investissements nets	181.1	177.5	186.9	9.4	Netto-Investitionen
<b>Financement</b>					<b>Finanzierung</b>
Résultat du compte de fonctionnement	1.1	6.1	4.7	-1.4	Ergebnis der Laufenden Rechnung
Amortissement du patr. administratif	180.9	171.6	183.3	11.7	Abschreibungen Verwaltungsvermögen
Marge d'autofinancement	182.0	177.6	187.9	10.3	Selbstfinanzierungsmarge
Investissements nets	181.1	177.5	186.9	9.4	Netto-Investitionen
Excédent de financement	0.9	0.1	1.0	0.9	Finanzierungsüberschuss
<b>Degré d'autofinancement</b>	<b>100.5%</b>	<b>100.1%</b>	<b>100.5%</b>	<b>0.5%</b>	<b>Selbstfinanzierungsgrad</b>



<sup>1</sup> Cst/cant., art. 25; frein aux dépenses  
<sup>2</sup> Cst/cant., art. 25; frein à l'endettement

<sup>1</sup> KV, Art. 25; Ausgabenbremse  
<sup>2</sup> KV, Art. 25; Schuldenbremse

## Compte de fonctionnement

Présentation échelonnée du résultat  
sans les imputations internes

## Laufende Rechnung

Gestaffelte Präsentation  
ohne die internen Verrechnungen

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2012	BUDGET 2013	BUDGET 2014	ECARTS DIFFERENZ 2013-14	(IN MILLIONEN FRANKEN)
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>2'880.8</b>	<b>2'943.3</b>	<b>2'940.8</b>	<b>-2.6</b>	<b>Betrieblicher Aufwand</b>
30 Charges de personnel	950.1	983.9	998.2	14.3	30 Personalaufwand
31 Biens, services et marchandises	231.9	227.1	228.1	1.0	31 Sachaufwand
33 Amort. du patrimoine financier	24.7	16.4	19.1	2.7	33 Abschreibungen Finanzvermögen
33 Amort. du patrimoine administratif	142.7	147.8	142.4	-5.4	33 Abschreib. Verwaltungsvermögen
34 Parts et contr. sans affectation	101.2	100.7	101.9	1.2	34 Anteile u. Beiträge ohne Zweckbindung
35 Dédommag. à des collectivités publ.	92.7	96.8	96.9	0.1	35 Entschädigungen an Gemeinwesen
36 Subventions accordées	1'163.6	1'204.3	1'187.0	-17.4	36 Eigene Beiträge
37 Subventions redistribuées	123.5	121.1	127.4	6.3	37 Durchlaufende Beiträge
38 Attributions aux financements spéc. <sup>1</sup>	50.4	45.2	39.8	-5.5	38 Einlagen in Spezialfinanzierungen <sup>1</sup>
<b>Revenus d'exploitation</b>	<b>2'890.1</b>	<b>2'955.6</b>	<b>2'928.9</b>	<b>-26.8</b>	<b>Betrieblicher Ertrag</b>
40 Impôts	1'210.7	1'259.2	1'231.5	-27.7	40 Steuern
41 Patentes, concessions	69.9	68.3	69.6	1.4	41 Patente und Konzessionen
43 Contributions	199.8	200.2	209.8	9.6	43 Entgelte
44 Parts recettes et contrib. sans affect.	680.5	692.1	683.8	-8.2	44 Anteile u. Beiträge ohne Zweckbind.
45 Dédommagements de collect. publ.	127.7	112.0	117.4	5.4	45 Rückerstattungen von Gemeinwesen
46 Subventions acquises	449.4	461.3	466.5	5.3	46 Beiträge für die eigene Rechnung
47 Subventions à redistribuer	123.5	121.1	127.4	6.3	47 Durchlaufende Beiträge
48 Prélèvements sur financements spéciaux <sup>1</sup>	28.6	41.6	22.7	-18.9	48 Entnahmen aus Spezialfinanzierungen <sup>1</sup>
<b>Résultat d'activités d'exploitation</b>	<b>9.3</b>	<b>12.3</b>	<b>-11.9</b>	<b>-24.2</b>	<b>Ergebnis aus betrieblicher Tätigkeit</b>
<b>Charges financières</b>					<b>Finanzaufwand</b>
32 Intérêts passifs	36.4	35.6	35.3	-0.3	32 Passivzinsen
<b>Revenus financiers</b>					<b>Finanzertrag</b>
42 Revenus des biens	58.5	53.1	54.8	1.7	42 Vermögenserträge
<b>Résultat d'activités de financement</b>	<b>22.1</b>	<b>17.5</b>	<b>19.5</b>	<b>2.0</b>	<b>Ergebnis aus Finanzierung</b>
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>31.4</b>	<b>29.8</b>	<b>7.7</b>	<b>-22.1</b>	<b>Operatives Ergebnis</b>
<b>Charges extraordinaires</b>	<b>60.4</b>	<b>23.7</b>	<b>40.8</b>	<b>17.1</b>	<b>Ausserordentliche Aufwände</b>
33 Amortiss. du patrimoine administratif	38.2	23.7	40.8	17.1	33 Abschreib. Verwaltungsvermögen
36 Subventions accordées	0.4	-	-	-	36 Eigene Beiträge
38 Attributions aux financements spéc. <sup>1</sup>	5.0	-	-	-	38 Einlagen in Spezialfinanzierungen <sup>1</sup>
38 Attributions préfinancement des dépenses <sup>2</sup>	16.8	-	-	-	38 Einlagen in Aufwandsvorfinanzierungen <sup>2</sup>
<b>Revenus extraordinaires</b>	<b>30.1</b>	<b>-</b>	<b>37.8</b>	<b>37.8</b>	<b>Ausserordentliche Erträge</b>
46 Subventions acquises	0.8	-	-	-	46 Beiträge für die eigene Rechnung
48 Prélèvements financements spéciaux <sup>1</sup>	10.1	-	37.8	37.8	48 Entnahmen aus Spezialfinanzierungen <sup>1</sup>
48 Prélèvements préfinancements des inv. <sup>2</sup>	19.3	-	-	-	48 Entnahmen Vorfinanzierung von Investitionen <sup>2</sup>
<b>Résultat extraordinaire</b>	<b>-30.2</b>	<b>-23.7</b>	<b>-3.0</b>	<b>20.7</b>	<b>Ausserordentliches Ergebnis</b>
<b>Total du compte de résultat</b>	<b>1.1</b>	<b>6.1</b>	<b>4.7</b>	<b>-1.4</b>	<b>Gesamtergebnis Erfolgsrechnung</b>

<sup>1</sup> LGCAF, art. 9

<sup>2</sup> LGCAF, art. 22 al. 3 et 4

<sup>1</sup> FHG, Art. 9

<sup>2</sup> FHG, Art. 22 Abs. 3 und 4

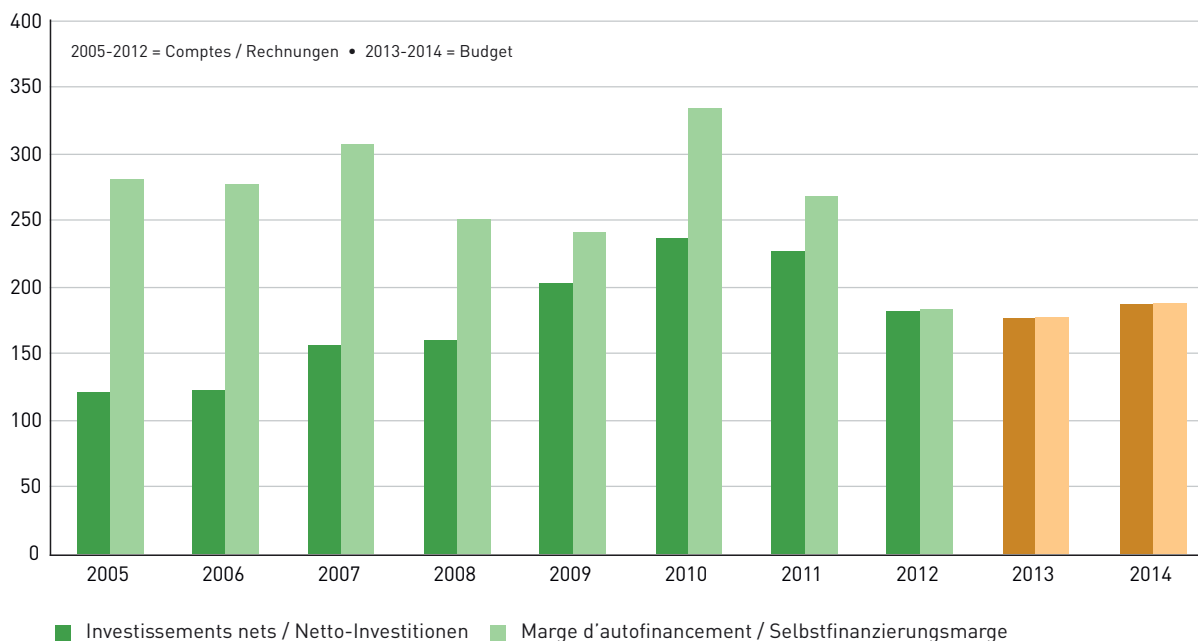
## Compte d'investissement

## Investitionsrechnung

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2012	BUDGET 2013	BUDGET 2014	ECARTS DIFFERENZ 2013-14	(IN MILLIONEN FRANKEN)
<b>Investissements nets par catégorie</b>	<b>181.1</b>	<b>177.5</b>	<b>186.9</b>	<b>9.4</b>	<b>Netto-Investitionen pro Kategorie</b>
Investissements de l'Etat	96.1	95.1	88.6	-6.5	Investitionen des Staates
Participations aux investissements de tiers	81.8	81.3	84.4	3.0	Beteiligungen an Investitionen Dritter
Prêts et participations permanentes	3.3	1.1	14.0	12.9	Darlehen und dauernde Beteiligungen
<b>Dépenses</b>	<b>503.2</b>	<b>497.4</b>	<b>480.0</b>	<b>-17.4</b>	<b>Ausgaben</b>
50 Investissements propres	314.0	317.0	282.8	-34.2	50 Eigene Investitionen
52 Prêts et participations permanentes	44.8	43.0	55.4	12.4	52 Darlehen u. dauernde Beteiligungen
56 Subventions accordées	120.2	115.4	118.3	2.9	56 Eigene Beiträge
57 Subventions redistribuées	24.2	22.0	23.6	1.6	57 Durchlaufende Beiträge
<b>Recettes</b>	<b>322.1</b>	<b>319.9</b>	<b>293.1</b>	<b>-26.7</b>	<b>Einnahmen</b>
60 Transferts au patrimoine financier	0.6	-	-	-	60 Übertrag ins Finanzvermögen
62 Remb. de prêts et participations	41.5	41.9	41.4	-0.5	62 Rückzahl. Darlehen u. Beteiligungen
63 Facturation à des tiers	-	-	2.0	2.0	63 Rückerstattungen für Sachgüter
64 Remb. de subventions accordées	0.6	0.2	0.2	-	64 Rückzahlung von eigenen Beiträgen
66 Subventions acquises	255.2	255.8	226.1	-29.7	66 Beiträge für eigene Rechnung
67 Subventions à redistribuer	24.2	22.0	23.6	1.6	67 Durchlaufende Beiträge
<b>Investissements nets</b>	<b>181.1</b>	<b>177.5</b>	<b>186.9</b>	<b>9.4</b>	<b>Netto-Investitionen</b>

## Marge d'autofinancement et investissements nets

## Selbstfinanzierungsmarge und Netto-Investitionen





## Indicateurs

## Kennzahlen

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2004	COMPTE RECHNUNG 2011	COMPTE RECHNUNG 2012	BUDGET 2013	BUDGET 2014	(IN MILLIONEN FRANKEN)
<b>Compte de fonctionnement</b>						<b>Laufende Rechnung</b>
Excédent de revenus <sup>1</sup>	79.5	6.9	1.1	6.1	4.7	Ertragsüberschuss <sup>1</sup>
<b>Compte d'investissement</b>						<b>Investitionsrechnung</b>
Investissements bruts	454.0	532.2	503.2	497.4	480.0	Brutto-Investitionen
Investissements nets	166.6	228.0	181.1	177.5	186.9	Netto-Investitionen
Proportion des investissements <sup>2</sup>	20.6%	18.4%	16.2 %	15.7%	15.3%	Investitionsanteil <sup>2</sup>
Activités d'investissement	forte	moyenne	moyenne	moyenne	moyenne	Investitionstätigkeit
	stark	mittel	mittel	mittel	mittel	
<b>Compte de financement</b>						<b>Finanzierung</b>
Marge d'autofinancement	236.6	268.7	182.0	177.6	187.9	Selbstfinanzierungsmarge
Excédent de financement <sup>3</sup>	69.9	40.7	0.9	0.1	1.0	Finanzierungsüberschuss <sup>3</sup>
Degré d'autofinancement	142.0%	117.8%	100.5%	100.1%	100.5%	Selbstfinanzierungsgrad
<b>Evolution des recettes fiscales</b>	910.7	1'238.7	1'210.7	1'259.2	1'231.5	<b>Entwicklung der Steuererträge</b>
Impôts sur le revenu et la fortune	635.8	773.9	772.4	816.0	806.6	Einkommens- und Vermögenssteuern
Impôts sur le bénéfice et le capital	83.7	147.0	135.2	151.1	130.4	Gewinn- und Kapitalsteuern
Autres impôts	191.2	317.7	303.1	292.1	294.5	Andere Steuern
<b>Endettement brut</b>	2'799.3	1'939.8	2'792.1	2'776.8	2'748.0	<b>Bruttoverschuldung</b>
<b>Endettement net</b>	315.8	-188.1	1'121.3	1'121.3	1'120.1	<b>Nettoverschuldung</b>
<b>Dettes brute et nette par habitant</b>						<b>Brutto-/Nettoschuld pro Einwohner</b>
Dettes brute (en francs)	9'721	6'204	8'807	8'881	8'668	Bruttoschuld (in Franken)
Dettes nette (en francs)	1'097	-602	3'537	3'578	3'533	Nettoschuld (in Franken)
<b>Eléments macro-économiques VS</b>						<b>Wallis - Makroökonomie</b>
Evolution du PIB réel <sup>4</sup>	2.4%	1.6%	1.8%	1.8%	n.d.	Entwicklung des realen BIP <sup>4</sup>
Taux de chômage moyen <sup>5</sup>	3.8%	3.8%	3.5%	3.7%	4.1%	Durchschnittliche Arbeitslosenquote <sup>5</sup>
<b>Eléments macro-économiques CH</b>						<b>Schweiz - Makroökonomie</b>
Evolution du PIB réel <sup>4</sup>	2.4%	1.8%	1.0%	1.5%	2.1%	Entwicklung des realen BIP <sup>4</sup>
Taux de chômage moyen <sup>5</sup>	3.9%	3.1%	2.9%	3.4%	3.3%	Durchschnittliche Arbeitslosenquote <sup>5</sup>
Renchérissment moyen <sup>6</sup>	0.8%	0.2%	-0.7%	0.5%	0.2%	Durchschnittliche Teuerung <sup>6</sup>

<sup>1</sup> Exigence constitutionnelle d'un excédent de revenus (dès 2005)

<sup>2</sup> Investissements bruts en % des charges totales consolidées MCH2

<sup>3</sup> Exigence constitutionnelle d'un excédent de financement (dès 2005)

<sup>4</sup> Sources : Créa et SECO. Le dernier compte présente des prévisions.

<sup>5</sup> Sources : SICT et SECO

<sup>6</sup> Source : OFS

Les budgets présentent les chiffres valables lors de leur élaboration.

<sup>1</sup> Die Kantonsverfassung verlangt einen Ertragsüberschuss (ab 2005)

<sup>2</sup> Brutto-Investitionen in % des konsolidierten Gesamtaufwandes HRM2

<sup>3</sup> Die Kantonsverfassung verlangt einen Finanzierungsüberschuss (ab 2005)

<sup>4</sup> Quellen : Créa und SECO. Für die letzte Rechnung, geschätzte Werte.

<sup>5</sup> Quellen : DIHA und SECO

<sup>6</sup> Quelle : BFS

Die Budgets berücksichtigen die gültigen Zahlen bei ihrer Erstellung.

## Contexte et perspectives

Le budget 2014 s'inscrit dans le contexte et les perspectives économiques présentés ci-après (état au 1<sup>er</sup> semestre 2013).

### Situation économique générale

Cinq ans après le début de la crise financière, l'économie mondiale se redresse peu à peu, mais les divergences croissantes entre les pays et régions reflètent les progrès inégaux accomplis vers une reprise économique globale et équilibrée. Le constat du Fonds monétaire international (FMI), détaillé dans ses perspectives de l'économie mondiale d'avril 2013, est sans équivoque : ce qui était considéré jusqu'à présent comme une reprise à deux vitesses, la croissance quasi anémique des pays avancés contrastant avec la forte progression des pays émergents et en développement, devient aujourd'hui une reprise à trois vitesses.

D'un côté, les pays émergents et les pays en développement continuent de s'appuyer sur une croissance économique vigoureuse. Les prévisions du FMI d'avril 2013 confirment que le dynamisme observé dans ces pays persistera en 2013 (+5,3%) et en 2014 (+5,7%). De l'autre côté, la zone euro se positionne en véritable contrepoids de cette évolution réjouissante. La croissance du PIB devrait en effet y être négative en 2013 (-0,3%), puis connaître un léger rebond en 2014 (+1,1%). Cette faiblesse proviendra non seulement des pays dits périphériques, mais également dans une certaine mesure du centre de la zone, et notamment de la France, dont la croissance sera limitée par l'assainissement budgétaire, par des exportations faibles, et par un manque de confiance. Enfin, la croissance des Etats-Unis, bien qu'affaiblie par les coupes budgétaires automatiques entrées en vigueur en mars de cette année, devrait s'établir à 1,9% en 2013 et 2,8% en 2014, et ce, grâce notamment à une demande intérieure robuste.

Bien que certaines menaces à court terme pour l'économie mondiale (comme un éclatement de la zone euro ou une forte contraction budgétaire aux Etats-Unis) aient été récemment écartées, l'environnement économique actuel reste entaché de nombreux risques et incertitudes susceptibles de modifier ces perspectives, parmi lesquelles :

- l'hétérogénéité grandissante de la croissance économique observée entre les différentes régions du monde ;
- les taux de chômage historiquement élevés, provoquant parfois d'importantes tensions sociales, notamment dans la zone euro ;
- la politique monétaire américaine, dont une restriction probable des mesures expansionnistes à moyen terme, pourrait constituer une source d'instabilité sur les marchés financiers et de facto influencer l'activité économique ;
- les déséquilibres budgétaires qui, bien que réduits, demeurent importants dans de nombreux pays.

## Umfeld und Perspektiven

Das Budget 2014 stützt sich auf die wirtschaftlichen Rahmenbedingungen und Aussichten des ersten Halbjahres 2013, die nachfolgend präsentiert werden.

### Allgemeine Wirtschaftslage

Fünf Jahre nach dem Beginn der Finanzkrise erholt sich die Weltwirtschaft langsam, doch die immer grösser werdenden Unterschiede zwischen den einzelnen Ländern und Regionen weisen auf einen uneinheitlichen wirtschaftlichen Aufschwung hin. Der Internationale Währungsfonds (IWF) führt in seinen Aussichten für die Weltwirtschaft vom April 2013 aus, dass man nicht mehr bloss von einem Zwei-Klassen-Aufschwung (schleppendes Wachstum der Industrieländer auf der einen Seite und markante Zunahme bei den Schwellen- und Entwicklungsländern auf der anderen Seite) reden kann, sondern dass der Aufschwung mittlerweile drei Klassen kennt.

In den Schwellen- und Entwicklungsländern ist das Wirtschaftswachstum weiterhin stark, nämlich +5,3% im Jahr 2013 und +5,7% im Jahr 2014 gemäss den Prognosen des IWF vom April 2013. Innerhalb der Industrieländer kristallisieren sich jedoch mittlerweile zwei unterschiedliche Klassen heraus : Einerseits die Eurozone, in der mit einem negativen PIB-Wachstum 2013 (-0,3%) und einer leichten Erholung 2014 (+1,1%) zu rechnen ist. Diese Schwäche ist nicht nur auf die peripheren Euroländer zurückzuführen, sondern zu einem gewissen Grad auf das Zentrum der Eurozone, insbesondere auf Frankreich, wo das Wachstum durch Sparmassnahmen, schwache Exporte und einen Vertrauensmangel eingeschränkt ist. Andererseits die USA, wo trotz den im März dieses Jahres in Kraft getretenen automatischen Budgetkürzungen ein Wachstum von 1,9% im Jahr 2013 und von 2,8% im Jahr 2014 erwartet wird, namentlich dank der robusten Inlandsnachfrage.

Auch wenn gewissen unmittelbaren Bedrohungen der Weltwirtschaft (Auseinanderbrechen der Eurozone oder übermässige Budgetkürzungen in den USA) der Wind aus den Segeln genommen werden konnte, bleibt das wirtschaftliche Umfeld mit zahlreichen Risiken und Unsicherheiten behaftet, besonders aufgrund folgender Aspekte :

- die immer grösser werdende Heterogenität des wirtschaftlichen Wachstums in den verschiedenen Regionen der Welt ;
- die Arbeitslosenquoten befinden sich auf historischen Höchstständen, was manchmal zu sozialen Spannungen führt, insbesondere in der Eurozone ;
- die mittelfristig zu erwartende Straffung der expansiven Geldpolitik der USA könnte die Finanzmärkte destabilisieren und de facto die Wirtschaftstätigkeit beeinflussen ;
- obwohl sich die angespannte Haushaltslage vielerorts verbessert hat, ist sie in zahlreichen Ländern immer noch erheblich.

## Perspectives économiques de la Suisse

Face à une reprise économique mondiale contrastée et au cœur d'une zone euro frappée par une phase de récession persistante, l'évolution conjoncturelle suisse demeure réjouissante en comparaison internationale, comme le relèvent les principaux instituts conjoncturels.

### Croissance

Au premier trimestre 2013, le PIB réel de la Suisse a progressé de 0,6% par rapport au trimestre précédent (selon le communiqué du SECO du 30 mai 2013). En glissement annuel, l'évolution s'établit à 1,1% et confirme la tendance observée en 2012. Ces valeurs confirment la bonne tenue de notre économie, notamment en comparaison internationale. Néanmoins, cette résistance doit avant tout son salut à une conjoncture intérieure solide, laquelle a permis de compenser des exportations affaiblies par la cherté de la monnaie nationale et par une conjoncture extérieure faible.

Pour la fin de l'année 2013, le SECO, dans ses prévisions de juin 2013, ne prévoit pas de changement fondamental pour la conjoncture suisse. Les perspectives d'exportations devraient continuer de pâtir de la récession européenne et devraient par conséquent freiner les impulsions positives livrées par la consommation privée ainsi que les investissements dans le secteur de la construction. Le groupe d'experts de la Confédération pour les prévisions conjoncturelles table sur une croissance du PIB de l'ordre de 1,4% en 2013. Partant notamment de l'hypothèse que la zone euro sortira à moyen terme de la récession, l'évolution de l'activité en Suisse devrait s'accélérer pour s'établir à 2,1% en 2014 (prévisions de juin 2013 du SECO).

### Consommation, investissements, exportations

En dépit d'un contexte économique incertain, la consommation privée a enregistré une hausse remarquable en 2012. Les chiffres du premier semestre 2013 publiés par le SECO confirment cette tendance. Les dépenses de consommation des ménages ont en effet progressé de 0,6% par rapport au trimestre précédent. Cette évolution positive devrait se poursuivre dans les prochains mois ainsi qu'en 2014.

Selon les prévisions du SECO de juin 2013, les investissements, selon le type de dépense, devraient connaître des fortunes diverses dans les trimestres à venir. Alors que la croissance des investissements dans la construction devrait faiblir légèrement entre 2013 et 2014 (passant de +2,0% à +1,7%), les investissements en biens d'équipement connaîtront vraisemblablement une année 2013 difficile (-1,9%), avant d'afficher une forte reprise en 2014 (+3,5%).

A l'inverse de 2012 et 2013, la croissance du PIB suisse devrait bénéficier en 2014 d'impulsions positives émanant des secteurs exportations qui, sous la

## Wirtschaftsprognosen für die Schweiz

Gemäss den wichtigsten Konjunkturinstituten dürfte sich die Schweizer Konjunktur im internationalen Vergleich trotz des weltweit heterogenen Aufschwungs und der anhaltenden Rezession in der umliegenden Eurozone erfreulich entwickeln.

### Wachstum

Das reale Bruttoinlandprodukt (BIP) der Schweiz ist im 1. Quartal 2013 um 0,6% gegenüber dem Vorquartal gestiegen (gemäss Medienmitteilung des SECO vom 30.05.2013). Gegenüber der Vorjahresperiode liegt die Steigerung bei 1,1%, was die im Jahr 2012 beobachtete Tendenz bestätigt. Diese Zahlen bestätigen den guten Zustand unserer Wirtschaft, insbesondere im internationalen Vergleich. Verantwortlich dafür ist in erster Linie die solide Binnenkonjunktur, welche die durch Frankenstärke und externe Konjunkturprobleme geschwächten Exporte auffangen konnte.

Das SECO erwartet in seinen Prognosen vom Juni 2013 keine grundlegenden Änderungen per Ende 2013 für die Schweizer Konjunktur. Die Exporte dürften weiterhin unter der Rezession in der Eurozone leiden und damit die positiven Impulse des Privatkonsums sowie der Bauinvestitionen abschwächen. Die Expertengruppe des Bundes rechnet für 2013 mit einem BIP-Wachstum von 1,4%. Basierend auf der Annahme, dass sich die Eurozone mittelfristig von der Rezession erholt, kann mit einem Wachstum in der Schweiz 2014 von 2,1% gerechnet werden (Prognosen des SECO vom Juni 2013).

### Konsum, Investitionen, Exporte

Trotz des unsicheren wirtschaftlichen Umfelds konnte der Privatkonsum 2012 einen bemerkenswerten Anstieg verzeichnen. Gemäss den Zahlen des SECO für das erste Halbjahr 2013 setzt sich dieser Trend fort. Die Konsumausgaben der Haushalte haben gegenüber dem Vorquartal um 0,6% zugenommen. Diese positive Entwicklung dürfte sich in den nächsten Monaten und im Jahr 2014 fortsetzen.

Laut den Prognosen des SECO vom Juni 2013 werden sich die Investitionen in den kommenden Quartalen unterschiedlich entwickeln. Während sich das Wachstum bei den Bauinvestitionen zwischen 2013 und 2014 leicht abschwächen dürfte (von +2,0% auf +1,7%), wird bei den Ausrüstungsinvestitionen nach einem schwierigen Jahr 2013 (-1,9%) im Jahr 2014 wieder mit deutlich besseren Aussichten gerechnet (+3,5%).

Im Gegensatz zu 2012 und 2013 dürfte das Schweizer BIP 2014 positive Impulse aus dem Exportsektor erhalten, d.h., es sind erfreuliche Wachstumsraten

condition d'une reprise de la conjoncture mondiale et notamment européenne, devraient afficher des taux de croissance réjouissants.

#### Emploi / chômage

La faible augmentation du taux de chômage observée depuis le milieu de l'année 2012 devrait poursuivre une tendance similaire en 2013. Evalué à 2,9% en moyenne en 2012, le chômage devrait toucher 3,3% des personnes actives en 2013 et 2014 (selon les prévisions conjoncturelles du SECO de juin 2013). Ces chiffres apportent une nouvelle illustration de la robustesse et de la stabilité de l'économie suisse.

En ce qui concerne l'emploi, les chiffres du premier trimestre 2013 publiés par l'Office fédéral de la statistique (OFS) attestent que, globalement, l'emploi progresse, mais que cette évolution reste très hétérogène selon les domaines d'activité. Le recul des emplois du secteur secondaire est en effet largement compensé par la forte hausse observée dans le secteur tertiaire. Pour 2013, le SECO évalue la croissance de l'emploi à 1,4%, alors qu'elle ne devrait atteindre que 0,9% en 2014.

#### Inflation, taux d'intérêt et cours de change

Dans son examen de la situation économique et monétaire de juin 2013, la Banque nationale suisse (BNS) réaffirme sa volonté ferme de maintenir le cours plancher à 1,20 CHF pour 1 Euro. A cette fin, elle s'autorise à acheter des devises en quantités illimitées et à prendre des mesures supplémentaires en cas de besoin. Une appréciation de la monnaie nationale menacerait en effet la stabilité des prix et mettrait en péril les exportations. Dans son communiqué, la BNS maintient également la marge de fluctuation du Libor à trois mois à 0%-0,25%. Cette politique monétaire expansionniste en vigueur depuis fin 2008 permet de soutenir l'activité économique et de lutter contre la fermeté du franc suisse.

En ce qui concerne l'inflation, les prévisions conditionnelles de la BNS écartent tout risque d'inflation dans les prochains mois. Pour 2014, tant la BNS que le SECO tablent sur une croissance de l'indice des prix à la consommation de l'ordre de 0,2% (prévisions de juin 2013, identiques à celles de décembre 2012 – indice pris en considération pour l'élaboration du projet de budget).

zu erwarten, sofern sich die weltweite Konjunkturlage – insbesondere in der Eurozone – verbessert.

#### Beschäftigung / Arbeitslosigkeit

Die seit Mitte 2012 feststellbare leichte Zunahme der Arbeitslosigkeit dürfte sich 2013 fortsetzen. Lag die Arbeitslosenquote im Jahr 2012 noch bei durchschnittlich 2,9%, wird sie 2013 und 2014 voraussichtlich auf 3,3% steigen (gemäss Konjunkturprognosen des SECO vom Juni 2013). Auch diese Zahlen zeigen die Widerstandsfähigkeit der Schweizer Wirtschaft.

Die Arbeitsmarktzahlen des Bundesamtes für Statistik (BFS) für das erste Quartal 2013 zeigen, dass die Beschäftigung insgesamt zwar zunimmt, jedoch je nach Branche sehr heterogen. Der Stellenrückgang im Sekundärsektor wurde durch die starke Zunahme der Stellenangebote im Tertiärsektor mehr als kompensiert. Für 2013 rechnet das SECO mit einem Beschäftigungswachstum von 1,4%. 2014 dürfte dieses nur noch 0,9% erreichen.

#### Inflation, Zinssätze und Wechselkurs

Die Schweizerische Nationalbank (SNB) bekräftigt in ihrer geldpolitischen Lagebeurteilung vom Juni 2013 ihren Willen zur Beibehaltung des Euro-Mindestkurses von 1,20 CHF. Sie ist bereit, diesen durch den Kauf von Devisen in unbeschränkter Höhe durchzusetzen und bei Bedarf weitere Massnahmen zu ergreifen. Eine Aufwertung des Frankens würde die Preisstabilität gefährden und hätte schwerwiegende Folgen für die Exportwirtschaft. Ausserdem belässt die SNB gemäss Medienmitteilung das Zielband für den Dreimonats-Libor bei 0%-0,25%. Diese expansive Geldpolitik wird seit Ende 2008 verfolgt und erlaubt es, die Wirtschaft zu unterstützen und gegen die Frankenstärke anzukämpfen.

Laut bedingter Inflationsprognose der SNB besteht in den nächsten Monaten kein Inflationsrisiko. Für 2014 rechnen sowohl die SNB als auch das SECO mit einer Zunahme des Konsumentenpreisindex von 0,2% (Prognose vom Juni 2013 identisch mit jener vom Dezember 2012 – Grundlage für die Budgeterstellung).

### Perspectives économiques du Valais

L'évolution de l'indicateur économique de la Banque Cantonale du Valais (BCVs), élaboré avec l'institut bâlois BAK, illustre la relative bonne tenue de l'économie valaisanne en ce début d'année 2013. A l'instar de l'économie suisse dans sa globalité, la croissance du PIB valaisan a atteint 0,6% au premier trimestre 2013.

### Principaux secteurs économiques

Les signaux positifs observés dans le secteur des exportations en fin d'année 2012 laissent place, en ce début d'année 2013, à des évolutions beaucoup plus volatiles. Cependant, la tendance haussière semble globalement se confirmer, à l'exception du groupe «machines, outils et électronique» qui ne parvient pas à profiter de cette dynamique. Les secteurs de la chimie et de la métallurgie enregistrent quant à eux des croissances trimestrielles réjouissantes. Au niveau du domaine de l'énergie, l'évolution récente du prix de l'électricité appelle à la prudence, notamment quant aux résultats et marges réalisés dans le domaine.

Dans le domaine du tourisme, l'embellie entamée au dernier trimestre 2012 avec le retour d'un taux de croissance des nuitées positif, s'est essouffée au premier trimestre 2013, alors qu'une amélioration paraît à nouveau se dessiner à l'été.

Enfin, après une fin d'année 2012 encourageante pour le secteur de la construction en Valais, l'arrêt du Tribunal fédéral rendu le 22 mai 2013 relatif à l'initiative «Pour en finir avec les constructions envahissantes de résidences secondaires» a, selon la Société suisse des entrepreneurs, considérablement aggravé la situation de ce secteur d'activité dans les régions de montagne. En ce début d'année 2013, les projets stagnent tandis que les réserves de travail enregistrent une forte baisse.

### Perspectives pour 2013 et 2014

Les perspectives pour l'économie valaisanne, à l'instar des prévisions nationales, demeurent positives selon le rapport sur le PIB romand publié par l'institut Créa le 23 mai 2013. Néanmoins, l'application de l'initiative «Pour en finir avec les constructions envahissantes de résidences secondaires» constitue un défi majeur pour l'économie de notre canton, notamment pour le secteur de la construction. A ce défi s'ajoutent la faiblesse de la demande extérieure et la cherté du franc suisse, lesquelles continueront de peser sur la croissance 2013, et plus particulièrement à travers les exportations et le tourisme.

### Wirtschaftsprognosen für das Wallis

Der gemeinsam mit dem Institut BAK BASEL erarbeitete Wirtschaftsindikator der Walliser Kantonalbank (WKB) zeigt, dass sich die Walliser Wirtschaft Anfang 2013 relativ gut behauptet. Das Walliser PIB verzeichnete im 1. Quartal 2013 genau wie das gesamtschweizerische PIB ein Wachstum von 0,6%.

### Wichtigste Wirtschaftszweige

Waren die Vorzeichen im Exportsektor Ende 2012 noch durchwegs positiv, ist die Entwicklung Anfang 2013 uneinheitlich. Der Aufwärtstrend scheint insgesamt anzuhalten, allerdings nicht in der Warengruppe «Maschinen, Apparate und Elektronik». Dieser Bereich vermag von der Dynamik nicht zu profitieren. Die Chemie- und Metallindustrie weisen ihrerseits erfreuliche Quartalszahlen auf. Beim Energiebereich ist aufgrund der aktuellen Preisentwicklung Vorsicht geboten, insbesondere wegen den realisierten Erträgen und Margen in diesem Bereich.

Im Tourismussektor zogen im 1. Quartal 2013 wieder etwas dunklere Wolken auf, nachdem das Übernachtungswachstum im letzten Quartal 2012 in den positiven Bereich zurückgefunden hatte. Für den Sommer zeichnet sich jedoch eine Verbesserung ab.

Der Walliser Bausektor konnte Ende 2012 noch zuversichtlich in die Zukunft blicken, doch nach Angaben des Schweizerischen Baumeisterverbandes führte der Bundesgerichtsentscheid vom 22. Mai 2013 zur Initiative «Schluss mit uferlosem Bau von Zweitwohnungen» in den Bergregionen zu einer massiven Verschlechterung der Situation. In der ersten Jahreshälfte 2013 stagnierten die Projekte und die Arbeitsreserven gingen stark zurück.

### Prognosen 2013 und 2014

Gemäss dem Bericht des Instituts Créa vom 23. Mai 2013 zum Westschweizer BIP bleiben die Aussichten für die Walliser Wirtschaft wie auch auf gesamtschweizerischer Ebene positiv. Die Initiative «Schluss mit uferlosem Bau von Zweitwohnungen» stellt die Wirtschaft unseres Kantons jedoch vor grosse Herausforderungen, insbesondere den Bausektor. Hinzu kommen die schwache Auslandsnachfrage und die Frankenstärke, die sich auf das Wachstum 2013 auswirken, insbesondere im Export- und Tourismusbereich.

### Finances du secteur public

En comparaison internationale, la situation financière du secteur public en Suisse est excellente, tant au niveau des soldes de financement que des taux d'endettement.

Alors que les administrations publiques (Confédération, cantons, communes, assurances sociales) présentent un excédent global estimé à 0,3% du PIB national en 2012, la quasi-totalité des pays de la zone euro, à l'exception de l'Allemagne, boucle l'année 2012 avec un déficit. Au niveau de l'endettement public, le constat n'est guère différent. Alors que le ratio dette publique / PIB dépasse 90% à fin 2012 pour l'ensemble de la zone euro (selon le communiqué d'Eurostat d'avril 2013), le taux d'endettement des administrations publiques suisses (conformément aux critères de Maastricht) s'établit à 35,3% du PIB en 2012, selon les prévisions communiquées par l'Administration fédérale des finances le 28 février 2013. En constante diminution depuis 2003, le taux d'endettement des administrations publiques devrait poursuivre sur sa lancée, et ce, grâce notamment aux mécanismes de frein à l'endettement.

### Finances de la Confédération

Le compte 2012 de la Confédération affiche des résultats meilleurs que ceux budgétés. En effet, le recul des recettes (-1,1 mrd par rapport au budget) a largement été compensé par des dépenses plus faibles que prévues (-2,4 mrd). Alors que l'écart au niveau des recettes provient avant tout de la TVA, de l'impôt fédéral direct et des droits de timbre, la diminution des dépenses est essentiellement la conséquence directe d'un niveau des taux d'intérêt étonnamment bas, d'agios plus élevés, et de contributions aux assurances sociales et à la défense nationale moindres. En lieu et place du léger déficit annoncé dans le cadre du budget (-14 mios), le compte 2012 de la Confédération clôture avec un excédent de 1,3 mrd.

Suite au rejet, par le Conseil national, du programme de consolidation et de réexamen des tâches 2014 (CRT 2014) en juin de cette année, le budget 2014 de la Confédération se retrouve tout juste équilibré. Il accuse un déficit d'environ 40 mios en tout, tout en respectant l'exigence constitutionnelle du frein à l'endettement. En effet, en raison d'un facteur conjoncturel toujours influencé par la sous-exploitation persistante des capacités de production de l'économie suisse, le plafond des dépenses dicté par le frein à l'endettement est supérieur aux dépenses effectivement budgétées. Le budget 2014 présente par conséquent un excédent structurel de l'ordre de 300 mios.

Par rapport au budget précédent, les recettes affichent une progression similaire aux prévisions de croissance du PIB nominal, soit 2,3%. Cette évolution est avant tout attribuable à l'impôt fédéral direct, dont les recettes progressent de 1,1 mrd par

### Finances der öffentlichen Hand

Im internationalen Vergleich ist die Situation der öffentlichen Finanzen der Schweiz hervorragend, sowohl in Bezug auf den Finanzierungssaldo als auch auf die Schuldenquote.

Die öffentlichen Haushalte (Bund, Kantone, Gemeinden, Sozialversicherungen) dürften im Jahr 2012 insgesamt einen Überschuss von 0,3% des nationalen BIP ausweisen, während fast alle Länder der Eurozone – mit Ausnahme von Deutschland – das Jahr 2012 mit einem Defizit abschliessen. Ähnlich sieht es bei der Verschuldung aus. Während in der Eurozone das Verhältnis Staatsschulden / BIP Ende 2012 bei über 90% liegt (gemäss Medienmitteilung von Eurostat vom April 2013), beträgt die Schuldenquote der öffentlichen Haushalte der Schweiz im Jahr 2012 nach Maastricht-Kriterien 35,3% des BIP (gemäss Prognose der Eidgenössischen Finanzverwaltung vom 28.02.2013). Die Schuldenquote der öffentlichen Haushalte der Schweiz nimmt seit 2003 ab. Dank der Schuldenbremse sollte diese Tendenz so anhalten.

### Bundesfinanzen

Die Rechnung 2012 des Bundes schliesst besser ab als budgetiert. Die Mindereinnahmen (-1,1 Mrd. gegenüber Budget) wurden durch die Minderausgaben (-2,4 Mrd. gegenüber Budget) mehr als kompensiert. Während die Gründe für die Abweichungen auf der Einnahmenseite besonders bei der Mehrwertsteuer, der direkten Bundessteuer und den Stempelabgaben zu suchen sind, sind die tieferen Ausgaben grösstenteils auf das erstaunlich tiefe Zinsniveau, die höheren Agios sowie die niedrigeren Beiträge des Bundes an die Sozialversicherungen und die Landesverteidigung zurückzuführen. Statt mit einem budgetierten Defizit von 14 Mio. schliesst die Rechnung 2012 des Bundes mit einem Überschuss von 1,3 Mrd. ab.

Aufgrund der Ablehnung des Konsolidierungs- und Aufgabenüberprüfungspakets (KAP 2014) durch den Nationalrat im Juni dieses Jahres ist das Budget 2014 des Bundes knapp ausgeglichen. Obwohl ein Defizit von insgesamt rund 40 Mio. budgetiert ist, werden die Vorgaben der Schuldenbremse eingehalten, denn aufgrund der anhaltenden konjunkturbedingten Unterauslastung der Schweizer Wirtschaft liesse die Schuldenbremse für das Jahr 2014 höhere Ausgaben zu. Es resultiert somit ein struktureller Überschuss von rund 300 Mio.

Die Einnahmen wachsen gegenüber dem Vorjahresbudget um 2,3%, was dem prognostizierten nominellen BIP-Wirtschaftswachstum entspricht. Dies ist vor allem auf die direkte Bundessteuer zurückzuführen, bei der gegenüber dem Budget 2013

rapport au budget 2013 (+3,9%). En variation relative, la croissance la plus marquée est celle des droits de timbre, lesquels sont évalués à 2,3 mrd, soit 7,0% de plus qu'au budget 2013. Du côté des dépenses, la croissance atteint 1,7% par rapport au budget 2013. Les relations avec l'étranger affichent la plus forte progression (+8,4%), suite notamment à l'augmentation des moyens destinés à l'aide au développement. Il sied enfin de relever que sans la suspension des mesures du CRT 2014, les dépenses 2014 n'auraient été supérieures que de 0,8% au budget 2013.

#### Finances des cantons et des communes valaisannes

Selon les estimations de l'Administration fédérale des finances communiquées le 28 février 2013, les cantons suisses devraient afficher en 2014 un excédent global de l'ordre de 0,2% du PIB. Ces résultats encourageants se traduiront également par une réduction du taux d'endettement (en référence à la définition de Maastricht). A l'instar de la Confédération, les cantons, considérés dans leur globalité, devraient en effet être en mesure de ramener leur dette à 7,6% du PIB en 2014, contre 8,7% en 2011.

Les 135 communes valaisannes présentent globalement des comptes 2012 de bonne tenue. Ici et là, les revenus estimés de la fiscalité lors de l'élaboration du budget 2013 n'ont pas été atteints. L'exercice d'évaluation des revenus des impôts (50,5% des revenus totaux) pour le budget 2014 sera certainement plus ardu que d'habitude. La taxation 2011 donne les dernières informations pertinentes et 2011 ne fait plus référence en la matière. En 2012, l'économie a en général stagné, les secteurs du tourisme et de la chimie ayant été plus particulièrement touchés.

mit einem Einnahmewachstums von 1,1 Mrd. (+3,9%) gerechnet wird. Das relative Wachstum ist bei den Stempelabgaben, welche auf 2,3 Mrd. geschätzt werden, am höchsten (+7,0%). Die Ausgaben nehmen gegenüber dem Budget 2013 um 1,7% zu. Die stärkste Zunahme weisen die Beziehungen zum Ausland auf (+8,4%). Dieser Anstieg erklärt sich grösstenteils mit der Erhöhung der Mittel für die Entwicklungshilfe. Abschliessend gilt es darauf hinzuweisen, dass die Ausgaben 2014 ohne die Sistierung von KAP 2014 nur um 0,8% über dem Budget 2013 liegen würden.

#### Finanzen der Kantone und der Walliser Gemeinden

Gemäss den Prognosen der Eidgenössischen Finanzverwaltung vom 28.02.2013 dürften die Kantone 2014 insgesamt einen Überschuss von 0,2% des BIP ausweisen. Dieses erfreuliche Resultat schlägt sich auch im Rückgang der Schuldenquote (nach Maastricht-Kriterien) nieder. Wie beim Bund sinkt im Jahr 2014 auch bei den Kantonen die Schuldenquote: 2014 wird sie voraussichtlich 7,6% des BIP betragen, während sie 2011 noch bei 8,7% lag.

Die 135 Walliser Gemeinden schliessen das Rechnungsjahr 2012 insgesamt erfreulich ab. Die in den Budgets 2013 vorgesehenen Steuereinnahmen werden vereinzelt wohl nicht erreicht. Die Schätzung der Steuereinnahmen (50,5% aller Einnahmen) für die Budgets 2014 dürfte schwieriger als normalerweise sein. Die Veranlagungen 2011 bilden die aktuellste Grundlage, die jedoch nicht als solche verwendet werden kann, weil die Wirtschaft 2012 allgemein stagnierte, insbesondere im Tourismus- und Chemiebereich.



## Elaboration du budget : lignes directrices

Lors de l'élaboration du présent budget, le Conseil d'Etat a tenu compte des dispositions et paramètres ci-après.

### La règle du frein aux dépenses et à l'endettement

Depuis 2004, le Valais suit la règle d'équilibre financier matérialisée dans la loi sur le frein aux dépenses et à l'endettement du 9 juin 2004. L'article 3 al. 3 de la LGCAF stipule que le compte de fonctionnement et le compte d'investissement doivent être équilibrés chaque année, assurant ainsi une couverture à 100% des investissements nets. Un des objectifs généraux du budget 2014 est de garantir l'application de l'article constitutionnel auquel se réfère la loi (art. 25 al. 1 Cst VS). Avec un excédent de revenus et un excédent de financement, le budget 2014 remplit ces exigences.

### La planification intégrée pluriannuelle 2013-2016

Le présent budget est fondé sur la planification intégrée pluriannuelle (PIP) 2013-2016.

Le budget 2014 intègre, en plus des éléments planifiés, l'implantation du pôle EPFL avec la création d'un Campus universitaire à Sion et la mise en place de plateformes préindustrielles.

Par ailleurs, le budget 2014 se différencie de la PIP 2013-2016 dans la mesure où des éléments non valorisés ou partiellement valorisés dans la planification ont été pris en considération, suite aux travaux de priorisation notamment.

### La croissance des dépenses

Pour le budget 2014, le Conseil d'Etat a retenu en mai 2013 le taux de renchérissement du SECO estimé à 0,2%. Ce paramètre se répercute sur la masse salariale du personnel de l'Etat, mais également sur l'ensemble des autres dépenses, toutes positions confondues. Cela permet ainsi de limiter, dans toute la mesure du possible, la croissance de l'ensemble des dépenses à l'évolution du coût de la vie, sous réserve de l'évolution des charges exogènes relatives notamment aux coûts induits liés aux investissements antérieurs et à la croissance du volume des prestations publiques.

### La budgétisation des recettes

L'estimation et la budgétisation des recettes se basent sur les chiffres du compte de l'année 2012, sur l'évolution intervenue aux comptes des années précédentes, ainsi que sur les informations et les perspectives financières et économiques.

## Leitlinien für die Budgeterarbeitung

Bei der Erarbeitung des vorliegenden Budgets hat der Staatsrat die folgenden Bestimmungen und Parameter berücksichtigt.

### Die Ausgaben- und Schuldenbremse

Seit 2004 folgt das Wallis der Bestimmung über das finanzielle Gleichgewicht, die im Gesetz vom 9. Juni 2004 über die Ausgaben- und Schuldenbremse verankert ist. Artikel 3 Abs. 3 des FHG legt fest, dass die Laufende Rechnung und die Investitionsrechnung jedes Jahr ausgeglichen sein müssen, so dass eine 100%-Deckung der Netto-Investitionen gesichert ist. Eines der allgemeinen Ziele des Budgets 2014 besteht darin, die Einhaltung des Verfassungsartikels zu gewährleisten, auf den sich das Gesetz stützt (Art. 25 Abs. 1 kV VS). Mit einem Ertragsüberschuss und einem Finanzierungsüberschuss erfüllt das Budget 2014 diese Anforderungen.

### Die integrierte Mehrjahresplanung 2013-2016

Das aktuelle Budget basiert auf der integrierten Mehrjahresplanung (IMP) 2013-2016.

Das Budget 2014 umfasst neben den darin geplanten Elementen auch die Schaffung des ETH-Zentrums Lausanne (EPFL) samt Uni-Campus in Sitten und die Einrichtung von industriellen Pilotanlagen.

Ausserdem unterscheidet sich das Budget 2014 insofern von der IMP 2013-2016, als dass in der IMP nicht bewertete oder nur teilweise bewertete Vorhaben nach Prioritäten geordnet mitberücksichtigt wurden.

### Ausgabenwachstum

Im Mai 2013 hat der Staatsrat den Teuerungssatz des SECO für das Budget 2014 von 0,2% angewandt. Dieser Parameter wirkt sich auf die Lohnsumme des Staatspersonals aus, aber auch auf die Gesamtheit der anderen Ausgaben über alle Posten hinweg. Dies erlaubt es, den Anstieg aller Ausgaben im Rahmen des Möglichen gemäss der Entwicklung der Lebenskosten zu begrenzen, unter Vorbehalt der Entwicklung der exogenen Kosten, die vor allem im Zusammenhang mit den induzierten Kosten der vorgängig getätigten Investitionen und dem steigenden Volumen der öffentlichen Leistungserbringung stehen.

### Die Budgetierung der Erträge

Die Schätzung und die Budgetierung der Erträge erfolgen basierend auf den Zahlen der Rechnung 2012, auf der Entwicklung der Vorjahresrechnungen sowie zur Verfügung stehenden finanziellen und wirtschaftlichen Informationen und Prognosen.



## Priorités d'action 2014 du Conseil d'Etat

### Objectifs par domaine d'intervention

Sont énoncés ci-après les objectifs à moyen terme des différents domaines d'intervention fixés par le Conseil d'Etat pour l'année 2014. Ces objectifs sont précisés par les priorités résumées ci-dessous et détaillées dans les mandats de prestations politiques figurant dans le volume « Compte administratif ».

### Gouvernance

- implantation du pôle EPFL avec la création du Campus universitaire à Sion et la mise en place de plateformes préindustrielles ;
- examen des tâches, structures et audit du personnel ;
- renforcement des dimensions stratégiques des objets fédéraux dans la gestion des priorités politiques et des priorités d'action du Conseil d'Etat ;
- appui à la présidence de la Conférence des gouvernements de Suisse occidentale (CGSO) et à la présence valaisanne au comité de la Conférence des gouvernements cantonaux ;
- amélioration du site internet de l'Etat du Valais en vue de la mise en place d'un portail orienté prestations.

### Finances et personnel

- poursuite du projet SCC-2015 ;
- suivi de l'entrée en vigueur de la loi sur les participations de l'Etat à des personnes morales et autres entités ;
- suivi de l'entrée en vigueur de la révision de la législation concernant le régime de pensions des magistrats.

### Institutions

- travaux relatifs à la révision constitutionnelle et législative touchant à l'organisation territoriale et institutionnelle du canton ;
- travaux relatifs à la révision de la Constitution dans la mesure où elle touche les droits fondamentaux et les libertés individuelles ;
- révision de la loi sur les incompatibilités et des dispositions en matière de récusation.

### Informatique

- projet d'implémentation de la stratégie informatique ;
- mise en fonction d'un deuxième IT-Center ;
- migration du système de messagerie GroupWise.

### Santé

- augmentation du nombre de lits d'EMS dans le cadre de la planification des soins de longue durée 2010-2015 de manière à s'adapter à l'évolution des besoins ;
- mise en œuvre de mesures de soutien à la médecine de premier recours ;

## Prioritäten 2014 des Staatsrates

### Ziele nach Sachbereichen

Nachstehend werden die mittelfristig ausgelegten Ziele der verschiedenen Bereiche aufgeführt, die vom Staatsrat für das Jahr 2014 festgelegt wurden. Diese Zielsetzungen werden durch die unten zusammengefassten und in den politischen Leistungsaufträgen ausführlich beschriebenen Prioritäten (« Verwaltungsrechnung ») präzisiert.

### Governance

- Implementierung des ETH-Zentrums und Gründung des « Uni-Campus » in Sitten sowie die Einführung der industriellen Pilotanlagen ;
- Aufgaben-, Strukturüberprüfung und Personalaudit ;
- Stärkere Gewichtung der strategischen Aspekte der Bundesdossiers im Rahmen der Politik- und Handlungsprioritäten des Staatsrates ;
- Unterstützung des Präsidiums der Westschweizer Regierungskonferenz (WRK) und der Walliser Vertretung im Vorstand der Konferenz der Kantonsregierungen ;
- Optimierung des Internetauftritts des Staates Wallis im Hinblick auf die Aufschaltung eines dienstleistungsorientierten Portals.

### Finanzen und Personal

- Weiterführung des Projekts KSV-2015 ;
- Begleitung des Inkrafttretens des Gesetzes über die Beteiligung des Staates an juristischen Personen und anderen Einrichtungen ;
- Begleitung des Inkrafttretens der Revision des Gesetzes über die Ruhegehaltsordnung der Magistraten.

### Institutionen

- Arbeiten bezüglich der Verfassungs- und Gesetzgebungsrevision betreffend die territoriale und institutionelle Organisation des Kantons ;
- Arbeiten bezüglich Verfassungsrevision (individuelle Freiheiten und Grundrechte) ;
- Revision des Gesetzes über die Unvereinbarkeiten und die Bestimmungen betreffend die Ausstandspflicht.

### Informatik

- Projekt zur Implementierung der Informatikstrategie ;
- Inbetriebsetzung eines zweiten IT-Centers ;
- Migration des E-Mail-Systems GroupWise.

### Gesundheitswesen

- Bedarfsgerechte Erhöhung der Anzahl APH-Betten im Rahmen der Langzeitpflegeplanung 2010-2015 ;
- Umsetzung von Unterstützungsmassnahmen für die Hausarztmedizin ;
- Entscheid bezüglich Bau/Renovation von Spitalgebäuden in den drei Regionen ;

- décision en matière de construction/rénovation des bâtiments hospitaliers dans les trois régions ;
- évaluation des besoins en soins pour la planification hospitalière 2015 ;
- mise en application de la loi sur les soins de longue durée.

#### Affaires sociales et intégration

- mise en œuvre progressive de la planification des places en institutions sociales ;
- élaboration d'une politique en faveur de la personne âgée.

#### Culture

- élaboration d'un observatoire du développement culturel en Valais.

#### Education, formation et jeunesse

- participation au projet Campus Valais Wallis ;
- mise en œuvre de la nouvelle convention intercantonale HES-SO et préparation des mandats de prestations ;
- coordination et suivi des projets de construction et rénovation du parc immobilier relevant du Département ;
- mise en vigueur du nouveau CO pour la 3<sup>e</sup> année de programme à la rentrée scolaire 2013/14 et poursuite de la transition avec le secondaire II ;
- Harnos : poursuite de la formation L2L3 des enseignants de la scolarité obligatoire et introduction des plans d'études (PER / Lehrplan) ;
- mise en place de l'observatoire de la jeunesse ;
- obtention d'une participation financière de la part des employeurs du canton pour le secteur d'accueil à la journée.

#### Sport

- mise en application de la loi sur le sport.

#### Sécurité

- projet de centrale d'alarme d'engagement regroupant sous un même toit les numéros d'appels 112 - 117 - 118 - 144 (équipement technique) ;
- poursuite du projet Polycom ;
- lancement d'une étude préliminaire pour la transformation du SCN en établissement autonome de droit public.

#### Economie

- application de la stratégie de développement pour l'hébergement touristique, mise en place de mesures ;
- accompagnement des structures d'amélioration des conditions-cadres du tourisme valaisan ;
- mise en place d'une structure de transfert de technologie et valorisation maximisant les retombées pour l'économie valaisanne du Campus EPFL Valais Wallis ;
- application de la nouvelle politique cantonale de soutien aux entreprises de remontées mécaniques ;
- gestion du projet Valais / Wallis 2015, suivi des

- Pflegebedarfsanalyse für die Spitalplanung 2015 ;
- Umsetzung des Gesetzes über die Langzeitpflege.

#### Sozialwesen und Integration

- Schrittweise Umsetzung der Bedarfsplanung im Bereich der Sozialinstitutionen ;
- Ausarbeitung einer Seniorenpolitik.

#### Kultur

- Aufbau einer Beobachtungsstelle für Kulturförderung im Wallis.

#### Erziehung, Bildung und Jugend

- Beteiligung am Projekt Campus Valais Wallis ;
- Umsetzung der neuen interkantonalen HES-SO-Vereinbarung und Vorbereitung der Leistungsaufträge ;
- Koordination und Begleitung der Bau- und Renovationsprojekte für die Immobilien des Departements ;
- Umsetzung der neuen OS für das 3. Jahr auf das Schuljahr 2013/14 hin und Fortführung der Regelungen für den Übertritt in die Sekundarstufe II ;
- Harnos : Fortführung der Ausbildungen L2L3 der Lehrpersonen der obligatorischen Schulen und Einführung der Studienpläne (PER/ Lehrplan) ;
- Realisierung eines Jugendobservatoriums ;
- Erreichen einer finanziellen Beteiligung der Walliser Arbeitgeber an die Tagesbetreuung.

#### Sport

- Umsetzung des Sportgesetzes.

#### Sicherheit

- Projekt einer Alarm- und Einsatzzentrale, die unter einem Dach die Rufnummern 112 - 117 - 118 - 144 vereint (technische Ausstattung) ;
- Weiterverfolgung des Projekts Polycom ;
- Vorstudie für die Umwandlung der DSUS in eine selbständige öffentlich-rechtliche Einrichtung.

#### Wirtschaft

- Anwendung der Entwicklungsstrategie für die touristische Beherbergung, Umsetzung von Massnahmen ;
- Begleitung der Strukturen für die Verbesserung der Rahmenbedingungen des Walliser Tourismus ;
- Einrichtung einer Struktur für den Technologietransfer und Maximierung der positiven Auswirkungen des ETH Campus Valais Wallis auf die Walliser Wirtschaft ;
- Anwendung der neuen kantonalen Politik zur Unterstützung der Bergbahnunternehmen ;
- Leitung des Projekts Valais / Wallis 2015,

tâches confiées à des partenaires et reporting au comité de pilotage ;

- mise en oeuvre de la LEMC révisée en favorisant l'octroi des mesures de soutien à la prise d'emploi (allocations d'initiation au travail cantonales (AITc) et stages) comme mesures prioritaires dans la réinsertion professionnelle des personnes en fin de droits aux prestations LACI ;
- contribution à amortir les effets de l'initiative sur les résidences secondaires et de la révision de la loi sur l'aménagement du territoire dans la branche de la construction ;
- réalisation de la stratégie d'optimisation des paiements directs basés sur les 3 axes : réseaux écologiques, projets paysagers et biodiversité des alpages ;
- analyse de la situation technico-économique de l'économie animale valaisanne et présentation dans le rapport annuel de l'office de l'économie animale ;
- promotion d'une politique laitière et fromagère valaisanne cohérente ;
- examen d'une extension de la plateforme simap.ch et formation des adjudicateurs (par exemple les communes) et du personnel de l'administration.

#### Energie

- soutien à la planification énergétique territoriale au niveau des communes ;
- choix du modèle de retour de concessions et élaboration d'un projet de loi et de message ;
- extension des programmes de promotion énergétique en fonction de la politique fédérale et de l'évolution du marché.

#### Territoire

- projet partiel dt2020 : élaboration du projet de révision de la LcAT (2<sup>e</sup> étape) et consultation publique ;
- projet partiel dt2020 : élaboration de l'avant-projet de révision du plan directeur cantonal et consultation des communes, des associations de communes et des autres organismes ;
- élaboration, en collaboration avec les communes, d'outils pour l'analyse qualitative et quantitative des zones à bâtir en vue de l'application de la LAT ;
- poursuite de la réalisation du projet de scannérisation de toutes les pièces justificatives communales et annuelles (depuis le système Capitastra) dans les registres fonciers ;
- travaux préparatoires concernant la loi d'application de la loi fédérale sur la géoinformation du 5 octobre 2007.

#### Transports

- soutien par le biais du comité Lötschberg à l'exploitation de la transversale ferroviaire de base du Lötschberg-Simplon et poursuite de la planification de sa réalisation complète à double-voies ;
- études pour la réalisation anticipée de l'augmentation de capacité de l'axe ferroviaire du Simplon avec la mise en service de trains à deux étages.

Mitverfolgung der an die Partner übertragenden Aufgaben, Reporting an den Steuerungsausschuss ;

- Umsetzung des revidierten BMAG mit Schwerpunkt «Unterstützung der Arbeitsaufnahme» (kantonale Einarbeitungszuschüsse und Praktika) für die berufliche Wiedereingliederung von Personen, die keinen Anspruch mehr auf AVIG-Leistungen haben ;
- Beitrag zur Abfederung der Auswirkungen der Zweitwohnungsinitiative und der Revision des Raumplanungsgesetzes auf den Bausektor ;
- Umsetzung der Strategie zur Optimierung der Direktzahlungen, basierend auf 3 Achsen: ökologische Vernetzung, Landschaftsprojekte und Biodiversität auf den Alpen ;
- Analyse der technisch-ökonomischen Situation der Walliser Viehwirtschaft und Präsentation der Ergebnisse im Jahresbericht des Amtes für Viehwirtschaft ;
- Fördern einer kohärenten Walliser Milch- und Käsepolitik ;
- Prüfung der Erweiterung der Plattform simap.ch sowie Schulung der Auftraggeber (z.B. Gemeinden) und des Verwaltungspersonals.

#### Energie

- Unterstützung der Energieplanung auf Gemeindeebene ;
- Wahl des Modells für Konzessionsheimfälle und Erarbeitung eines Gesetzesentwurfs samt Botschaft ;
- Ausweitung der Energieförderprogramme in Abhängigkeit der Bundespolitik und der Marktentwicklung.

#### Raumplanung

- Teilprojekt rp2020 : Erarbeitung des Entwurfs für die Revision des kRPG (2. Etappe) und öffentliche Vernehmlassung ;
- Teilprojekt rp2020 : Erarbeitung des Vorentwurfs für die Revision des kantonalen Richtplans und Vernehmlassung bei den Gemeinden, Gemeindeverbänden und anderen Organisationen ;
- Ausarbeitung von Werkzeugen für die qualitative und quantitative Analyse der Bauzonen in Zusammenarbeit mit den Gemeinden im Hinblick auf die Anwendung des RPG ;
- Weiterführung des Projekts bezüglich Einscannen aller Gemeinde- und Jahresbelege (via Capitastra) in den Grundbuchämtern ;
- Vorbereitungsarbeiten betreffend das Einführungsgesetz zum Bundesgesetz über Geoinformation vom 5. Oktober 2007.

#### Verkehr

- Unterstützung des Lötschberg-Komitees betreffend den Betrieb der Eisenbahn-Alpentransversale Lötschberg-Simplon und die Weiterführung der Planung für den doppelspurigen Vollausbau ;
- Studien für eine vorgezogene Umsetzung der Kapazitätserhöhung der Simplon-Strecke zwischen Lausanne und Brig mit Inbetriebnahme von Doppelstockzügen.

### Equipement

- construction des quatre tronçons de l'autoroute A9 entre Sierre-est, Leuk, Gampel et Viège-est en étapes dans le respect de la planification financière à long terme de la Confédération pour l'achèvement du réseau des routes nationales ;
- démarches pour l'intégration des routes cantonales concernées dans les réseaux fédéraux de base et complémentaire en cours de définition par la Confédération ;
- mise en œuvre du plan d'aménagement du Rhône approuvé (PA-R3) ;
- travaux pour la déviation des Evouettes sur la H21bo Jonction H144 – St-Gingolph ;
- projet de pôle permanent EPFL Valais Wallis (infrastructures) ;
- concours et études générales concernant un nouveau bâtiment administratif en ville de Sion ;
- Médiathèque Valais, Sion, transformation Arsenal : poursuite des travaux ;
- versement des subventions aux communes pour les projets d'évacuation et d'épuration des eaux.

### Environnement

- mesures d'influence des conditions-cadres pour permettre d'optimiser la gestion des forêts de protection ;
- définition des objectifs de protection sur le plan cantonal, par type de dangers et par catégorie d'objets à protéger ;
- conservation et valorisation des paysages traditionnels et milieux naturels importants ;
- suivi de l'assainissement des sites contaminés de l'industrie chimique à Monthey et de la déconstruction des anciennes halles industrielles de Metallwerke Refonda SA à Chippis.

### Bau

- Etappenweiser Bau der vier Abschnitte der Autobahn A9 zwischen Siders-Ost, Leuk, Gampel und Visp-Ost unter Einhaltung der langfristigen Finanzplanung des Bundes zur Fertigstellung des Nationalstrassennetzes ;
- Massnahmen zur Integration von Kantonsstrassen in das eidgenössische Basis- und Ergänzungsnetz, das gegenwärtig vom Bund definiert wird ;
- Umsetzung der genehmigten Baupläne der 3. Rhonekorrektur (GP-R3) ;
- Arbeiten für die Umfahrung von Les Evouettes auf der Strasse H21bo (Anschluss H144 - St-Gingolph) ;
- Projekt ständiges ETH-Zentrums Valais Wallis (Infrastrukturen) ;
- Wettbewerb und allgemeine Studien für ein neues Verwaltungsgebäude in der Stadt Sitten ;
- Mediathek Wallis, Sitten, Umbau des Zeughauses : Fortführung der Arbeiten ;
- Auszahlung der Subventionen an Gemeinden für Projekte im Bereich der Entwässerungs- und der Wasserreinigungsanlagen.

### Umwelt

- Messung der Auswirkungen der Rahmenbedingungen im Hinblick auf die Optimierung der Schutzwaldbewirtschaftung ;
- Definition von Schutzziele auf kantonaler Ebene, nach Gefahrentyp und Schutzobjektkategorie ;
- Erhaltung und Aufwertung traditioneller Landschaften und wichtiger natürlicher Lebensräume ;
- Weiterführung der Altlastensanierung der chemischen Industrie in Monthey und Rückbau der alten Industriehallen der Metallwerke Refonda AG in Chippis.

## Données financières

## Finanzdaten

### Aperçu général

### Gesamtüberblick

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2012	BUDGET 2013	BUDGET 2014	ECARTS DIFFERENZ 2013-14	(IN MILLIONEN FRANKEN)
<b>Compte de fonctionnement</b>					<b>Laufende Rechnung</b>
Revenus	3'120.1	3'144.1	3'155.6	11.5	Ertrag
Charges	3'118.9	3'138.0	3'150.9	12.9	Aufwand
Excédent de revenus	<b>1.1</b>	<b>6.1</b>	<b>4.7</b>	<b>-1.4</b>	Ertragsüberschuss
<b>Compte d'investissement</b>					<b>Investitionsrechnung</b>
Dépenses	503.2	497.4	480.0	-17.4	Ausgaben
Recettes	322.1	319.9	293.1	-26.7	Einnahmen
Investissements nets	<b>181.1</b>	<b>177.5</b>	<b>186.9</b>	<b>9.4</b>	Netto-Investitionen
<b>Financement</b>					<b>Finanzierung</b>
Résultat du compte de fonctionnement	1.1	6.1	4.7	-1.4	Ergebnis der Laufenden Rechnung
Amortissement du patr. administratif	180.9	171.6	183.3	11.7	Abschreibungen Verwaltungsvermögen
Marge d'autofinancement	<b>182.0</b>	<b>177.6</b>	<b>187.9</b>	<b>10.3</b>	Selbstfinanzierungsmarge
Investissements nets	181.1	177.5	186.9	9.4	Netto-Investitionen
Excédent de financement	0.9	0.1	1.0	0.9	Finanzierungsüberschuss
<b>Degré d'autofinancement</b>	<b>100.5%</b>	<b>100.1%</b>	<b>100.5%</b>	<b>0.5%</b>	<b>Selbstfinanzierungsgrad</b>

## Compte de fonctionnement

## Laufende Rechnung

### Présentation échelonnée du résultat sans les imputations internes

### Gestaffelte Präsentation ohne die internen Verrechnungen

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2012	BUDGET 2013	BUDGET 2014	ECARTS DIFFERENZ 2013-14	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Charges d'exploitation	2'880.8	2'943.3	2'940.8	-2.6	Betrieblicher Aufwand
Revenus d'exploitation	2'890.1	2'955.6	2'928.9	-26.8	Betrieblicher Ertrag
<b>Résultat d'activités d'exploitation</b>	<b>9.3</b>	<b>12.3</b>	<b>-11.9</b>	<b>-24.2</b>	<b>Ergebnis aus betrieblicher Tätigkeit</b>
Charges financières	36.4	35.6	35.3	-0.3	Finanzaufwand
Revenus financiers	58.5	53.1	54.8	1.7	Finanzertrag
<b>Résultat d'activités de financement</b>	<b>22.1</b>	<b>17.5</b>	<b>19.5</b>	<b>2.0</b>	<b>Ergebnis aus Finanzierung</b>
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>31.4</b>	<b>29.8</b>	<b>7.7</b>	<b>-22.1</b>	<b>Operatives Ergebnis</b>
Charges extraordinaires	60.4	23.7	40.8	17.1	Ausserordentliche Aufwände
Revenus extraordinaires	30.1	-	37.8	37.8	Ausserordentliche Erträge
<b>Résultat extraordinaire</b>	<b>-30.2</b>	<b>-23.7</b>	<b>-3.0</b>	<b>20.7</b>	<b>Ausserordentliches Ergebnis</b>
<b>Résultat total du compte de résultat</b>	<b>1.1</b>	<b>6.1</b>	<b>4.7</b>	<b>-1.4</b>	<b>Gesamtergebnis Erfolgsrechnung</b>

Le budget 2014 présente des résultats positifs avec un excédent de revenus de 4,7 mios et un excédent de financement de 1,0 mio.

Le compte de fonctionnement présente un total de revenus de 3,16 mrd. et un total de charges de 3,15 mrd. Il clôture avec un excédent de revenus de 4,7 mios. Le frein aux dépenses est ainsi respecté.

Avant prise en compte des amortissements ordinaires du patrimoine administratif d'un montant de 142,4 mios et des amortissements extraordinaires et supplémentaires pour 40,8 mios, le compte de fonctionnement dégage une marge d'autofinancement (cash flow) de 187,9 mios, en augmentation de 10,3 mios par rapport au budget 2013.

Le compte d'investissement présente des dépenses brutes de 480,0 mios, couvertes à hauteur de 293,1 mios par des recettes. Les investissements nets se montent ainsi à 186,9 mios.

Les dépenses nettes d'investissements sont intégralement couvertes par la marge d'autofinancement qui se dégage du compte de fonctionnement. Il en résulte un excédent de financement de 1,0 mio et un degré d'autofinancement de 100,5%. Le frein à l'endettement est ainsi respecté et la situation financière du canton se maintient.

La principale caractéristique du budget 2014 est l'implantation du pôle EPFL avec la création du Campus universitaire à Sion et la mise en place de plateformes préindustrielles. Le budget 2014 intègre à ce sujet 40,3 mios d'investissements bruts et 33,8 mios nets financés par un prélèvement correspondant sur le fonds de financement des grands projets d'infrastructures du XXI<sup>e</sup> siècle. Un montant de 1,5 mio est prévu par ailleurs pour les frais de fonctionnement des chaires, dont l'ouverture est agendée en automne 2014.

Le préfinancement des dépenses des études et travaux préliminaires pour le développement de la ligne ferroviaire du Simplon (ZEB), pour lequel le Grand Conseil a accordé un crédit-cadre en juin 2013 de 29 mios, débute également au budget 2014. Un montant de 4 mios est ainsi prévu, financé par un prélèvement sur le fonds de financement des grands projets d'infrastructures du XXI<sup>e</sup> siècle.

A l'instar des budgets 2012 et 2013, le budget 2014 a été construit selon une méthode top-down (de haut en bas). Du fait de l'exigence du frein aux dépenses et du frein à l'endettement, la budgétisation débute par l'estimation des moyens financiers libres d'affectation, c'est-à-dire par l'estimation du montant maximum disponible librement pour exécuter les tâches

Das Budget 2014 weist positive Ergebnisse aus und schliesst mit einem Ertragsüberschuss von 4,7 Mio. Franken und einem Finanzierungsüberschuss von 1,0 Mio.

Die Laufende Rechnung weist einen Ertrag von 3,16 Mrd. Franken und einen Aufwand von 3,15 Mrd. aus. Es resultiert ein Ertragsüberschuss von 4,7 Mio. Die Ausgabenbremse wird somit eingehalten.

Vor Verbuchung der ordentlichen Abschreibungen des Verwaltungsvermögens in Höhe von 142,4 Mio. Franken und der ausserordentlichen und zusätzlichen Abschreibungen von 40,8 Mio., beläuft sich die Selbstfinanzierungsmarge (Cashflow) der Laufenden Rechnung auf 187,9 Mio. und liegt damit 10,3 Mio. über dem Budget 2013.

Die Investitionsrechnung weist Bruttoausgaben von 480,0 Mio. Franken und Einnahmen von 293,1 Mio. aus. Die Nettoinvestitionen belaufen sich somit auf 186,9 Mio.

Die Nettoinvestitionen sind vollständig durch die Selbstfinanzierungsmarge aus der Laufenden Rechnung gedeckt. Es resultieren ein Finanzierungsüberschuss von 1,0 Mio. Franken und ein Selbstfinanzierungsgrad von 100,5%. Die Schuldenbremse wird somit eingehalten und die finanzielle Situation des Kantons bleibt stabil.

Hauptmerkmal des Budgets 2014 ist die Schaffung des ETH-Zentrums Lausanne (EPFL) samt Uni-Campus in Sitten und die Einrichtung von industriellen Pilotanlagen. Im Budget 2014 sind dafür 40,3 Mio. Franken an Bruttoinvestitionen und 33,8 Mio. an Nettoinvestitionen vorgesehen, finanziert über eine Entnahme aus dem Fonds für Infrastrukturgrossprojekte des 21. Jahrhunderts. Ausserdem sind 1,5 Mio. für die Betriebskosten der Lehrstühle vorgesehen, die im Herbst 2014 aufgenommen werden.

Die Vorfinanzierung der Vorstudien und Vorarbeiten im Zusammenhang mit der Entwicklung der Simplon-Bahnlinie (ZEB), für die der Grosse Rat im Juni 2013 einen Rahmenkredit von 29 Mio. gewährte, beginnt ebenfalls im Budget 2014. Ein Betrag von 4 Mio. ist vorgesehen, der durch eine Entnahme aus dem Vorfinanzierungsfonds von Infrastrukturgrossprojekten des 21. Jahrhunderts finanziert ist.

Das Budget 2014 wurde wie schon die Budgets 2012 und 2013 nach einem Top-Down Ansatz (von oben nach unten) erstellt. Aufgrund der Ausgaben- und Schuldenbremse werden bei der Budgetierung zunächst die frei verfügbaren Mittel ermittelt, d.h., der geschätzte Maximalbetrag, der für die Ausführung der öffentlichen Aufgaben zur Verfügung steht,

publiques, sans créer un excédent de charges et/ou une insuffisance de financement. Le volume de ces moyens libres d'affectation détermine l'enveloppe maximale qui peut être répartie entre dépenses de fonctionnement et d'investissement. Chaque Département reçoit une enveloppe de fonctionnement et une enveloppe d'investissement qu'il est chargé de répartir entre ses différents services. Ces derniers établissent ensuite la budgétisation détaillée des mandats de prestations dans le respect des enveloppes reçues.

Les moyens financiers libres d'affectation 2014, constitués essentiellement de recettes fiscales et de parts aux recettes fédérales, représentent un montant à la fois inférieur de 1,7% au budget 2013 et supérieur de 1,6% au compte 2012. L'enveloppe d'investissement avec 149 mios (sans les investissements à caractère extraordinaire pour le Campus et le ZEB) est restée à un niveau proche de celui prévu lors de la planification financière 2013-2016 de 150 mios. Quant à l'enveloppe de fonctionnement 2014, elle se monte à 617,4 mios (abstraction faite des prélèvements au fonds de financement des grands projets d'infrastructures du XXI<sup>e</sup> siècle de 37,8 mios), ce qui représente 3,7% de moins qu'au budget 2013 et 1,8% de plus que les charges correspondantes 2012.

ohne einen Aufwandüberschuss und/oder einen Finanzierungsfehlbetrag zu generieren. Aufgrund der frei verfügbaren Mittel werden die maximalen Globalbudgets für die Laufende Rechnung und die Investitionen bestimmt. Jedes Departement erhält ein Globalbudget sowohl für die Laufende Rechnung als auch für die Investitionen und teilt die entsprechenden Beträge unter seinen Dienststellen auf. Die Dienststellen budgetieren anschliessend unter Berücksichtigung der zugeteilten Mittel die Leistungsaufträge im Detail.

Die frei verfügbaren Mittel 2014 bestehen im Wesentlichen aus Steuererträgen und Anteilen an Bundeserträgen. Sie nehmen gegenüber dem Budget 2013 um 1,7% ab und gegenüber der Rechnung 2012 um 1,6% zu. Das Globalbudget 2014 für Investitionen bleibt mit 149 Mio. (ohne die ausserordentlichen Investitionen für den Uni-Campus und die ZEB) auf annähernd der vorgesehenen Investitionen in der Mehrjahresplanung 2013-2016 die 150 Mio. Franken betragen. Das Globalbudget 2014 für die Laufende Rechnung beträgt 617,4 Mio. (ohne die Entnahmen aus dem Fonds zur Finanzierung der Infrastrukturgrossprojekte des 21. Jahrhunderts von 37,8 Mio.) und liegt damit 3,7% unter dem Budget 2013 und 1,8% über dem entsprechenden Aufwand 2012.

## Charges d'exploitation

## Betrieblicher Aufwand

(EN MILLIONS DE FRANCS)	BUDGET 2013	BUDGET 2014	ECARTS DIFFERENZ 2013-14	ECARTS EN % DIFFERENZ IN %	POIDS 2014 AUFTEILUNG 2014	(IN MILLIONEN FRANKEN)
30 Charges de personnel	983.9	998.2	14.3	1.5%	33.9%	30 Personalaufwand
31 Biens, services et marchandises	227.1	228.1	1.0	0.5%	7.8%	31 Sachaufwand
33 Amortissements du patrimoine financier	16.4	19.1	2.7	16.3%	0.6%	33 Abschreibungen Finanzvermögen
33 Amortissements du patrimoine administratif	147.8	142.4	-5.4	-3.7%	4.8%	33 Abschreibungen Verwaltungsvermögen
34 Parts et contributions sans affectation	100.7	101.9	1.2	1.2%	3.5%	34 Anteile u. Beiträge ohne Zweckbindung
35 Dédommagements à des collectivités publiques	96.8	96.9	0.1	0.1%	3.3%	35 Entschädigungen an Gemeinwesen
36 Subventions accordées	1'204.3	1'187.0	-17.4	-1.4%	40.4%	36 Eigene Beiträge
37 Subventions redistribuées	121.1	127.4	6.3	5.2%	4.3%	37 Durchlaufende Beiträge
38 Attributions aux financements spéciaux <sup>1</sup>	45.2	39.8	-5.5	-12.1%	1.4%	38 Einlagen in Spezialfinanzierungen <sup>1</sup>
<b>Total</b>	<b>2'943.3</b>	<b>2'940.8</b>	<b>-2.6</b>	<b>-0.1%</b>	<b>100.0%</b>	<b>Total</b>

<sup>1</sup> LGCAF, art. 9

<sup>1</sup> FHG, Art. 9

Les charges d'exploitation se montent à 2,94 mrd. en diminution de 2,6 mios ou 0,1% par rapport au budget 2013.

Les amortissements du patrimoine administratif, les subventions accordées et les attributions aux financements spéciaux diminuent par rapport au budget 2013, alors que les autres charges d'exploitation augmentent entre 0,1% et 16,3%. L'évolution de ces charges d'exploitation est explicitée dans la suite de ce chapitre.

La structure des charges d'exploitation du budget 2014 est similaire à celle du budget 2013 avec la part la plus importante pour les subventions accordées (40,4%), puis les charges de personnel (33,9%). Par rapport au budget 2013, la part des subventions a diminué de 0,6 point et celle des charges de personnel a augmenté de 0,5 point.

### Charges de personnel

Les charges de personnel se montent à 998,2 mios, en augmentation de 14,3 mios ou 1,5% (voir annexe 1).

Les charges de personnel intègrent le renchérissement intégral des salaires. Ce taux est estimé à 0,2% pour l'année 2014, ce qui représente un coût de 1,9 mio. Elles comprennent également les augmentations individuelles réglementaires.

Der betriebliche Aufwand beläuft sich auf 2,94 Mrd. Franken und nimmt gegenüber dem Budget 2013 um 2,6 Mio. oder 0,1% ab.

Die Abschreibungen des Verwaltungsvermögens, die eigenen Beiträge und die Einlagen in Spezialfinanzierungen gehen gegenüber dem Budget 2013 zurück, während die übrigen Aufwandsposten zwischen 0,1% und 16,3% zunehmen. Die Entwicklung des betrieblichen Aufwands wird im weiteren Verlauf dieses Kapitels näher erläutert.

Die Struktur des betrieblichen Aufwands des Budgets 2014 ist ähnlich wie im Budget 2013: Den grössten Teil machen die eigenen Beiträge (40,4%) und der Personalaufwand (33,9%) aus. Im Vergleich zum Budget 2013 nimmt der Anteil der eigenen Beiträge um 0,6 Punkte ab und jener des Personalaufwands steigt um 0,5 Punkte.

### Personalaufwand

Der Personalaufwand beträgt 998,2 Mio. Franken, was einer Zunahme um 14,3 Mio. oder um 1,5% entspricht (siehe Anhang 1).

Der Personalaufwand beinhaltet den vollständigen Teuerungsausgleich auf den Löhnen. Für das Jahr 2014 wurde eine Teuerung von 0,2% berücksichtigt, was einem Aufwand von 1,9 Mio. Franken entspricht. Der Personalaufwand beinhaltet auch die reglementarischen individuellen Lohnerhöhungen.



Le Conseil d'Etat a décidé de renoncer, vu le contexte budgétaire, à la création de nouveaux postes au sein de l'Etat. En application de cette décision, les postes ont été créés au budget 2014 là où des décisions antérieures à l'approbation du budget avaient été prises. Sont pris en compte la variation des postes d'enseignants, l'ouverture d'une école d'aspirants policiers, ainsi que l'augmentation du personnel du secteur asile pour la gestion des centres et pour l'encadrement et le suivi des programmes d'occupation et d'intégration, partiellement compensée par l'augmentation des recettes fédérales.

Les frais de formation sont englobés dans les charges de personnel. Pour le personnel administratif, les frais de formation sont calculés en pourcentage de la masse salariale. Le taux retenu au budget 2014 est de 0,5% comme lors des précédents budgets. A ce montant sont ajoutés les besoins spécifiques supplémentaires, par exemple les frais de formation de la Police ou du Service cantonal de l'informatique. Au total, les frais de formation pour le personnel administratif se montent à 4,2 mio (+0,5 mio).

#### Biens, services et marchandises

Les biens, services et marchandises se montent à 228,1 mio, soit 1,0 mio de plus qu'au budget 2013 ou 0,5%.

La croissance annuelle est supérieure à l'augmentation de l'indice suisse des prix à la consommation attendue à 0,2%. Elle s'explique par l'augmentation du volume d'activité et est couverte, en grande partie, par des recettes correspondantes (émoluments, subventions, récupérations de frais). Citons notamment :

- secteur asile (+1,7 mio) compte tenu d'une augmentation attendue des arrivées de 10%. Ces dépenses sont compensées en partie par les forfaits de la Confédération ;
- offices des poursuites et faillites (+1,3 mio) avec la généralisation du service postal de distribution spécial initié en automne 2012. Ces coûts sont intégralement récupérés dans les dossiers ;
- service cantonal des contributions (+1,1 mio) avec une augmentation des frais d'encaissement corollaire de l'augmentation constante du nombre de poursuites.

Par rapport au compte 2012, les biens, services et marchandises évoluent à la baisse de 1,6%.

#### Amortissements du patrimoine financier

Les amortissements du patrimoine financier de 19,1 mio sont supérieurs de 2,7 mio au budget 2013. Il s'agit des pertes sur débiteurs, principalement du secteur des impôts (15,8 mio, +2,8 mio).

Der Staatsrat hat beschlossen, angesichts der angespannten Haushaltslage, auf die Schaffung neuer Stellen innerhalb des Kantons zu verzichten. In Anwendung dieses Entscheids wurden im Budget 2014 nur Stellen geschaffen, wo vor der Budgetgenehmigung bereits vorangegangene Entscheide gefällt wurden. Im Budget 2014 wurden die Veränderungen bei den Lehrerstellen und die Eröffnung einer Polizeiassistentenschule berücksichtigt. Dasselbe gilt für die Personalaufstockung im Asylbereich für die Verwaltung der Zentren, für die Betreuung und die Begleitung der Beschäftigungs- und Integrationsprogramme. Diese Kosten werden zum Teil durch höhere Bundesbeiträge kompensiert.

Im Personalaufwand sind ausserdem die Ausbildungskosten enthalten. Für das Verwaltungspersonal werden die Ausbildungskosten prozentual zur Lohnsumme berechnet. Im Budget 2014 wird dafür wie in den vorangehenden Jahren ein Satz von 0,5% angewendet. Zu diesem Betrag kommt der spezifische zusätzliche Bedarf hinzu, beispielsweise die Ausbildungskosten der Polizei oder der kantonalen Dienststelle für Informatik. Insgesamt belaufen sich die Ausbildungskosten für das Verwaltungspersonal auf 4,2 Mio. Franken (+0,5 Mio.).

#### Sachaufwand

Der Sachaufwand erreicht 228,1 Mio. Franken, was gegenüber dem Budget 2013 einer Zunahme um 1,0 Mio. oder um 0,5% entspricht.

Die jährliche Zunahme liegt über dem erwarteten Anstieg des Landesindex der Konsumentenpreise von 0,2%. Sie lässt sich durch die Zunahme des Tätigkeitsvolumens erklären und wird zum grossen Teil durch die entsprechenden Einnahmen gedeckt (Gebühren, Beiträge, Kostenrückerstattungen). Zu erwähnen sind :

- Asylbereich (+1,7 Mio.): Es werden 10% mehr Neuankömmlinge erwartet. Diese Ausgaben werden zum Teil durch die Pauschalen des Bundes kompensiert.
- Betreibungs- und Konkursämter (+1,3 Mio.): allgemeine Einführung des im Herbst 2012 lancierten Postdienstes für Spezialzustellungen. Diese Kosten werden vollständig über die Dossiers weiter fakturiert.
- Kantonale Steuerverwaltung (+1,1 Mio.): Zunahme der Inkassospesen infolge der ständigen Zunahme der Anzahl Betreibungen.

Im Vergleich zur Rechnung 2012 nimmt der Sachaufwand um 1,6% ab.

#### Abschreibungen des Finanzvermögens

Die Abschreibungen des Finanzvermögens belaufen sich auf 19,1 Mio. Franken, was gegenüber dem Budget 2013 einer Zunahme um 2,7 Mio. entspricht. Es handelt sich um Debitorenverluste, insbesondere im Steuerbereich (15,8 Mio. +2,8 Mio.).

### Amortissements du patrimoine administratif

Les amortissements du patrimoine administratif s'élèvent à 142,4 mios, soit une diminution de 5,4 mios par rapport au budget 2013.

Il s'agit des amortissements ordinaires qui sont calculés selon une pratique constante et en application des principes du modèle du compte harmonisé (MCH) (voir annexe 2).

### Parts et contributions sans affectation

Les parts et contributions sans affectation se montent à 101,9 mios, en augmentation de 1,2 mio ou 1,2% par rapport au budget 2013.

L'augmentation par rapport au budget 2013 provient de la péréquation intercommunale. Les montants distribués aux communes au titre de la péréquation intercommunale se montent à 58,3 mios, en augmentation de 3,3 mios ou 6,0% par rapport au budget 2013. Ces montants sont versés à raison de 34,4 mios pour la péréquation des ressources, 17,2 mios pour la compensation des charges et 6,7 mios pour les cas de rigueur.

La péréquation intercommunale est financée par les contributions des communes à fort potentiel de ressources pour 22,9 mios (+1,5 mio). Le canton contribue pour 15,3 mios au titre de la péréquation verticale, ainsi qu'au financement intégral de la compensation des charges de 17,2 mios, ce qui représente au total un montant de 32,5 mios (+2,2 mios) à charge du canton.

Les parts et contributions sans affectation comprennent par ailleurs le versement à la péréquation intercantonale pour les cas de rigueur (4,5 mios, -0,1 mio), ainsi que la ristourne aux communes des deux tiers des impôts sur les gains immobiliers et de l'impôt sur les successions et donations (-2,0 mios).

### Dédommagements à des collectivités publiques

Les dédommagements à des collectivités publiques représentent 96,9 mios soit 0,1 mio ou 0,1% de plus qu'au budget 2013.

Les dédommagements à des collectivités publiques sont constitués essentiellement de :

- 43,3 mios de contributions à la HES-SO/S2 (-1 mio) ;
- 36,9 mios de contributions aux universités (+0,9 mio) ;
- 9,0 mios de contributions hors canton pour la formation professionnelle et agricole (-0,1 mio) ;
- 2,2 mios de ristournes du franc du paysage, à la Confédération et aux communes (idem 2013) ;
- 1,8 mio de ristournes à la Confédération pour les documents d'identité (idem 2013).

### Abschreibungen des Verwaltungsvermögens

Die Abschreibungen des Verwaltungsvermögens belaufen sich auf 142,4 Mio. Franken, was gegenüber dem Budget 2013 eine Abnahme um 5,4 Mio. darstellt.

Es handelt sich hierbei um die ordentlichen Abschreibungen, die sich nach einer konstanten Praxis und den Empfehlungen des harmonisierten Rechnungsmodells richten (HRM) (siehe Anhang 2).

### Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung

Die Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung belaufen sich auf 101,9 Mio. Franken, was gegenüber dem Budget 2013 einer Zunahme um 1,2 Mio. oder um 1,2% entspricht.

Die Zunahme im Vergleich zum Budget 2013 ist auf den interkommunalen Finanzausgleich zurückzuführen, in dessen Rahmen 58,3 Mio. Franken verteilt werden, was 3,3 Mio. oder 6,0% mehr sind als im Budget 2013. Davon entfallen 34,4 Mio. auf den Ressourcenausgleich, 17,2 Mio. auf den Lastenausgleich und 6,7 Mio. auf die Härtefälle.

Der Anteil der ressourcenstarken Gemeinden am interkommunalen Finanzausgleich beträgt 22,9 Mio. Franken (+1,5 Mio.). Der Kanton zahlt 15,3 Mio. für den vertikalen Ausgleich und übernimmt den Gesamtbetrag des Lastenausgleichs von 17,2 Mio., was insgesamt 32,5 Mio. (+2,2 Mio.) ergibt.

Der Kantonsbeitrag an den Härteausgleich des interkantonalen Finanzausgleichs wird ebenfalls bei den Anteilen und Beiträgen ohne Zweckbindung verbucht (4,5 Mio., -0,1 Mio.), ebenso die Rückerstattung von zwei Dritteln der Grundstückgewinnsteuern sowie der Erbschafts- und Schenkungssteuern an die Gemeinden (-2,0 Mio.).

### Entschädigungen an Gemeinwesen

Die Entschädigungen an Gemeinwesen belaufen sich auf 96,9 Mio. Franken, was im Vergleich zum Budget 2013 einer Zunahme um 0,1 Mio. oder um 0,1% entspricht.

Die Entschädigungen an Gemeinwesen bestehen im Wesentlichen aus :

- 43,3 Mio. für die HES-SO/S2 (-1 Mio.) ;
- 36,9 Mio. für die Universitäten (+0,9 Mio.) ;
- 9,0 Mio. für die ausserkantonale Berufs- und Landwirtschaftsausbildung (-0,1 Mio.) ;
- 2,2 Mio. für die Rückvergütung des Landschaftsrappens an den Bund und die Gemeinden (gleich wie 2013) ;
- 1,8 Mio. für die Rückvergütung an den Bund für Ausweispapiere (gleich wie 2013).

### Subventions accordées

L'Etat du Valais prévoit de verser 1,19 milliard au titre de subventions sans caractère d'investissement, en diminution de 17,4 mios ou 1,4% par rapport au budget 2013.

La diminution par rapport au budget 2013 provient essentiellement des subventions pour la fusion des communes (14,4 mios en 2013, 1,4 mio en 2014). Abstraction faite de ce domaine, pour lequel les subventions sont ponctuelles et intégralement financées par le fonds de financement spécial, le montant global des subventions accordées en 2014 correspond au montant du budget 2013 (-0,4% ou -4,4 mios).

La répartition des subventions accordées par domaine est présentée en annexe 3.

Le Conseil d'Etat a chargé les Départements de prévoir, dans les mandats de prestations avec les institutions paraétatiques ou subventionnées, un blocage des effectifs et de la masse salariale 2014, tenant compte de l'adaptation intégrale du renchérissement, des augmentations individuelles ainsi que des Conventions collectives existantes ou dispositions légales analogues. Cette décision s'inscrit dans le cadre de sa décision de renoncer, vu le contexte budgétaire, à la création de nouveaux postes au sein de l'Etat du Valais.

Le domaine de la santé connaît la plus forte variation (-29,7 mios). La subvention en faveur des EMS est budgétisée à 44,7 mios, soit 27,7 mios de moins que le budget précédent, du fait de la prise en compte de la loi sur les soins de longue durée. Une diminution des coûts est également à relever pour les subventions des assurés économiquement modestes des caisses-maladie (-7,2 mios).

Les autres domaines sont majoritairement en augmentation par rapport au budget 2013. On peut citer notamment les domaines suivants :

- Prévoyance sociale (+17,6 mios ou 6,2%) : l'ensemble du domaine est en augmentation. L'augmentation de l'action sociale provient des subventions aux institutions spécialisées (+4,7 mios ou 5,3%) et des coûts d'aide sociale (+1,3 mio ou 3%), en lien notamment avec la fin de droit LACI ou non reconnus par l'Al. Les prestations complémentaires à l'AVS et à l'Al (+3,0 mios ou 3,6%), avec un nombre croissant des cas et des coûts des prestations, créent l'augmentation des assurances sociales. L'aide à la jeunesse croît du fait des subventions dans le domaine de la petite enfance pour les places existantes ou créées en 2014 (+1,8 mio ou 20,9%). Les mesures contre le chômage augmentent avec la participation du canton aux coûts du service de l'emploi et des mesures du marché du travail (+1,4 mio ou 21,6%).

### Eigene Beiträge

Der Staat Wallis rechnet mit 1,19 Mrd. Franken für Beiträge ohne Investitionscharakter. Dies entspricht im Vergleich zum Budget 2013 einen Rückgang um 17,4 Mio. oder 1,4%.

Dieser Rückgang steht hauptsächlich im Zusammenhang mit den Subventionen für Gemeindefusionen (14,4 Mio. im Jahr 2013 und 1,4 Mio. im Jahr 2014). Klammert man diesen Bereich aus (es handelt sich hierbei um punktuelle Subventionen, die vollumfänglich über den Spezialfinanzierungsfonds finanziert werden), sind die eigenen Beiträge im Budget 2014 insgesamt gleich hoch wie im Budget 2013 (-0,4% oder -4,4 Mio.).

Die Aufteilung der eigenen Beiträge nach Bereichen befindet sich in Anhang 3.

Der Staatsrat beauftragte die Departemente, bei den Leistungsaufträgen der halbstaatlichen Institutionen einen Personalstopp und einfrieren der Lohnsumme 2014 vorzusehen, unter Berücksichtigung der vollständigen Teuerungsanpassung, den individuellen Lohnerhöhungen sowie den bestehenden Kollektivvereinbarungen oder ähnliche gesetzliche Vorschriften. Diese Entscheidung ist in Verbindung, angesichts der angespannten Haushaltslage, mit dem Verzicht auf die Schaffung von neuen Stellen innerhalb des Kantons Wallis.

Am grössten ist die Veränderung im Gesundheitsbereich (-29,7 Mio.). Die Subventionen für die Alters- und Pflegeheime wurden mit 44,7 Mio. Franken veranschlagt. Sie liegen somit 27,7 Mio. unter dem Vorjahresbudget, was auf die Berücksichtigung des Gesetzes über die Langzeitpflege zurückzuführen ist. Ausserdem geht auch der Aufwand für die Verbilligung der Krankenkassenprämien für Versicherte in bescheidenen wirtschaftlichen Verhältnissen zurück (-7,2 Mio.).

In den anderen Bereichen kommt es fast überall zu einer Zunahme gegenüber dem Budget 2013. Die wichtigsten Elemente :

- Soziale Wohlfahrt (+17,6 Mio. oder 6,2%) : Der Aufwand steigt im gesamten Bereich. Im Sozialwesen steht die Zunahme im Zusammenhang mit den Subventionen für die spezialisierten Institutionen (+4,7 Mio. oder 5,3%) und den Kosten für die Sozialhilfe (+1,3 Mio. oder 3%), insbesondere für Personen, die von der Arbeitslosenkasse ausgesteuert wurden oder keinen Anspruch auf IV-Leistungen haben. Im Bereich der Sozialversicherungen ist die Zunahme vor allem auf die Ergänzungsleistungen der AHV und IV (+3,0 Mio. oder 3,6%) zurückzuführen. Die Zahl der Fälle und die Kosten der Leistungen steigen an. Die Hilfe für Jugendliche nimmt aufgrund der Subventionen für die Kleinkinderbetreuung (bestehende und neue Plätze) im Jahr 2014 ebenfalls zu (+1,8 Mio. oder 20,9%). Gleiches gilt für die Massnahmen gegen die

- Pour l'intégration, la mise en place du nouveau programme cantonal implique un élargissement des mesures financées intégralement par l'augmentation des subventions de la Confédération (+0,9 mio).
- Enseignement et formation (+2,0 mio ou 1,6%) : la formation tertiaire prend en compte 1,4 mio pour les frais de fonctionnement des chaires du pôle EPFL, dont l'ouverture est agendée en automne 2014. Elle connaît par ailleurs une augmentation des étudiants et tarifs pour l'accord sur les Hautes écoles spécialisées (AHES) et l'accord sur les écoles supérieures spécialisées (AESS) (+1,1 mio). L'augmentation du nombre d'étudiants à la HEVs2 génère également une augmentation des coûts (+0,8 mio).
  - Trafic (+4,5 mio ou 8,3%) : l'augmentation concerne principalement l'exploitation des entreprises ferroviaires (+3,3 mio ou 9,9%).

### Subventions redistribuées

Les subventions redistribuées se montent à 127,4 mio, en augmentation de 6,3 mio ou 5,2%. L'ensemble de ces subventions ne sont dans les faits que des transferts. Les fonds proviennent de la Confédération ou des cantons. Ils sont destinés pour le 89% aux paiements directs à l'agriculture (114,0 mio, +5,5 mio). Les autres subventions concernent la formation tertiaire, la jeunesse et le sport.

### Attributions aux fonds spéciaux de financement

Les attributions aux fonds spéciaux de financement de 39,8 mio sont effectuées en application des dispositions légales spécifiques à chaque fonds découlant de l'application de l'art. 9 LGCAF.

L'annexe 4 présente les variations nettes des fonds spéciaux de financement (attributions moins prélèvements), y compris les attributions et prélèvements extraordinaires. Cette variation nette conduit à une diminution des fonds réservés de 20,8 mio au budget 2014.

La diminution des fonds réservés concerne principalement le fonds de financement des grands projets d'infrastructures du XXI<sup>e</sup> siècle dont le prélèvement est présenté dans le chapitre concernant les revenus extraordinaires.

La variation nette du fonds de la formation professionnelle se monte à 2,9 mio soit 1,5 mio de plus qu'au budget 2013. Ce fonds est constitué des forfaits annuels de la Confédération pour la formation professionnelle et sert à couvrir une partie des coûts d'investissements destinés à l'enseignement professionnel.

Arbeitslosigkeit aufgrund der grösseren Beteiligung des Kantons an der öffentlichen Arbeitsvermittlung und den arbeitsmarktlichen Massnahmen (+1,4 Mio. oder 21,6%). Für die Integration bedarf es bei der Einführung des neuen kantonalen Programms eine integrale Finanzierung durch die Zunahme der Bundesbeiträge (+0,9 Mio.).

- Bildung (+2,0 Mio. oder 1,6%): Im Bereich der tertiären Bildung sind 1,4 Mio. Franken für die Betriebskosten der Lehrstühle des neuen ETH-Campus vorgesehen, die im Herbst 2014 eröffnet werden sollen. Ausserdem kommt es zu einer Erhöhung der Tarife und den Studenten im Rahmen der interkantonalen Fachhochschulvereinbarung (FHV) und der interkantonalen Fachschulvereinbarung (FSV) (+1,1 Mio.). Die höhere Studierendenzahl an der Fachhochschule Wallis für Gesundheit und Soziale Arbeit führt ebenfalls zu Mehrkosten (+0,8 Mio.).
- Verkehr (+4,5 Mio. oder 8,3%): Die Zunahme betrifft in erster Linie den Betrieb der Eisenbahnunternehmen (+3,3 Mio. oder 9,9%).

### Durchlaufende Beiträge

Die durchlaufenden Beiträge steigen um 6,3 Mio. Franken auf 127,4 Mio. (+5,2%). Es handelt sich um Beiträge, die vom Bund oder von den Kantonen stammen und lediglich weiterverteilt werden. 89% sind Direktzahlungen an die Landwirtschaft (114,0 Mio., +5,5 Mio.). Die anderen Beiträge betreffen die tertiäre Bildung, die Jugend und den Sport.

### Einlagen in Spezialfinanzierungen

Die Einlagen in Spezialfinanzierungen in Höhe von 39,8 Mio. Franken werden gemäss den fondsspezifischen gesetzlichen Bestimmungen, die sich aus der Anwendung von Art. 9 FHG ergeben, vorgenommen.

In Anhang 4 werden die Netto-Veränderungen der Spezialfinanzierungsfonds (Einlagen minus Entnahmen) aufgezeigt, einschliesslich ausserordentlicher Einlagen und Entnahmen. Insgesamt nehmen die Fondsbestände im Budget 2014 netto um 20,8 Mio. Franken ab.

Grund dafür ist vor allem die Entnahme aus dem Spezialfinanzierungsfonds für die Infrastrukturgrossprojekte des 21. Jahrhunderts, die im Kapitel «Ausserordentliche Erträge» näher erläutert wird.

Die Nettoveränderung des Berufsbildungsfonds beträgt 2,9 Mio., dies ist 1,5 Mio. Franken mehr als im Budget 2013. Dieser wird mit den jährlichen Pauschalen des Bundes gespeist und dient zur Deckung eines Teils der Investitionskosten im Bereich der Berufsbildung.

## Revenus d'exploitation

## Betrieblicher Ertrag

(EN MILLIONS DE FRANCS)	BUDGET 2013	BUDGET 2014	ECARTS DIFFERENZ 2013-14	ECARTS EN % DIFFERENZ IN %	POIDS 2014 AUFTEILUNG 2014	(IN MILLIONEN FRANKEN)
40 Impôts	1'259.2	1'231.5	-27.7	-2.2%	42.0%	40 Steuern
41 Patentes, concessions	68.3	69.6	1.4	2.0%	2.4%	41 Patente und Konzessionen
43 Contributions	200.2	209.8	9.6	4.8%	7.2%	43 Entgelte
44 Parts recettes et contributions sans affectation	692.1	683.8	-8.2	-1.2%	23.3%	44 Anteile u. Beiträge ohne Zweckbindung
45 Dédommagements de collectivités publiques	112.0	117.4	5.4	4.9%	4.0%	45 Rückerstattungen von Gemeinwesen
46 Subventions acquises	461.3	466.5	5.3	1.1%	15.9%	46 Beiträge für die eigene Rechnung
47 Subventions à redistribuer	121.1	127.4	6.3	5.2%	4.3%	47 Durchlaufende Beiträge
48 Prélèvements sur financements spéciaux <sup>1</sup>	41.6	22.7	-18.9	-45.4%	0.8%	48 Entnahmen aus Spezialfinanzierungen <sup>1</sup>
<b>Total</b>	<b>2'955.6</b>	<b>2'928.9</b>	<b>-26.8</b>	<b>-0.9%</b>	<b>100.0%</b>	<b>Total</b>

<sup>1</sup> LGCAF, art. 9

<sup>1</sup> FHG, Art. 9

Les revenus d'exploitation se montent à 2,93 mrd, en diminution de 26,8 mios par rapport au budget 2013.

81,3% du budget des revenus d'exploitation sont constitués par les 3 catégories suivantes, à savoir : les impôts (42,0%), les parts aux recettes et contributions sans affectation (23,3%) et les subventions acquises (15,9%). Les impôts voient leur poids légèrement diminuer, passant de 42,6% à 42,0%, tandis que celui des subventions acquises augmente légèrement de 15,6% à 15,9%.

Au niveau des écarts par rapport au budget 2013, les principales variations, décrites ci-après, sont constatées au niveau des impôts (-27,7 mios), des parts aux recettes et contributions sans affectation (-8,2 mios) et des prélèvements sur les financements spéciaux (-18,9 mios).

### Impôts

Les recettes d'impôts ne s'inscrivent pas dans la tendance positive observée depuis le début des années 2000. En effet, celles-ci sont en retrait et atteignent 1,23 mrd, soit 27,7 mios (-2,2%) de moins qu'au budget 2013 (voir annexe 5).

Cet écart s'explique en premier lieu par l'évolution à la baisse des impôts sur le bénéficiaire et le capital (-20,6 mios ; -13,6%). Les entreprises valaisannes, et notamment les sociétés exportatrices, souffrent en effet d'une situation économique difficile, laquelle engendre des recettes fiscales moindres en 2014.

Les impôts sur le revenu et la fortune ont été adaptés à la situation du compte 2012, qui a marqué un tour-

Der betriebliche Ertrag beläuft sich auf 2,93 Mrd Franken und ist um 26,8 Mio. unter dem Budget 2013.

81,3% des budgetierten betrieblichen Ertrags setzen sich aus den folgenden 3 Kategorien zusammen : Steuern (42,0%), Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung (23,3%) und Beiträge für die eigene Rechnung (15,9%). Der Steueranteil nimmt leicht ab, und zwar von 42,6% auf 42,0%, während die Beiträge für die eigene Rechnung von 15,6% auf 15,9% leicht ansteigen.

Die grössten Abweichungen zum Budget 2013, die nachfolgend erläutert werden, betreffen die Steuern (-27,7 Mio.), die Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung (-8,2 Mio.) und die Entnahmen aus Spezialfinanzierungen (-18,9 Mio.).

### Steuern

Der seit dem Jahrtausendwechsel beobachtete positive Trend setzt sich bei den Steuereinnahmen nicht mehr fort. Sie erreichen 1,23 Mrd. Franken, was im Vergleich zum Budget 2013 einer Abnahme um 27,7 Mio. (-2,2%) entspricht (siehe Anhang 5).

Diese Differenz ist hauptsächlich auf den Rückgang der Gewinn- und Kapitalsteuern zurückzuführen (-20,6 Mio., -13,6%). Die Walliser Firmen und vor allem die Exportfirmen leiden unter der schwierigen Wirtschaftslage, die 2014 zu weniger Steuereinnahmen führen wird.

Die Einkommens- und die Vermögenssteuern sind an die Situation der Rechnung 2012 angepasst worden,

nant dans la croissance de ces recettes. Les impôts sur le revenu et la fortune sont estimés à 9,4 mios de moins que les prévisions 2013 (-1,2%).

Enfin, des variations de moindre importance sont attendues au niveau des impôts sur les gains en capital, de l'impôt sur les successions et donations et de l'impôt foncier (+0,7 mio au total).

#### Patentes, concessions

Les recettes pour les patentes et concessions se montent à 69,6 mios, en augmentation de 1,4 mio ou 2,0% par rapport au budget 2013.

Cette hausse provient avant tout de la part du canton au bénéfice de la Loterie Romande. Au regard des résultats du compte 2012, cette recette a été budgétée à 28,0 mios, soit 1,0 mio de plus qu'au budget précédent.

Quant à sa part au bénéfice 2013 de la Banque nationale suisse (BNS), le Canton du Valais devrait toucher 26,5 mios en 2014, ce qui correspond à une hausse de 0,4 mio par rapport au budget 2013. Ce montant découle de la convention du 21 novembre 2011 signée entre le Département fédéral des finances (DFF) et la BNS et valable pour les exercices 2011 à 2015 de la Banque nationale. Cette dernière prévoit la distribution d'un montant de 1 mrd de francs à la Confédération (1/3) et aux cantons (2/3) aussi longtemps que la réserve pour distributions futures ne devient pas négative après affectation du bénéfice.

Le compte de résultat 2012 de la BNS clôture avec un bénéfice de près de 6 mrd de francs, portant la réserve pour distributions futures à 5,3 mrd. Pour ce qui est du résultat de l'exercice 2013, il est très difficile à ce stade de tirer des premières conclusions, au vu des fortes fluctuations des résultats intermédiaires. Alors que la BNS annonçait par son communiqué du 31 mars 2013 des résultats intermédiaires réjouissants (bénéfice consolidé de 11,2 mrd pour le premier trimestre), cette dernière présentait le 30 juillet 2013 une perte consolidée de 7,3 mrd de francs pour le premier semestre 2013.

#### Contributions

Les contributions sont estimées à 209,8 mios au budget 2014, en augmentation de 9,6 mios ou 4,8% par rapport au budget 2013.

Cette évolution est notamment due à la croissance des émoluments administratifs et des dédommagements de tiers, lesquels représentent conjointement plus de 60% de l'ensemble des contributions. Les émoluments administratifs augmentent de 3,1 mios pour s'établir à 82,6 mios. Un accroissement du volume des affaires des Offices des poursuites et

die einen Wendepunkt im Ertragswachstum aufzeigt. Die Einkommens- und die Vermögensteuern sind 9,4 Mio. tiefer geschätzt als die Prognosen für 2013 (-1,2%).

Kleinere Abweichungen werden bei der Vermögensgewinnsteuer, der Erbschafts- und Schenkungssteuer sowie der Grundstückssteuer erwartet (insgesamt +0,7 Mio.).

#### Patente und Konzessionen

Die Einnahmen bei den Patenten und Konzessionen betragen 69,6 Mio. Franken, was im Vergleich zum Budget 2013 einer Zunahme um 1,4 Mio. oder um 2,0% entspricht.

Diese Zunahme hängt vor allem mit dem Anteil des Kantons am Gewinn der Lotterie Romande zusammen. Gegenüber dem Ergebnis der Rechnung 2012 wurde diese Einnahme mit 28,0 Mio. Franken budgetiert, was gegenüber dem Vorjahresbudget einer Zunahme um 1,0 Mio. entspricht.

Der Anteil des Kantons Wallis am Reingewinn der Nationalbank (SNB) 2013 wird 2014 bei 26,5 Mio. Franken liegen, was einer Zunahme um 0,4 Mio. gegenüber dem Budget 2013 entspricht. Dieser Betrag ergibt sich aus der Vereinbarung vom 21. November 2011 zwischen dem Eidgenössischen Finanzdepartement (EFD) und der SNB, die für die Geschäftsjahre 2011 bis 2015 der Nationalbank gilt. Die Vereinbarung sieht vor, dass ein Betrag von 1 Mrd. an den Bund (1/3) und die Kantone (2/3) überwiesen wird, sofern nach Gewinnausschüttung eine positive Ausschüttungsreserve resultiert.

Die Erfolgsrechnung 2012 der SNB weist einen Gewinn von rund 6 Mrd. Franken aus, womit sich die Reserve für künftige Ausschüttungen auf 5,3 Mrd. beläuft. Betreffend den Gewinnerwartungen für das Jahr 2013 ist es in diesem Stadium sehr schwer, um erste Prognosen zu wagen, in Anbetracht der starken Schwankungen der Zwischenergebnisse. Während die SNB in der Pressemitteilung vom 31. März 2013 erfreuliche Ergebnisse veröffentlichte (11,2 Mrd. für das erste Trimester), publizierte sie am 30. Juli 2013 einen konsolidierten Verlust von 7,3 Mrd. für das erste Semester 2013.

#### Entgelte

Die Entgelte sind 2014 mit 209,8 Mio. Franken budgetiert, was gegenüber dem Budget 2013 einer Zunahme um 9,6 Mio. oder um 4,8% entspricht.

Dies ist vor allem auf die Zunahme bei den Gebühren für Amtshandlungen und den Rückerstattungen Dritter zurückzuführen, die zusammen mehr als 60% der Entgelte ausmachen. Die Gebühren für Amtshandlungen steigen um 3,1 Mio. Franken und belaufen sich auf 82,6 Mio. Die Steigerung des Geschäftsvolumens bei den Betreibungs- und



faillites justifie la majeure partie de cette évolution (+2,4 mios). Quant aux dédommagements de tiers, ils atteignent 44,4 mios, soit 2,3 mios de plus qu'au budget 2013. La hausse des frais d'encaissement récupérés au Service cantonal des contributions explique cet écart à hauteur de 1,0 mio. Le solde se justifie notamment par des autres frais récupérés plus importants aux Offices des poursuites et faillites (+1,3 mio / en lien avec l'augmentation des frais de port et autres honoraires) et au Service des routes, transports et cours d'eau (+0,9 mio), mais plus faibles au Service de la formation tertiaire (-0,8 mio).

Au niveau des autres postes, on note que les contributions de remplacement présentent une évolution à la baisse de 2,0 mios, passant d'un montant de 5,4 mios au budget 2013 à 3,4 mios en 2014. Suite au résultat du compte 2012, cette recette a en effet été réévaluée à la baisse à l'Office de la protection civile. A contrario, les amendes ainsi que les autres redevances et autres contributions présentent respectivement des augmentations de 2,6 mios (+17,5%), de 1,4 mio (+6,8%) et de 2,5 mios (+29,3%). La forte hausse des autres contributions en termes relatifs provient du Service cantonal de la jeunesse, lequel a budgétisé une recette nouvelle de 3,0 mios, correspondant à la participation des employeurs aux structures d'accueil pour la petite enfance.

#### Parts à des recettes / contributions sans affectation

Les parts à des recettes et contributions sans affectation s'élèvent à 683,8 mios, ce qui correspond à un recul de 8,2 mios (-1,2%) par rapport au budget 2013 (voir annexe 6). Après les impôts, cette catégorie de revenus est la 2<sup>e</sup> la plus importante.

Après avoir quasiment stagné au budget 2013, la péréquation des ressources versée au canton du Valais marque un net recul, passant de 456,6 mios au budget 2013 à 443,7 mios au budget 2014 (-12,9 mios ou -2,8%). Cette baisse est partiellement corrigée par la compensation des charges géo-topographiques, laquelle progresse de 1,8 mio (ou 2,5%) par rapport au budget 2013 pour s'établir à 74,2 mios.

Les autres parts à des recettes et contributions sans affectation, qui représentent au total 165,9 mios, sont en augmentation de 2,9 mios par rapport au budget 2013. Les prévisions de la part du Valais à l'impôt fédéral direct expliquent en grande partie cette progression, cette recette augmentant de 2,6 mios (ou 3,7%) en comparaison avec le budget précédent. Enfin, la part du Canton à l'impôt anticipé augmente de 0,6 mio, alors que sa part à la RPLP diminue de 0,7 mio. L'annexe 7 précise la répartition des recettes RPLP entre les différents Services.

#### Dédommagements de collectivités publiques

Les dédommagements de collectivités publiques s'établissent à 117,4 mios, soit 5,4 mios (ou 4,9%) de plus qu'au budget 2013.

Konkursämtern macht den grössten Teil dieser Zunahme aus (+2,4 Mio.). Die Rückerstattungen Dritter erreichen 44,4 Mio., was gegenüber dem Budget 2013 einer Zunahme um 2,3 Mio. entspricht. Die wieder eingebrachten Inkassospesen bei der kantonalen Steuerverwaltung erklären die Differenz von 1,0 Mio. Der Saldo erklärt sich durch übrige wieder eingebrachte Kosten bei den Betreibungs- und Konkursämtern (+1,3 Mio. im Zusammenhang mit der Erhöhung der Portokosten und anderen Honoraren) und der Dienststelle für Strassen, Verkehr und Flussbau (+0,9 Mio.) und die Abnahme bei der Dienststelle für die tertiäre Bildung (-0,8 Mio.).

Bei den anderen Positionen stellt man fest, dass die Ersatzbeiträge um 2,0 Mio. abnehmen, und zwar von 5,4 Mio. Franken im Budget 2013 auf 3,4 Mio. im Budget 2014. Aufgrund des Ergebnisses der Rechnung 2012 wurde diese Einnahme beim Amt für Zivilschutz neu bewertet und nach unten revidiert. Dagegen nehmen die Bussen als auch die Benützungsgebühren und andere Entgelte um 2,6 Mio. (+17,5%), um 1,4 Mio. (+6,8%) bzw. um 2,5 Mio. (+29,3%) zu. Der starke Anstieg bei den anderen Entgelten ist bei der kantonalen Dienststelle für die Jugend auszumachen. Diese hat als neue Einnahme die Beteiligung der Arbeitgeber an den Betreuungseinrichtungen für Kleinkinder mit 3,0 Mio. budgetiert.

#### Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung

Die Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung betragen 683,8 Mio. Franken, was im Vergleich zum Budget 2013 einer Abnahme um 8,2 Mio. (-1,2%) entspricht (siehe Anhang 6). Nach den Steuern ist diese Kategorie die zweitgrösste.

Nachdem der Ressourcenausgleich im Budget 2013 stagnierte, nimmt der Betrag zu Gunsten des Kantons Wallis um netto 12,9 Mio. (2,8%) Franken ab. Er sinkt von 456,6 Mio. im Budget 2013 auf 443,7 Mio. im Budget 2014. Dieser Rückgang wird teilweise durch den geotopografischen Lastenausgleich kompensiert, der um 1,8 Mio. (oder 2,5%) gegenüber dem Budget 2013 zunimmt und sich auf 74,2 Mio. beläuft.

Die Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung betragen insgesamt 165,9 Mio. Franken, was im Vergleich zum Budget 2013 einer Zunahme um 2,9 Mio. entspricht. Der erwartete Kantonsanteil an den direkten Bundessteuern erklärt diese Zunahme grösstenteils. Im Vergleich zum Vorjahresbudget nimmt dieser um 2,6 Mio. (oder um 3,7%) zu. Der Kantonsanteil an der Verrechnungssteuer steigt um 0,6 Mio. während der Anteil an der LSWA um 0,7 Mio. abnimmt. Die Aufteilung der Einnahmen der LSWA auf die verschiedenen Dienststellen geht aus Anhang 7 hervor.

#### Rückerstattungen von Gemeinwesen

Die Rückerstattungen von Gemeinwesen belaufen sich auf 117,4 Mio. Franken, was im Vergleich zum Budget 2013 einer Zunahme um 5,4 Mio. oder um 4,9% entspricht.

Ils proviennent pour l'essentiel des cantons (51,6%), mais également de la Confédération (28,7%) et des communes (19,7%).

Les dédommagements de la Confédération évoluent fortement par rapport au budget précédent (+7,1 mios ou +26,9%), pour s'établir à 33,7 mios. Cette différence s'explique principalement par l'augmentation des contributions fédérales dans le domaine de l'asile (+6,8 mios).

Les dédommagements des communes s'élèvent à 23,1 mios, en diminution de 1,9 mio. Cette évolution est justifiée en premier lieu par la prise en compte d'un taux de subventionnement communal de 30% dans le domaine du social, alors qu'un taux de 37% était utilisé au budget 2013. Pour rappel, le budget 2013 a été construit en tenant compte du dépôt du référendum concernant le financement des soins de longue durée bloquant les nouvelles dispositions décidées dans le cadre du projet RPT II-VS pour les secteurs de la santé et du social. Cette nouvelle base de calcul réduit les dédommagements versés par les communes valaisannes de 2,4 mios. Des dédommagements communaux plus importants pour l'entretien et l'exploitation du réseau routier cantonal (+0,5 mio) compensent en partie l'évolution observée dans le domaine du social.

Les dédommagements des cantons sont constitués pour la majeure partie des dédommagements des hautes écoles HES-SO, HES-S2 et HEP (52,8 mios), destinés à la HEVs pour 32,5 mios, à la HEVs2 pour 17,4 mios, à l'ECAV pour 2,7 mios, et à la HEP pour 0,2 mio. Les autres dédommagements des cantons de 7,8 mios sont destinés pour l'essentiel aux frais de détention (6,1 mios). La diminution de ceux-ci (-0,9 mio par rapport au budget 2013) est compensée par l'augmentation des dédommagements des hautes écoles (+1,1 mio), le tout faisant apparaître globalement une croissance des dédommagements des cantons de 0,2 mio.

#### Subventions acquises

Les subventions acquises se montent à 466,5 mios, soit 5,3 mios ou 1,1% de plus qu'au budget 2013 (voir annexe 8).

Contrairement au budget 2013, le budget 2014 intègre les dispositions RPT II-VS, y compris la loi sur les soins de longue durée. Cette nouvelle base de calcul (participation communale de 30% au lieu de 37%) réduit notamment les subventions acquises des communes dans le domaine du social, lesquelles s'établissent à 31,6 mios au budget 2014, soit 5,4 mios de moins qu'au budget précédent.

Au contraire des subventions communales (globalement en baisse de 6,7 mios par rapport au budget 2013), les subventions acquises de la Confédération

Sie stammen hauptsächlich von den Kantonen (51,6%), aber auch vom Bund (28,7%) und den Gemeinden (19,7%).

Die Rückerstattungen des Bundes steigen im Verhältnis zum Vorjahresbudget stark an (+7,1 Mio. oder +26,9%) und erreichen 33,7 Mio. Franken. Diese Differenz hängt hauptsächlich mit der Zunahme der Bundesbeiträge (+6,8 Mio.) im Asylwesen zusammen.

Die Rückerstattungen der Gemeinden belaufen sich auf 23,1 Mio. Franken, was einer Abnahme um 1,9 Mio. entspricht. Diese Entwicklung ist vor allem auf den Beitragssatz der Gemeinden von 30% im Sozialwesen zurückzuführen, während im Budget 2013 von 37% ausgegangen wurde. Es gilt zu erwähnen, dass das Budget 2013 unter Berücksichtigung des Referendums gegen die Finanzierung der Langzeitpflege erstellt wurde. Durch dieses Referendum wurden die neuen Bestimmungen für das Gesundheits- und Sozialwesen im Rahmen des Projekts NFA II-VS blockiert. Mit dieser neuen Berechnungsgrundlage nehmen die Rückerstattungen der Walliser Gemeinden um 2,4 Mio. ab. Höhere Rückerstattungen der Gemeinden für den Unterhalt und den Betrieb des Kantonsstrassennetzes (+0,5 Mio.) kompensieren zum Teil die im Sozialwesen beobachtete Entwicklung.

Die Entschädigungen der Kantone setzen sich hauptsächlich aus den Rückerstattungen der Fachhochschulen, HES-SO, HES-S2 und PH (52,8 Mio.) zusammen, wovon 32,5 Mio. Franken für die HEVs, 17,4 Mio. für die HEVs2, 2,7 Mio. für die ECAV und 0,2 Mio. für die PH vorgesehen sind. Die anderen Rückerstattungen der Kantone von 7,8 Mio. hängen vor allem mit den Kosten für die Haftanstalten zusammen (6,1 Mio.). Diese Abnahme (-0,9 Mio. im Vergleich zum Budget 2013) wird durch eine Zunahme der Rückerstattungen der Fachhochschulen (+1,1 Mio.) kompensiert, wodurch die Rückerstattungen der Kantone insgesamt um 0,2 Mio. zunehmen.

#### Beiträge für die eigene Rechnung

Die Beiträge für die eigene Rechnung belaufen sich auf 466,5 Mio. Franken, was gegenüber dem Budget 2013 einer Zunahme um 5,3 Mio. oder um 1,1% entspricht (siehe Anhang 8).

Im Gegensatz zum Budget 2013 berücksichtigt das Budget 2014 die Bestimmungen NFA II-VS inklusive des Gesetzes über die Langzeitpflege. Durch die neue Berechnungsgrundlage (Beteiligung der Gemeinden von 30% statt 37%) sinkt der Anteil der Gemeinden im Sozialbereich gegenüber dem Vorjahresbudget um 5,4 Mio. Franken und beläuft sich im Budget 2014 auf 31,6 Mio.

Im Gegenteil zu den Gemeindebeiträgen (die im Vergleich zum Budget 2013 um insgesamt 6,7 Mio. Franken abnehmen) steigen die Bundesbeiträge



augmentent de 9,3 mio. Cette évolution s'explique principalement par des recettes fédérales pour la réduction des primes d'assurance-maladie plus importantes (+3,1 mio), par des prestations complémentaires AVS/AI engendrant une participation fédérale accrue (+2,2 mio), ainsi que par la subvention pour les frais de fonctionnement des Offices régionaux de placement (ORP) et du personnel chargé de l'application de la loi sur l'assurance-chômage (+2,1 mio).

Enfin, les subventions acquises auprès des cantons augmentent de 1,0 mio, et ce, grâce notamment à une subvention supplémentaire de l'Etat de Vaud découlant de la convention relative à la scolarisation des étudiants de la région du Chablais.

#### Subventions à redistribuer

Les subventions à redistribuer s'élèvent à 127,4 mio, en augmentation de 6,3 mio ou 5,2% par rapport au budget 2013. Cet écart tient essentiellement à l'augmentation de la contribution de la Confédération concernant les paiements directs dans le cadre de la Politique agricole fédérale 2014-2017 (+5,5 mio ou 5,1%).

Pour ces subventions, l'Etat ne fait qu'office de boîte aux lettres. Elles proviennent pour l'essentiel de la Confédération (121,3 mio), notamment pour les paiements directs dans l'agriculture. Pour la formation tertiaire, les cantons versent également des subventions à redistribuer pour un montant total de 6,1 mio.

#### Prélèvements sur les fonds spéciaux de financement

Les prélèvements sur les fonds spéciaux de financement de 22,7 mio sont effectués en application des dispositions légales spécifiques à chaque fonds découlant de l'application de l'art. 9 de la LGCAF. L'annexe 4 présente les variations nettes des fonds spéciaux de financement (attributions moins prélèvements).

Comme variations importantes, on note notamment :

- un prélèvement de 1,4 mio au fonds de fusion, contre 14,4 au budget 2013 ;
- un prélèvement de 2,1 mio au fonds RPLP, contre 6,0 mio au budget 2013 ;
- un nouveau prélèvement de 3,0 mio au fonds PCI pour le financement partiel des organisations de protection civile.

Les prélèvements au fonds de financement des grands projets d'infrastructures du XXI<sup>e</sup> siècle sont présentés en tant que revenus extraordinaires ci-après.

für die eigene Rechnung um 9,3 Mio. Diese Entwicklung erklärt sich vor allem durch die höheren Bundesbeiträge zur Prämienverbilligung der Krankenversicherungen (+3,1 Mio.), durch die Ergänzungsleistungen AHV/IV, die zu einer höheren Beteiligung des Bundes führen (+2,2 Mio.), und durch die Beiträge an die Betriebskosten der Regionalen Arbeitsvermittlungszentren (RAV) und für das Personal, das für die Umsetzung des Gesetzes über die Arbeitslosenversicherung zuständig ist (+2,1 Mio.).

Die Beiträge für die eigene Rechnung der Kantone steigen um 1,0 Mio. Franken, was hauptsächlich auf den zusätzlichen Beitrag des Kantons Waadt aufgrund der Vereinbarung bezüglich des Schulbesuchs von Studierenden aus der Region Chablais zurückzuführen ist.

#### Durchlaufende Beiträge

Die Durchlaufenden Beiträge belaufen sich auf 127,4 Mio. Franken, was gegenüber dem Budget 2013 einer Zunahme um 6,3 Mio. oder um 5,2% entspricht. Diese Abweichung hängt vor allem mit der Erhöhung der Bundesbeiträge bei den Direktzahlungen im Rahmen der Agrarpolitik 2014-2017 zusammen (+5,5 Mio. oder 5,1%).

Für diese Beiträge übernimmt der Kanton lediglich die Rolle eines Briefkastens. 121,3 Mio. Franken stammen vom Bund, vor allem für die Direktzahlungen an die Landwirtschaft. Für die tertiäre Bildung überweisen die Kantone ebenfalls Durchlaufende Beiträge in Höhe von 6,1 Mio.

#### Entnahmen aus Spezialfinanzierungen

Die Entnahmen aus Spezialfinanzierungen von 22,7 Mio. Franken werden unter Anwendung der gesetzlichen Bestimmungen vorgenommen, die gemäss Art. 9 FHG für die jeweiligen Fonds gelten. Anhang 4 zeigt die Netto-Veränderungen der Spezialfinanzierungsfonds (Einlagen minus Entnahmen).

Die grössten Veränderungen betreffen :

- eine Entnahme von 1,4 Mio. aus dem Fonds für Gemeindefusionen gegenüber 14,4 Mio. im Budget 2013 ;
- eine Entnahme von 2,1 Mio. aus dem LSVA-Fonds gegenüber 6,0 Mio. im Budget 2013 ;
- einer neuen Entnahme von 3,0 Mio. aus dem Zivilschutzfonds zur teilweisen Finanzierung der Zivilschutzorganisationen.

Die Entnahmen aus dem Finanzierungsfonds für Infrastrukturgrossprojekte des 21. Jahrhunderts werden nachfolgend in der Rubrik «ausserordentliche Erträge» erläutert.

## Charges et revenus financiers

## Finanzaufwand und -ertrag

(EN MILLIONS DE FRANCS)	BUDGET 2013	BUDGET 2014	ECARTS DIFFERENZ 2013-14	(IN MILLIONEN FRANKEN)
<b>Charges financières</b>				<b>Finanzaufwand</b>
32 Intérêts passifs	35.6	35.3	-0.3	32 Passivzinsen
<b>Revenus financiers</b>				<b>Finanzertrag</b>
42 Revenus des biens	53.1	54.8	1.7	42 Vermögenserträge
<b>Résultat d'activités de financement</b>	<b>17.5</b>	<b>19.5</b>	<b>2.0</b>	<b>Ergebnis aus Finanzierung</b>

### Charges financières

Les charges financières, ou intérêts passifs, s'élèvent à 35,3 mios, en diminution de 0,3 mio par rapport au budget 2013.

La diminution principale provient des intérêts sur les dettes à moyen et long terme (-1,1 mio). Elle est liée au remboursement d'emprunts effectué au moyen des excédents de financement réalisés ces dernières années, ainsi qu'à l'amortissement annuel de 14,1 mios de l'emprunt CPVAL.

A l'inverse, les autres intérêts passifs font état d'une augmentation de 0,7 mio liée aux intérêts rémunérateurs accordés aux contribuables s'étant acquittés de leurs impôts à l'avance.

Les intérêts à court terme, en augmentation de 0,1 mio, sont liés aux besoins temporaires de liquidités pour assurer le fonds de roulement de l'Etat.

### Revenus financiers

Les revenus des biens atteignent 54,8 mios, en augmentation de 1,7 mio ou de 3,3% par rapport au budget 2013.

Cette évolution provient notamment des revenus des participations permanentes du patrimoine administratif (+1,1 mio) et des immeubles du patrimoine administratif (+0,8 mio), ainsi que des intérêts sur les créances (+0,6 mio). Du côté des baisses de recettes se retrouve la diminution des revenus des capitaux du patrimoine financier.

Globalement, les activités de financement dégagent un excédent net de 19,5 mios, soit 2,0 mios de plus qu'au budget 2013.

### Finanzaufwand

Der Finanzaufwand (Passivzinsen) beträgt 35,3 Mio. Franken, was im Vergleich zum Budget 2013 einen Rückgang um 0,3 Mio. darstellt.

Die grösste Abnahme ist bei den Zinsen für mittel- und langfristige Schulden auszumachen (-1,1 Mio.). Sie ist auf die Rückzahlung von Anleihen über Finanzierungsüberschüsse zurückzuführen, die in den vergangenen Jahren erzielt wurden, sowie der jährlichen Rückzahlung von 14,1 Mio. der PKWAL-Anleihe.

Bei den anderen Passivzinsen dagegen wird eine Zunahme um 0,7 Mio. Franken verzeichnet, die auf die Vergütungszinsen für die Steuervorauszahlungen der Steuerpflichtigen zurückzuführen ist.

Die Zunahme bei den Zinsen für kurzfristige Schulden (0,1 Mio.) resultiert aus den temporären Bedürfnissen für die Finanzierung des Umlaufvermögens, das die Liquidität des Staates gewährleistet.

### Finanzertrag

Die Vermögenserträge erreichen 54,8 Mio. Franken, was im Vergleich zum Budget 2013 einer Zunahme um 1,7 Mio. Franken oder um 3,3% entspricht.

Diese Zunahme ist vor allem auf die Erträge aus den dauernden Beteiligungen des Verwaltungsvermögens (+1,1 Mio.) und der Liegenschaften des Verwaltungsvermögens (+0,8 Mio.) sowie auf die Zinsen auf den Guthaben (+0,6 Mio.) zurückzuführen. Ein Einnahmerückgang ist hingegen bei den Kapitalanlagen des Finanzvermögens zu verzeichnen.

Aus dem Ergebnis aus Finanzierung resultiert insgesamt ein Nettoüberschuss von 19,5 Mio. Franken, was gegenüber dem Budget 2013 einer Zunahme um 2,0 Mio. entspricht.

## Charges et revenus extraordinaires

## Ausserordentliche Aufwände und Erträge

(EN MILLIONS DE FRANCS)	BUDGET 2013	BUDGET 2014	ECARTS DIFFERENZ 2013-14	(IN MILLIONEN FRANKEN)
<b>Charges extraordinaires</b>				<b>Ausserordentliche Aufwände</b>
33 Amort. du patrimoine administratif	23.7	40.8	17.1	33 Abschreibungen Verwaltungsvermögen
<b>Revenus extraordinaires</b>				<b>Ausserordentliche Erträge</b>
48 Prélèvement s/financements spéciaux <sup>1</sup>	-	37.8	37.8	48 Entnahmen aus Spezialfinanzierungen <sup>1</sup>
<b>Résultat d'activités extraordinaires</b>	<b>-23.7</b>	<b>-3.0</b>	<b>20.7</b>	<b>Ausserordentliches Ergebnis</b>

<sup>1</sup> LGCAF, art. 9

<sup>1</sup> FHG, Art. 9

### Charges extraordinaires

Les charges extraordinaires sont constituées des amortissements supplémentaires du patrimoine administratif de 13,0 mios, ainsi que des amortissements de 27,8 mios en lien avec la création du Campus universitaire à Sion.

Les amortissements supplémentaires concernent les prêts conditionnellement remboursables accordés durant l'année, qui sont intégralement provisionnés.

Les autres amortissements extraordinaires concernent les investissements pour la première étape de travaux du projet de création du Campus universitaire à Sion. Etant donné qu'il est prévu que ces investissements soient intégralement financés par le fonds de financement des grands projets d'infrastructures du XXI<sup>e</sup> siècle, ils sont amortis à 100% lors de leur création.

Le compte de fonctionnement présentant un excédent de revenus, un montant supérieur d'amortissements supplémentaires pourrait être envisagé. Le montant définitif sera déterminé au moment de la clôture du compte, en considérant les recommandations du nouveau modèle de compte harmonisé (MCH2).

### Revenus extraordinaires

Le budget 2014 comprend des prélèvements sur le fonds de financement des grands projets d'infrastructures du XXI<sup>e</sup> siècle pour :

- financer la première étape des travaux du projet de création du Campus universitaire à Sion et la mise en place des plateformes préindustrielles (33,8 mios). Le crédit-cadre concernant cet objet est présenté au Grand Conseil en automne 2013 ;
- préfinancer les dépenses des études et travaux préliminaires pour le développement de la ligne ferroviaire du Simplon (4,0 mios). Le Grand Conseil a accepté, en juin 2013, un crédit-cadre de 29 mios à ce propos, ainsi que son financement par le fonds de financement des grands projets d'infrastructures du XXI<sup>e</sup> siècle.

### Ausserordentliche Aufwände

Die ausserordentlichen Aufwände setzen sich aus den zusätzlichen Abschreibungen des Verwaltungsvermögens in Höhe von 13,0 Mio. Franken sowie den Abschreibungen von 27,8 Mio. im Zusammenhang mit der Schaffung des Uni-Campus in Sitten zusammen.

Die zusätzlichen Abschreibungen betreffen die während des Jahres gewährten bedingt rückzahlbaren Darlehen, die vollständig wertberichtigt werden.

Die anderen ausserordentlichen Abschreibungen betreffen die Investitionen für die erste Etappe der Arbeiten zur Schaffung des Uni-Campus in Sitten. Da diese Investitionen vollständig durch den Finanzierungsfonds für Infrastrukturgrossprojekte des 21. Jahrhunderts finanziert werden sollen, werden sie bereits bei ihrer Realisierung zu 100% abgeschrieben.

Die Laufende Rechnung weist einen Ertragsüberschuss aus, womit zusätzliche Abschreibungen vorgenommen werden könnten. Der definitive Betrag wird bei Abschluss der Rechnung bestimmt, wobei die Empfehlungen des neuen harmonisierten Rechnungsmodells (HRM2) berücksichtigt werden.

### Ausserordentliche Erträge

Das Budget 2014 sieht ausserordentliche Entnahmen aus dem Finanzierungsfonds für die Infrastrukturgrossprojekte des 21. Jahrhunderts vor :

- Finanzierung der ersten Etappe des Projekts zur Schaffung des Uni-Campus in Sitten und der Einrichtung von industriellen Pilotanlagen (33,8 Mio.). Der Rahmenkredit dieses Projekts wird dem Grosse Rat im Herbst 2013 unterbreitet ;
- Vorfinanzierung der Vorstudien und Vorarbeiten zur Entwicklung der Simplon-Bahnlinie (4,0 Mio.). Der Grosse Rat hat diesbezüglich im Juni 2013 einem Rahmenkredit von 29 Mio. Franken zugestimmt sowie auch der Finanzierung durch den Finanzierungsfonds für Infrastrukturgrossprojekte des 21. Jahrhunderts.

## Compte d'investissement

## Investitionsrechnung

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2012	BUDGET 2013	BUDGET 2014	ECARTS DIFFERENZ 2013-14	(IN MILLIONEN FRANKEN)
<b>Investissements nets par catégorie</b>	<b>181.1</b>	<b>177.5</b>	<b>186.9</b>	<b>9.4</b>	<b>Netto-Investitionen pro Kategorie</b>
Investissements de l'Etat	96.1	95.1	88.6	-6.5	Investitionen des Staates
Participations aux investissements de tiers	81.8	81.3	84.4	3.0	Beteiligungen an Investitionen Dritter
Prêts et participations permanentes	3.3	1.1	14.0	12.9	Darlehen und dauernde Beteiligungen
<b>Dépenses</b>	<b>503.2</b>	<b>497.4</b>	<b>480.0</b>	<b>-17.4</b>	<b>Ausgaben</b>
50 Investissements propres	314.0	317.0	282.8	-34.2	50 Eigene Investitionen
52 Prêts et participations permanentes	44.8	43.0	55.4	12.4	52 Darlehen u. dauernde Beteiligungen
56 Subventions accordées	120.2	115.4	118.3	2.9	56 Eigene Beiträge
57 Subventions redistribuées	24.2	22.0	23.6	1.6	57 Durchlaufende Beiträge
<b>Recettes</b>	<b>322.1</b>	<b>319.9</b>	<b>293.1</b>	<b>-26.7</b>	<b>Einnahmen</b>
60 Transferts au patrimoine financier	0.6	-	-	-	60 Übertrag ins Finanzvermögen
62 Remb. de prêts et participations	41.5	41.9	41.4	-0.5	62 Rückzahl. Darlehen u. Beteiligungen
63 Facturation à des tiers	-	-	2.0	2.0	63 Rückerstattungen für Sachgüter
64 Remb. de subventions accordées	0.6	0.2	0.2	-	64 Rückzahlung von eigenen Beiträgen
66 Subventions acquises	255.2	255.8	226.1	-29.7	66 Beiträge für eigene Rechnung
67 Subventions à redistribuer	24.2	22.0	23.6	1.6	67 Durchlaufende Beiträge
<b>Investissements nets</b>	<b>181.1</b>	<b>177.5</b>	<b>186.9</b>	<b>9.4</b>	<b>Netto-Investitionen</b>

Le volume des investissements nets atteint 186,9 mios, en augmentation de 9,4 mios ou 5,3% par rapport au budget 2013.

La planification pluriannuelle 2013-2016 prévoyait un volume net de 150 mios. Le budget 2014 est supérieur à cette planification pour prendre en compte des investissements à caractère extraordinaire pour la création du Campus universitaire à Sion et la mise en place des plateformes préindustrielles, ainsi que pour le préfinancement des dépenses des études et travaux préliminaires pour le développement de la ligne ferroviaire du Simplon (ZEB).

Pour le Campus universitaire à Sion et les plateformes préindustrielles, dont l'ouverture des chaires EPFL est prévue dès l'automne 2014, le budget 2014 retient 40,3 mios d'investissements bruts, dont 15,8 mios en propre, 18,5 mios sous forme de subventions aux investissements de la HEVS et 6,0 mios sous forme de prêts Nouvelle Politique Régionale (NPR) pour les plateformes préindustrielles. Au net, ces investissements représentent 33,8 mios et sont financés intégralement par un prélèvement au fonds de financement des grands projets d'infrastructures du XXI<sup>e</sup> siècle.

Les tableaux en annexe présentent l'ensemble des investissements par domaine, au brut et au net (voir annexes 9, 10 et 11). Les principaux projets d'investissement par catégorie sont commentés ci-après.

Die Netto-Investitionen belaufen sich auf 186,9 Mio. Franken, was gegenüber dem Budget 2013 einer Zunahme um 9,4 Mio. oder um 5,3% entspricht.

Die integrierte Mehrjahresplanung 2013-2016 sieht ein Nettovolumen von 150 Mio. Franken vor. Das Budget 2014 liegt über dieser Planung, damit ausserordentliche Investitionen zur Schaffung des Uni-Campus in Sitten und die Einrichtung von industriellen Pilotanlagen, sowie für die Vorfinanzierung der Kosten für die Vorstudien und Vorarbeiten für den Ausbau der Eisenbahnlinie Simplon (ZEB) vorgenommen werden können.

Das Budget 2014 sieht für den Uni-Campus in Sitten und die industriellen Pilotanlagen 40,3 Mio. Franken Bruttoinvestitionen vor (die Eröffnung der ETH Lehrstühle ist im Herbst 2014 vorgesehen). Davon sind 15,8 Mio. eigene Investitionen, 18,5 Mio. erfolgen in Form von Investitionsbeiträgen an die HEVS und 6,0 Mio. in Form von Darlehen der Neuen Regionalpolitik (NRP) für die industriellen Pilotanlagen. Diese Investitionen belaufen sich netto auf 33,8 Mio. und werden vollständig durch eine Entnahme aus dem Finanzierungsfonds für die Infrastrukturgrossprojekte des 21. Jahrhunderts finanziert.

Die Tabellen im Anhang präsentieren die gesamten Brutto- und Netto-Investitionen pro Bereich (siehe Anhänge 9, 10 und 11). Die Hauptinvestitionsprojekte werden nachfolgend pro Kategorie kommentiert.

### Investissements de l'Etat

Les investissements propres de l'Etat sont budgétisés à 88,6 millions nets pour 2014, ce qui représente 6,5 millions ou 6,9% de moins que le budget 2013 (voir annexe 9).

Les investissements que l'Etat projette pour 2014 représentent des dépenses brutes de 282,8 millions. Bien qu'inférieur de 34,2 millions au budget 2013, ce volume d'investissement de 282,8 millions équivaut à l'investissement propre moyen réalisé ces 8 dernières années.

La répartition des investissements bruts diffère peu de celle du budget 2013 : 53,0% de travaux sur les routes nationales (55%/2013), 23,4% sur les routes cantonales (22%/2013) et 10,0% pour des immeubles (8%/2013).

Les investissements en immeubles se montent, au brut, à 28,3 millions. Ils comprennent 15,8 millions pour la première étape des travaux du projet de création du Campus universitaire à Sion, pour lequel un crédit-cadre et un crédit d'engagement sont présentés au Grand Conseil en automne 2013. Le budget 2014 comprend aussi 6,0 millions pour la poursuite de la troisième phase de transformation des bâtiments des anciens arsenaux de Sion pour les besoins de la Médiathèque Valais, des Archives cantonales et du Service de la culture, dont le crédit d'engagement, décidé en septembre 2011, se monte à 21,5 millions bruts.

Dans la catégorie «Autres investissements», d'un volume brut de 10,3 millions et net de 7,3 millions, se trouvent la poursuite du projet Polycom (5,4 millions brut), du projet d'informatisation du Service cantonal des contributions SCC2015 (1,7 million) et du projet d'informatisation des registres fonciers «RF2020» (1,7 million). La baisse par rapport au budget 2013 est liée à l'avancement du projet Polycom.

### Participations aux investissements de tiers

Les participations aux investissements de tiers se montent au net à 84,4 millions, soit 3,0 millions de plus que le budget 2013 (voir annexe 10).

En brut, l'Etat du Valais prévoit de verser 141,9 millions à des tiers en tant que participations à leurs frais d'investissement.

L'Etat du Valais escompte des recettes de 57,5 millions (+1,4 million) pour financer ces investissements de tiers. Les fonds proviennent pour 51,3 millions de la Confédération (+2,8 millions) et s'inscrivent dans le cadre des conventions-programmes. Les autres financeurs sont les assureurs-incendie, pour 3,1 millions (-2,1 millions), et les communes, pour 2,9 millions (+0,8 million).

L'augmentation par rapport au budget 2013 (+3,0 millions ou +3,7%) provient des investissements pour la

### Investitions des Staates

2014 voit le Staat 88,6 millions. Franken netto für seine eigenen Investitionen vor, d.h., 6,5 Millionen oder 6,9% weniger als 2013 budgetiert (siehe Anhang 9).

Die Investitionen, die der Staat für 2014 plant, betragen 282,8 Millionen. Franken brutto. Das Investitionsvolumen liegt 34,2 Millionen tiefer als 2013 budgetiert und belaufen sich mit 282,8 Millionen auf dem durchschnittlichen Investitionsniveau der letzten 8 Jahre.

Die Aufteilung der Bruttoinvestitionen weicht nur wenig vom Budget 2013 ab : 53,0% für die Arbeiten an den Nationalstrassen (55% im Budget 2013), 23,4% für die Arbeiten an den Kantonsstrassen (22% im Budget 2013) und 10,0% für die Gebäude (8% im Budget 2013).

Die Investitionen in Gebäude belaufen sich brutto auf 28,3 Millionen. Franken. Für die Arbeiten der ersten Etappe des Projekts zur Schaffung des Uni-Campus in Sitten sind 15,8 Millionen vorgesehen. Dem Grossen Rat werden für dieses Projekt im Herbst 2013 ein Rahmenkredit und ein Verpflichtungskredit unterbreitet. Das Budget 2014 beinhaltet ebenfalls 6,0 Millionen für die dritte Etappe des Umbaus der ehemaligen Zeughäuser in Sitten zugunsten der Mediathek Wallis, des Staatsarchivs und der Dienststelle für Kultur. Der entsprechende Verpflichtungskredit wurde im September 2011 bewilligt und beläuft sich auf 21,5 Millionen brutto.

Mit einem Bruttovolumen von 10,3 Millionen. Franken und einem Nettovolumen von 7,3 Millionen finden sich in der Kategorie «Andere Investitionen» die Fortführung des Projekts Polycom (5,4 Millionen brutto), das Informatikprojekt der Kantonalen Steuerverwaltung KSV-2015 (1,7 Millionen) und das Projekt „GB 2020“ (1,7 Millionen). Die Abnahme gegenüber dem Budget 2013 ist auf den Fortschritt des Projekts Polycom zurückzuführen.

### Beteiligungen an Investitionen Dritter

Die Beteiligungen an Investitionen Dritter belaufen sich auf 84,4 Millionen. Franken netto, was gegenüber dem Budget 2013 einer Zunahme um 3,0 Millionen entspricht (siehe Anhang 10).

Der Staat plant 141,9 Millionen. Franken brutto für die Beteiligungen an Investitionen Dritter.

Der Staat Wallis rechnet mit Erträgen von 57,5 Millionen. Franken (+1,4 Millionen), um diese Investitionen Dritter zu finanzieren. 51,3 Millionen dieser Mittel stammen vom Bund (+2,8 Millionen) und hängen mit den Programmvereinbarungen zusammen. Von den restlichen Erträgen entfallenden 3,1 Millionen. (-2,1 Millionen) auf die Brandschutzversicherungen und 2,9 Millionen. (+0,8 Millionen) auf die Gemeinden.

Die Zunahme gegenüber dem Budget 2013 (+3,0 Millionen oder +3,7%) hängt mit den Investitionen für die

création du Campus universitaire à Sion et la mise en place des plateformes préindustrielles, pour lesquels des participations brutes aux investissements de tiers à hauteur de 18,5 mios sont prévues au budget 2014 (12,5 mios sous enseignement et formation et 6,0 mios sous économie publique).

#### Prêts et participations permanentes

Les prêts et participations permanentes représentent au net 14,0 mios, en augmentation de 12,9 mios par rapport au budget 2013 (voir annexe 11).

L'Etat prévoit de verser 55,4 mios d'aides sous forme de prêts (+12,4 mios) et d'encaisser 41,4 mios de remboursements (-0,5 mio).

Les prêts de la nouvelle politique régionale augmentent de 5,7 mios en lien avec le prêt de 6,0 mios prévu pour la mise en place des plateformes préindustrielles associées au Campus universitaire. Ces prêts sont financés par le fonds de financement des grands projets d'infrastructures du XXI<sup>e</sup> siècle.

Les prêts aux transports publics connaissent également une augmentation (+8,2 mios). Cette augmentation est consécutive notamment à la budgétisation de 4,0 mios pour le préfinancement des études et travaux préliminaires pour le développement de la ligne ferroviaire du Simplon (ZEB). Le Grand Conseil a accepté, en juin 2013, un crédit-cadre de 29,0 mios à ce propos, ainsi que son financement par le fonds de financement des grands projets d'infrastructures du XXI<sup>e</sup> siècle.

L'acquisition de participation de 1,3 mio concerne le domaine de l'énergie. Cette participation est financée par un prélèvement sur le fonds de rachat d'aménagements hydro-électriques.

Schaffung des Uni-Campus in Sitten und die industriellen Pilotanlagen zusammen, für die im Budget 2014 Beteiligungen an brutto Investitionen Dritter in Höhe von 18,5 Mio. Franken vorgesehen sind (Unterricht und Bildung: 12,5 Mio.; Volkswirtschaft: 6,0 Mio.).

#### Darlehen und dauernde Beteiligungen

Die Darlehen und dauernden Beteiligungen belaufen sich auf 14,0 Mio. Franken, was im Vergleich zum Budget 2013 eine Zunahme um 12,9 Mio. darstellt (siehe Anhang 11).

Der Staat rechnet damit, 55,4 Mio. Franken Hilfen in Form von Darlehen zu gewähren (+12,4 Mio.) und 41,4 Mio. Rückzahlungen einzukassieren (-0,5 Mio.).

Die Darlehen der Neuen Regionalpolitik steigen um 5,7 Mio. Franken im Zusammenhang mit den Darlehen von 6,0 Mio. für die Einrichtung der industriellen Pilotanlagen in Verbindung mit dem Uni-Campus. Dieses Darlehen wird durch den Finanzierungsfonds für Infrastrukturgrossprojekte des 21. Jahrhunderts finanziert.

Die Darlehen an öffentliche Transportunternehmen steigen ebenfalls an (+8,2 Mio.). Diese Zunahme ist vor allem auf die Budgetierung von 4,0 Mio. Franken für die Vorfinanzierung der Vorstudien und Vorarbeiten für die Entwicklung der Simplon-Bahnlinie zurückzuführen. Der Grosse Rat hat diesbezüglich im Juni 2013 einem Rahmenkredit von 29,0 Mio. zugestimmt sowie auch der Finanzierung durch den Finanzierungsfonds für die Infrastrukturgrossprojekte des 21. Jahrhunderts.

Im Energiebereich wurden 1,3 Mio. Franken für den Erwerb einer Beteiligung budgetiert. Diese Beteiligung wird durch eine Entnahme aus dem Fonds für den Rückkauf von Wasserkraftanlagen finanziert.

## Projet de décision

### Le Grand Conseil du canton du Valais

vu l'article 41 chiffres 1 et 3 de la Constitution cantonale ;  
vu les articles 25 et 26 de la loi sur la gestion et le contrôle administratifs et financiers du canton du 24 juin 1980 ;  
sur la proposition du Conseil d'Etat,

décide :

#### Art. 1 Budget administratif

Le budget de l'Etat pour l'année 2014 est approuvé. Il comprend le budget de fonctionnement, le budget d'investissement et le financement.

#### Art. 2 Budget de fonctionnement

Les revenus de fonctionnement de l'Etat sont arrêtés à la somme de 3'155'573'000 et les charges à 3'150'910'700 francs.  
L'excédent de revenus présumé s'élève à 4'662'300 francs.

#### Art. 3 Budget d'investissement

Les dépenses d'investissement sont fixées à 480'029'500 francs et les recettes à 293'134'600 francs.  
Les investissements nets présumés s'élèvent à 186'894'900 francs.

#### Art. 4 Financement

Les investissements nets de 186'894'900 francs sont entièrement autofinancés par la marge d'autofinancement qui s'élève à 187'918'500 francs.  
L'excédent de financement s'élève à 1'023'600 francs.

#### Art. 5 Autorisation d'emprunts

Le Conseil d'Etat est autorisé à emprunter les fonds nécessaires au refinancement des emprunts arrivant à échéance.

Demeurent réservées les compétences du Département chargé des finances en matière de crédit à court terme, conformément à l'art. 34 al. 2 let. d de la loi du 24 juin 1980 sur la gestion et le contrôle administratifs et financiers du canton.

Ainsi projeté en séance du Conseil d'Etat, à Sion, le 21 août 2013.

Le Président du Conseil d'Etat : **Maurice Tornay**  
Le Chancelier d'Etat : **Philipp Spörri**

## Beschlussentwurf

### Der Grosse Rat des Kantons Wallis

eingesehen Artikel 41 Ziffer 1 und 3 der Kantonsverfassung ;  
eingesehen die Artikel 25 und 26 des Gesetzes über die Geschäftsführung und den Finanzhaushalt des Kantons und deren Kontrolle vom 24. Juni 1980 ;  
auf Antrag des Staatsrates,

beschliesst :

#### Art. 1 Voranschlag der Verwaltungsrechnung

Der Voranschlag des Staates für das Jahr 2014 wird genehmigt. Er umfasst den Voranschlag der Laufenden Rechnung, den Voranschlag der Investitionsrechnung und die Finanzierung.

#### Art. 2 Voranschlag der Laufenden Rechnung

Die Erträge der Laufenden Rechnung des Staates werden auf 3'155'573'000 Franken und die Aufwände auf 3'150'910'700 Franken festgelegt.  
Der Ertragsüberschuss beläuft sich auf 4'662'300 Franken.

#### Art. 3 Voranschlag der Investitionsrechnung

Die Investitionsausgaben werden auf 480'029'500 Franken und die Einnahmen auf 293'134'600 Franken festgelegt.  
Die Netto-Investitionen betragen 186'894'900 Franken.

#### Art. 4 Finanzierung

Die Netto-Investitionen betragen 186'894'900 Franken und sind vollständig durch die Selbstfinanzierungsmarge gedeckt, die sich auf 187'918'500 Franken beläuft.  
Der Finanzierungsüberschuss beläuft sich auf 1'023'600 Franken.

#### Art. 5 Bewilligung zur Darlehensaufnahme

Der Staatsrat wird ermächtigt, die nötigen Mittel zur Erneuerung auslaufender Darlehen aufzunehmen.

Vorbehalten bleiben die Kompetenzen des Finanzdepartements zur Beschaffung kurzfristiger Mittel gemäss Art. 34, Abs. 2, Buchstabe d des Gesetzes vom 24. Juni 1980 über die Geschäftsführung und den Finanzhaushalt des Kantons und deren Kontrolle.

So entworfen in der Sitzung des Staatsrates in Sitten, den 21. August 2013.

Der Präsident des Staatsrates : **Maurice Tornay**  
Der Staatskanzler : **Philipp Spörri**

# Annexes / Anhänge

## Annexe 1

## Anhang 1

### Charges de personnel par catégorie

### Personalaufwand nach Kategorien

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2012	BUDGET 2013	BUDGET 2014	ECARTS DIFFERENZ 2013-14	(IN MILLIONEN FRANKEN)
<b>Autorités et tribunaux</b>	34.5	35.7	36.5	0.8	<b>Behörden und Gerichte</b>
<b>Administration générale</b>					<b>Allgemeine Verwaltung</b>
Présidence	6.8	6.9	7.0	0.1	Präsidium
DFI	44.1	46.7	47.4	0.7	DFI
DSSC	50.7	50.0	53.7	3.7	DGSK
DFS (sans l'enseignement ni la sécurité)	43.6	44.0	42.9	-1.2	DBS (ohne Unterrichtswesen und Sicherheit)
DEET (sans l'école d'agriculture)	53.4	56.1	56.5	0.4	DVER (ohne Landwirtschaftsschule)
DTEE	82.0	85.5	85.6	0.1	DVBU
<b>Sécurité</b>	81.1	84.8	87.2	2.4	<b>Sicherheit</b>
<b>Enseignement<sup>1</sup></b>					<b>Unterrichtswesen<sup>1</sup></b>
Primaire et secondaire	409.4	425.0	426.4	1.3	Primar- und Sekundarschulen
Tertiaire	61.9	62.9	64.2	1.3	Tertiäre Bildung
Formation professionnelle	66.9	70.2	74.6	4.4	Berufsbildung
Ecole d'agriculture	4.7	4.9	5.1	0.1	Landwirtschaftsschule
<b>Divers</b>	11.1	11.2	11.3	0.2	<b>Verschiedenes</b>
<b>Total</b>	<b>950.1</b>	<b>983.9</b>	<b>998.2</b>	<b>14.3</b>	<b>Total</b>

<sup>1</sup> y compris personnel administratif  
Les chiffres du compte 2012 et du budget 2013 tiennent compte de la nouvelle répartition des départements.

<sup>1</sup> inkl. Verwaltungspersonal  
Die Rechnung 2012 und das Budget 2013 berücksichtigen die neue Departementsverteilung.

## Annexe 2

## Anhang 2

### Amortissements du patrimoine administratif et provisions

### Abschreibungen des Verwaltungsvermögens und Wertberichtigungen

(EN MILLIONS DE FRANCS)	<sup>1</sup> SOLDE AU SALDO PER 31.12.2014	<sup>2</sup> TAUX SATZ	<sup>3</sup> AMORT. ORDINAIRES ORDENTLICHE ABSCHR.	<sup>4</sup> AMORT. EXTRAORDIN. AUSSERORDE NTLICHE ABSCHR.	AMORT. SUPPLÉMENT. ZUSÄTZLICHE ABSCHR.	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Terrains non bâtis	8.6	5.0%	0.4	-	-	Nicht bebaute Grundstücke
Terrains bâtis <sup>3</sup>	412.1	5.0%	20.9	10.6	-	Bebaute Grundstücke <sup>3</sup>
Mobilier et autres biens	98.6	20.0%	19.7	-	-	Mobilier und andere Güter
Routes nationales	6.0	100.0%	6.0	-	-	Nationalstrassen
Autres ouvrages de génie civil <sup>3</sup>	163.3	20.0%	49.1	-	-	Tiefbauarbeiten <sup>3</sup>
Parts aux investissements de tiers <sup>3</sup>	223.6	20.0%	45.0	17.3	-	Beteiligungen an Invest. Dritter <sup>3</sup>
Participations permanentes <sup>4</sup>	1.3	100.0%	1.3	-	-	Dauernde Beteiligungen <sup>4</sup>
Provision sur prêts conditionnellement remboursables	-	100.0%	-	-	13.0	Wertberichtigung auf bedingt rückzahlbare Darlehen
<b>Total</b>	<b>913.5</b>		<b>142.4</b>	<b>27.8</b>	<b>13.0</b>	<b>Total</b>

<sup>1</sup> Solde avant amortissements  
<sup>2</sup> Taux appliqué sur la valeur résiduelle du patrimoine administratif  
<sup>3</sup> Y compris amortissements à 100% des investissements entièrement financés par des fonds  
<sup>4</sup> Acquises durant l'exercice uniquement

<sup>1</sup> Saldo vor Abschreibungen  
<sup>2</sup> Auf den Restbuchwert des Verwaltungsvermögens angewandter Satz  
<sup>3</sup> Inklusive Abschreibungen zu 100%, der durch Fonds vollständig finanzierten Investitionen  
<sup>4</sup> Nur während des Jahres erworbene Beteiligungen



## Subventions sans caractère d'investissement

## Beiträge ohne Investitionscharakter

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2012	BUDGET 2013	BUDGET 2014	ECARTS DIFFERENZ 2013-14	(IN MILLIONEN FRANKEN)
<b>Enseignement et formation</b>	<b>115.6</b>	<b>122.6</b>	<b>124.6</b>	<b>2.0</b>	<b>Bildung</b>
Scolarité obligatoire	6.1	7.0	6.9	-0.0	Obligatorische Schulen
Enseignement secondaire	4.6	3.7	4.8	1.1	Mittelschulen
Enseignement spécialisé	32.1	33.5	35.2	1.7	Sonderschulen
Formation tertiaire	39.6	44.4	49.1	4.6	Tertiäre Bildung
Formation professionnelle	13.9	14.3	12.5	-1.8	Berufsbildung
Bourses d'études	19.3	19.7	16.2	-3.5	Stipendien
<b>Culture et loisirs</b>	<b>14.7</b>	<b>14.7</b>	<b>14.5</b>	<b>-0.2</b>	<b>Kultur und Freizeit</b>
J&S et fonds du sport	4.3	4.1	4.1	-0.0	J&S und Sportfonds
Culture	10.5	10.6	10.4	-0.2	Kultur
<b>Santé</b>	<b>589.9</b>	<b>615.2</b>	<b>585.5</b>	<b>-29.7</b>	<b>Gesundheit</b>
Santé publique	398.0	416.1	393.6	-22.5	Gesundheitswesen
Réduction primes assurance-maladie	190.8	198.0	190.8	-7.2	Krankenkassenprämienermässigung
Dîme de l'alcool	1.0	1.0	1.1	0.0	Alkoholzehntel
<b>Prévoyance sociale</b>	<b>294.5</b>	<b>283.9</b>	<b>301.5</b>	<b>17.6</b>	<b>Soziale Wohlfahrt</b>
Assurances sociales	90.5	91.0	94.6	3.7	Sozialversicherungen
Action sociale	164.8	154.8	163.1	8.3	Sozialwesen
Aide à la jeunesse	22.5	22.9	25.6	2.7	Hilfe an Jugendliche
Mesures chômage	15.6	13.8	15.8	2.0	Massnahmen Arbeitslosigkeit
Intégration	1.0	1.4	2.4	0.9	Integration
<b>Trafic</b>	<b>53.9</b>	<b>54.1</b>	<b>58.6</b>	<b>4.5</b>	<b>Verkehr</b>
Entreprises de transport	53.9	54.1	58.6	4.5	Transportunternehmen
<b>Aménagement et environnement</b>	<b>11.3</b>	<b>11.7</b>	<b>10.1</b>	<b>-1.6</b>	<b>Umwelt und Raumplanung</b>
Entretien des cours d'eau	3.8	3.8	2.3	-1.5	Unterhalt der Wasserläufe
Entretien des forêts et du paysage	7.5	7.9	7.8	-0.1	Wald und Landschaft
<b>Economie publique</b>	<b>41.5</b>	<b>43.7</b>	<b>45.3</b>	<b>1.6</b>	<b>Volkswirtschaft</b>
Promotion touristique et économique	27.8	29.7	31.7	2.1	Wirtschafts- und Tourismusförderung
Agriculture	8.0	8.4	8.4	-0.0	Landwirtschaft
Forces hydrauliques	5.6	5.6	5.1	-0.4	Wasserkraft
<b>Finances</b>	<b>0.2</b>	<b>14.4</b>	<b>1.4</b>	<b>-13.0</b>	<b>Finanzen</b>
Communes : assainissements & fusions	0.2	14.4	1.4	-13.0	Sanierungen/Fusionen von Gemeinden
<b>Autres subventions</b>	<b>42.4</b>	<b>44.0</b>	<b>45.5</b>	<b>1.4</b>	<b>Andere Beiträge</b>
Subventions des loteries	26.7	27.5	28.5	1.0	Beiträge aus Lotterien
Intempéries octobre 2011	0.4	-	-	-	Unwetter Oktober 2011
Autres	15.3	16.6	17.0	0.4	Andere
<b>Total</b>	<b>1'164.0</b>	<b>1'204.3</b>	<b>1'187.0</b>	<b>-17.4</b>	<b>Total</b>

Les subventions sans caractère d'investissement comprennent les charges extraordinaires.

Die Beiträge ohne Investitionscharakter beinhalten die ausserordentlichen Aufwände.

## Annexe 4

## Anhang 4

### Fonds spéciaux de financements Attributions et prélèvements

### Spezialfinanzierungen Einlagen und Entnahmen

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2012	BUDGET 2013	BUDGET 2014	ECARTS DIFFERENZ 2013-14	(IN MILLIONEN FRANKEN)
<b>Administration générale</b>	<b>0.1</b>	<b>0.1</b>	<b>0.1</b>	<b>-</b>	<b>Allgemeine Verwaltung</b>
Caisse de prévoyance	-	-	-	-	Vorsorgekassen
Épizooties	0.1	0.1	0.1	-	Viehseuchen
<b>Sécurité publique</b>	<b>-4.0</b>	<b>-1.0</b>	<b>-0.1</b>	<b>1.0</b>	<b>Öffentliche Sicherheit</b>
Police du feu	-4.0	-1.1	-0.1	1.1	Feuerpolizei
Protection civile	-	0.1	-	-0.1	Zivilschutz
<b>Enseignement et formation</b>	<b>1.3</b>	<b>1.4</b>	<b>2.9</b>	<b>1.5</b>	<b>Bildung</b>
Formation professionnelle	1.3	1.4	2.9	1.5	Berufsbildung
<b>Culture et loisirs</b>	<b>0.5</b>	<b>0.1</b>	<b>0.3</b>	<b>0.2</b>	<b>Kultur und Freizeit</b>
Sport	0.6	0.1	0.3	0.2	Sport
Culture	-0.1	-0.1	-0.1	0.0	Kultur
<b>Santé</b>	<b>-0.2</b>	<b>-0.3</b>	<b>-0.5</b>	<b>-0.2</b>	<b>Gesundheit</b>
Promotion santé et prévention	-0.2	-0.3	-0.5	-0.2	Gesundheitsförderung und Prävention
<b>Aménagement et environnement</b>	<b>3.0</b>	<b>1.5</b>	<b>-1.1</b>	<b>-2.5</b>	<b>Umwelt und Raumplanung</b>
Entretien / correction des cours d'eau	1.5	-	-2.5	-2.5	Unterhalt / Korrektion Wasserläufe
Dommages non assurables	1.5	1.5	1.5	0.0	Nicht versicherbare Elementarschäden
<b>Economie publique</b>	<b>23.3</b>	<b>23.5</b>	<b>20.6</b>	<b>-2.9</b>	<b>Volkswirtschaft</b>
Encouragement à l'économie	1.0	1.0	-	-1.0	Wirtschaftsförderung
Aide en matière d'investissement	1.0	-	-1.0	-1.0	Investitionshilfe
Emploi	-2.6	-	-	-	Beschäftigung
Loteries	2.0	0.3	0.0	-0.3	Lotterien
Hébergement et restauration : formation	-0.1	-0.1	-0.2	-0.1	Hotellerie/ Restauration : Ausbildung
Fonds d'encouragement de l'énergie	-0.8	-	-	-	Energieförderungsfonds
Préfinancement des FMV SA	13.1	12.8	12.9	0.1	Vorfinanzierung der FMV AG
Aménagements hydro-électriques	9.6	9.5	8.9	-0.6	Rückkauf von Wasserkraftanlagen
<b>Finances</b>	<b>1.0</b>	<b>-21.7</b>	<b>-4.4</b>	<b>17.3</b>	<b>Finanzen</b>
Utilisation part cantonale RPLP	1.4	-6.0	-2.1	3.9	Kantonsanteil LSVA
Fusions de communes	1.8	-12.4	0.6	13.0	Fusionen von Gemeinden
Péréquation financière intercommunale	-2.3	-3.3	-2.9	0.4	Interkommunaler Finanzausgleich
<b>Divers</b>	<b>4.3</b>	<b>-0.1</b>	<b>-0.9</b>	<b>-0.9</b>	<b>Übrige</b>
<b>Autres financements</b>	<b>-14.9</b>	<b>-</b>	<b>-37.8</b>	<b>-37.8</b>	<b>Andere Finanzierungen</b>
Préfinancement investissements <sup>1</sup>	-2.5	-	-	-	Vorfinanzierungen von Investitionen <sup>1</sup>
Fonds de soutien à l'économie	-17.4	-	-	-	Unterstützung der Wirtschaft
Grands projets d'infrastructures du XXI <sup>e</sup> siècle	5.0	-	-37.8	-37.8	Infrastrukturgrossprojekte des 21. Jahrhunderts
<b>Total</b>	<b>14.3</b>	<b>3.6</b>	<b>-20.8</b>	<b>-24.4</b>	<b>Total</b>

+ : Attributions / - : Prélèvements

<sup>1</sup> LGCAF, art. 22 al. 3 et 4

Les financements spéciaux comprennent les attributions et prélèvements extraordinaires.

+ : Einlagen / - : Entnahmen

<sup>1</sup> FHG, Art. 22 Abs. 3 und 4

Die Spezialfinanzierungen beinhalten die ausserordentlichen Einlagen und Entnahmen.

## Annexe 5

## Anhang 5

## Impôts

## Steuern

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2012	BUDGET 2013	BUDGET 2014	ECARTS DIFFERENZ 2013-14	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Impôts sur le revenu et la fortune	772.4	816.0	806.6	-9.4	Einkommens- und Vermögenssteuern
Impôts sur le bénéfice et le capital	135.2	151.1	130.4	-20.6	Gewinn- und Kapitalsteuern
Impôts fonciers	17.8	16.0	19.7	3.7	Grundstücksteuern
Impôts sur les gains en capital	50.4	45.0	44.0	-1.0	Vermögensgewinnsteuern
Droits de mutation et de timbre	72.2	71.2	71.2	0.0	Vermögensverkehrssteuern
Impôts sur les successions et donations	12.4	15.0	13.0	-2.0	Erbschafts- und Schenkungssteuern
Impôts véhicules, bateaux et autres impôts sur la propriété et la dépense	59.6	61.4	62.1	0.7	Steuern auf Motorfahrzeuge, Schiffe und übrige Besitz- und Aufwandsteuern
Impôts sur les forces hydrauliques	90.1	83.0	84.0	1.0	Steuern auf Wasserkraft
Amendes fiscales	0.6	0.5	0.5	-	Steuerbussen
<b>Total</b>	<b>1'210.7</b>	<b>1'259.2</b>	<b>1'231.5</b>	<b>-27.7</b>	<b>Total</b>

## Annexe 6

## Anhang 6

## Parts à des recettes et contributions sans affectation

## Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2012	BUDGET 2013	BUDGET 2014	ECARTS DIFFERENZ 2013-14	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Péréquation des ressources	455.2	456.6	443.7	-12.9	Ressourcenausgleich
Péréquation, compensation des charges géo-topographiques	73.2	72.4	74.2	1.8	Geo-topographischer Lastenausgleich
Part au produit des impôts sur les huiles minérales	32.6	32.4	32.7	0.3	Anteil an der Mineralölsteuer
Part de l'Etat à l'impôt anticipé	16.8	18.3	18.9	0.6	Kantonsanteil an der Verrechnungssteuer
Part de l'Etat à l'IFD	61.3	70.0	72.6	2.6	Kantonsanteil an der DB
Part à la redevance sur le trafic des poids lourds liée aux prestations (RPLP)	38.7	39.8	39.1	-0.7	Anteil an der Leistungsabhängigen Schwerverkehrsabgabe (LSVA)
Autres parts et contributions	2.7	2.5	2.6	0.1	Andere Anteile und Beiträge
<b>Total</b>	<b>680.5</b>	<b>692.1</b>	<b>683.8</b>	<b>-8.2</b>	<b>Total</b>

## Annexe 7

## Anhang 7

## Répartition RPLP

## Aufteilung der LSVA

(EN MILLIONS DE FRANCS)	FONDS AU / AM 01.01.2014	RÉPARTITION AUFTEILUNG		UTILISATION - VERWENDUNG			FONDS AU / AM 31.12.2014	(IN MILLIONEN FRANKEN)
		EN % IN %	TOTAL	FONCTION. LAUF- ENDE RECHNUNG	INVESTISS. INVESTI- TIONS RECHNUNG	FONDS <sup>1</sup>		
<b>Services</b>								<b>Dienststellen</b>
Service des routes, transports et des cours d'eau	2.6	85.00	33.2	12.1	23.2	-2.1	0.5	Dienststelle für Strassen, Verkehr und Flussbau
Service de l'agriculture	1.6	10.00	3.9	1.9	2.0	-	1.6	Dienststelle für Landwirtschaft
Police cantonale	-	2.25	0.9	0.9	-	-	-	Kantonspolizei
Circulation routière	1.8	0.25	0.1	0.1	-	-	1.8	Strassenverkehr
Protection des travailleurs	-	0.50	0.2	0.2	-	-	-	Arbeitnehmerschutz
Administration des finances	-	2.00	0.8	0.8	-	-	-	Finanzverwaltung
<b>Total</b>	<b>6.0</b>	<b>100</b>	<b>39.1</b>	<b>16.0</b>	<b>25.2</b>	<b>-2.1</b>	<b>3.9</b>	<b>Total</b>

<sup>1</sup> + : Attributions / - : Prélèvements

<sup>1</sup> + : Einlagen / - : Entnahmen

## Subventions acquises

## Beiträge für die eigene Rechnung

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2012	BUDGET 2013	BUDGET 2014	ECARTS DIFFERENZ 2013-14	(IN MILLIONEN FRANKEN)
<b>Confédération</b>	<b>199.7</b>	<b>206.0</b>	<b>215.3</b>	<b>9.3</b>	<b>Bund</b>
Arsenal et casernes	2.9	2.9	3.0	0.1	Zeughaus und Kasernen
Enseignement	2.1	2.2	2.1	-0.1	Unterrichtswesen
Formation professionnelle	25.2	27.2	26.5	-0.8	Berufsbildung
HEVs	2.6	2.3	2.8	0.5	HEVs
Bourses d'études	1.0	1.0	1.0	0.0	Stipendien
Assurance-maladie	84.0	86.2	89.3	3.1	Krankenkassen
Assurances sociales	33.8	33.3	35.5	2.2	Sozialversicherungen
Intégration	0.5	0.6	1.7	1.0	Integration
Economie	3.9	3.6	3.7	0.1	Wirtschaft
Industrie, commerce et travail	18.6	20.4	22.5	2.1	Industrie, Handel und Arbeit
Agriculture	0.7	0.5	0.5	0.1	Landwirtschaft
Transports	2.3	2.4	2.4	0.0	Transportwesen
Routes nationales	7.8	10.4	10.3	-0.1	Nationalstrassen
Rhône	0.8	0.7	0.8	0.1	Rhone
Bâtiments	6.4	5.6	6.5	0.9	Gebäude
Forêts et paysage	3.6	3.5	3.6	0.1	Wald und Landschaft
Autres	3.2	3.2	3.2	-0.1	Andere
<b>Cantons</b>	<b>1.6</b>	<b>1.1</b>	<b>2.1</b>	<b>1.0</b>	<b>Kantone</b>
<b>Communes</b>	<b>232.6</b>	<b>235.2</b>	<b>228.5</b>	<b>-6.7</b>	<b>Gemeinden</b>
Péréquation financière intercommunale	21.3	21.4	22.9	1.5	Interkommunaler Finanzausgleich
Enseignement	111.6	114.0	116.0	2.0	Unterrichtswesen
Action sociale	35.4	37.0	31.6	-5.4	Sozialwesen
Assurances sociales	19.9	20.3	16.8	-3.5	Sozialversicherungen
Aide à la jeunesse	3.6	3.6	3.4	-0.2	Hilfe an Jugendliche
Fonds pour l'emploi	4.8	5.1	4.7	-0.4	Beschäftigungsfonds
Transports	8.1	8.6	8.8	0.2	Transportwesen
Entretien des routes	24.3	22.0	20.7	-1.4	Strassenunterhalt
Intempéries octobre 2011	0.2	-	-	-	Unwetter Oktober 2011
Autres	3.3	3.2	3.6	0.4	Andere
<b>Propres établissements</b>	<b>9.6</b>	<b>8.9</b>	<b>9.0</b>	<b>0.1</b>	<b>Eigene Anstalten</b>
Requérants d'asile	7.4	6.9	6.7	-0.2	Asylbewerber
Autres	2.2	2.1	2.3	0.2	Andere
<b>Autres subventions</b>	<b>6.8</b>	<b>10.1</b>	<b>11.7</b>	<b>1.6</b>	<b>Andere Beiträge</b>
Police du feu	-1.1	2.2	4.0	1.8	Feuerpolizei
Sport	4.2	4.0	4.2	0.2	Sport
Loteries	0.2	0.3	-	-0.3	Lotterien
Autres	3.5	3.6	3.5	-0.1	Andere
<b>Total</b>	<b>450.2</b>	<b>461.3</b>	<b>466.6</b>	<b>5.3</b>	<b>Total</b>

Les subventions acquises comprennent les revenus extraordinaires.

Die Beiträge für die eigene Rechnung beinhalten die ausserordentlichen Erträge.

## Annexe 9

## Anhang 9

## Investissements de l'Etat

## Investitionen des Staates

(EN MILLIONS DE FRANCS)		COMPTE RECHNUNG 2012	BUDGET 2013	BUDGET 2014	ECARTS DIFFERENZ 2013-14	(IN MILLIONEN FRANKEN)	
Routes nationales	D	171.0	175.4	150.0	-25.4	A	Nationalstrassen
	R	163.9	168.0	144.0	-24.0	E	
	N	7.0	7.4	6.0	-1.4	N	
Routes cantonales	D	66.0	68.7	66.2	-2.5	A	Kantonsstrassen
	R	28.0	30.4	31.7	1.4	E	
	N	38.0	38.3	34.5	-3.9	N	
Rhône	D	20.5	17.2	11.7	-5.5	A	Rhone
	R	14.0	12.1	6.6	-5.5	E	
	N	6.6	5.1	5.1	0.0	N	
Immeubles	D	33.8	26.1	28.3	2.2	A	Dienstgebäude
	R	8.8	6.0	6.6	0.6	E	
	N	25.0	20.1	21.8	1.6	N	
Mobilier, machines et véhicules	D	12.5	15.3	16.3	1.1	A	Mobilien, Maschinen u. Fahrzeuge
	R	2.9	2.4	2.3	-0.1	E	
	N	9.6	12.8	14.0	1.2	N	
Autres investissements	D	10.3	14.4	10.3	-4.1	A	Andere Investitionen
	R	0.4	3.0	3.0	-	E	
	N	9.9	11.3	7.3	-4.1	N	
<b>Total</b>	D	<b>314.0</b>	<b>317.0</b>	<b>282.8</b>	<b>-34.2</b>	A	<b>Total</b>
	R	<b>218.0</b>	<b>221.9</b>	<b>194.2</b>	<b>-27.6</b>	E	
	N	<b>96.1</b>	<b>95.1</b>	<b>88.6</b>	<b>-6.5</b>	N	

D = Dépenses R = Recettes N = Montants nets

A = Ausgaben E = Einnahmen N = Netto

## Participations aux investissements de tiers

## Beteiligungen an Investitionen Dritter

(EN MILLIONS DE FRANCS)		COMPTE RECHNUNG 2012	BUDGET 2013	BUDGET 2014	ECARTS DIFFERENZ 2013-14	(IN MILLIONEN FRANKEN)	
<b>Sécurité publique</b>	N	<b>0.0</b>	-	-	-	N	<b>Öffentliche Sicherheit</b>
Feu et protection civile	D	8.1	5.8	5.6	-0.2	A	Feuer- und Zivilschutz
	R	8.1	5.8	5.6	-0.2	E	
	N	0.0	-	-	-	N	
<b>Enseignement et formation</b>	N	<b>10.4</b>	<b>9.7</b>	<b>17.6</b>	<b>8.0</b>	N	<b>Bildung</b>
Enseignement	D	10.4	9.7	18.9	9.2	A	Unterrichtswesen
	R	-	-	1.3	1.3	E	
	N	10.4	9.7	17.6	8.0	N	
<b>Culture et loisirs</b>	N	<b>1.5</b>	<b>2.0</b>	<b>1.7</b>	<b>-0.4</b>	N	<b>Kultur und Freizeit</b>
Bâtiments et biens culturels	D	2.4	2.6	2.1	-0.5	A	Kulturelle Gebäude und Güter
	R	0.9	0.5	0.4	-0.1	E	
	N	1.5	2.0	1.7	-0.4	N	
<b>Santé</b>	D	<b>12.3</b>	<b>11.4</b>	<b>8.2</b>	<b>-3.2</b>	A	<b>Gesundheit</b>
<b>Prévoyance sociale</b>	N	<b>7.6</b>	<b>8.8</b>	<b>8.3</b>	<b>-0.5</b>	N	<b>Soziale Wohlfahrt</b>
Action sociale	D	6.7	5.3	5.1	-0.2	A	Sozialwesen
	R	2.5	1.9	1.5	-0.4	E	
	N	4.1	3.4	3.6	0.2	N	
Aide à la jeunesse	D	0.2	1.5	0.9	-0.6	A	Hilfe an Jugendliche
Encouragement au logement	D	3.7	4.1	4.1	-0.1	A	Wohnbauförderung
	R	0.4	0.2	0.2	-	E	
	N	3.3	3.9	3.9	-0.0	N	
Mesures chômage	D	-	0.5	-	-0.5	A	Massnahmen Arbeitslosigkeit
	R	-	0.5	-	-0.5	E	
	N	-	-	-	-	N	
<b>Trafic</b>	N	<b>3.2</b>	<b>3.4</b>	<b>3.3</b>	<b>-0.2</b>	N	<b>Verkehr</b>
Entreprises de transport	D	3.2	3.4	3.3	-0.2	A	Transportunternehmen
<b>Aménagement et environnement</b>	N	<b>30.9</b>	<b>32.4</b>	<b>25.7</b>	<b>-6.7</b>	N	<b>Umwelt und Raumplanung</b>
Aménagement du territoire	D	0.3	0.2	0.7	0.6	A	Raumplanung
	R	0.2	-	0.6	0.6	E	
	N	0.1	0.2	0.1	-0.0	N	
Abornements et mensurations	D	11.1	10.8	10.7	-0.1	A	Vermarkungen und Vermessungen
	R	10.8	10.0	10.0	-	E	
	N	0.3	0.8	0.7	-0.1	N	
Forêts	D	38.3	41.5	35.0	-6.5	A	Wälder
	R	17.7	19.3	16.8	-2.5	E	
	N	20.6	22.2	18.2	-4.0	N	
Correction des torrents	D	14.5	8.8	9.4	0.6	A	Korrektion der Wildbäche
	R	8.8	4.4	7.5	3.1	E	
	N	5.7	4.4	1.9	-2.5	N	
Protection de l'environnement	D	5.1	6.6	6.5	-0.2	A	Umweltschutz
	R	0.8	1.8	1.7	-0.1	E	
	N	4.3	4.8	4.8	-0.1	N	
<b>Economie publique</b>	N	<b>15.8</b>	<b>13.6</b>	<b>19.6</b>	<b>6.1</b>	N	<b>Volkswirtschaft</b>
Energie	D	10.3	8.8	8.7	-0.1	A	Energie
	R	5.5	5.3	5.5	0.2	E	
	N	4.8	3.5	3.2	-0.3	N	
Promotion économique et touristique	D	2.1	0.2	6.1	5.9	A	Wirtschafts-/Tourismusförderung
Agriculture	D	15.8	16.2	16.8	0.7	A	Landwirtschaft
	R	7.0	6.3	6.4	0.1	E	
	N	8.9	9.9	10.4	0.6	N	
<b>Total</b>	D	<b>144.4</b>	<b>137.4</b>	<b>141.9</b>	<b>4.5</b>	A	<b>Total</b>
	R	<b>62.6</b>	<b>56.1</b>	<b>57.5</b>	<b>1.4</b>	E	
	N	<b>81.8</b>	<b>81.3</b>	<b>84.4</b>	<b>3.0</b>	N	

D = Dépenses R = Recettes N = Montants nets

A = Ausgaben E = Einnahmen N = Netto

## Prêts et participations permanentes

## Darlehen und dauernde Beteiligungen

(EN MILLIONS DE FRANCS)		COMPTE RECHNUNG 2012	BUDGET 2013	BUDGET 2014	ECARTS DIFFERENZ 2013-14	(IN MILLIONEN FRANKEN)	
<b>Prêts</b>						<b>Darlehen</b>	
Crédits LIM et NPR	D	22.9	22.2	27.8	5.7	A	IHG und NRP-Kredite
	R	22.8	21.4	21.6	0.3	E	
	N	0.2	0.8	6.2	5.4	N	
Crédits agricoles	D	6.1	5.3	3.5	-1.8	A	Agrarkredite
	R	8.6	9.5	9.0	-0.5	E	
	N	-2.5	-4.2	-5.5	-1.3	N	
Prêts d'honneur	D	2.7	3.7	3.8	0.1	A	Ausbildungsdarlehen
	R	8.1	9.0	8.6	-0.4	E	
	N	-5.3	-5.3	-4.8	0.4	N	
Prêts aux transports publics	D	9.9	9.5	17.7	8.2	A	Darlehen an Transportunternehm.
	R	0.8	0.8	0.8	-	E	
	N	9.1	8.7	16.9	8.2	N	
Crédits forestiers	D	0.7	1.0	1.2	0.2	A	Forstkredite
	R	1.2	1.2	1.2	-	E	
	N	-0.5	-0.2	-	0.2	N	
Autres prêts	D	0.3	-	-	-	A	Andere Darlehen
	R	0.1	-	0.1	0.1	E	
	N	0.3	-	-0.1	-0.1	N	
<b>Participations permanentes</b>						<b>Beteiligungen</b>	
Participations du Service de l'énergie et des forces hydrauliques	D	1.3	1.3	1.3	-	A	Beteiligungen der Dienststelle für Energie und Wasserkraft
	R	-	-	-	-	E	
	N	1.3	1.3	1.3	-	N	
Autres participations	D	0.7	-	-	-	A	Andere Beteiligungen
	R	-	-	-	-	E	
	N	0.7	-	-	-	N	
<b>Total</b>	<b>D</b>	<b>44.8</b>	<b>43.0</b>	<b>55.4</b>	<b>12.4</b>	<b>A</b>	<b>Total</b>
	<b>R</b>	<b>41.5</b>	<b>41.9</b>	<b>41.4</b>	<b>-0.5</b>	<b>E</b>	
	<b>N</b>	<b>3.3</b>	<b>1.1</b>	<b>14.0</b>	<b>12.9</b>	<b>N</b>	

D = Dépenses R = Recettes N = Montants nets

A = Ausgaben E = Einnahmen N = Netto







**Editeur**

Etat du Valais, Conseil d'Etat  
par le Département des finances  
et des institutions

**Rédaction**

Administration cantonale des finances

**Distribution**

Le présent document peut être téléchargé  
à partir de l'adresse : [www.vs.ch](http://www.vs.ch)

Septembre 2013

**Herausgeber**

Staat Wallis, Staatsrat  
durch das Departement für Finanzen  
und Institutionen

**Redaktion**

Kantonale Finanzverwaltung

**Verteilung**

Das vorliegende Dokument kann von der  
Homepage [www.vs.ch](http://www.vs.ch) heruntergeladen werden.

September 2013



Imprimé sur papier cocoon 200 gm<sup>2</sup> et 120 gm<sup>2</sup> fabriqué à 100%  
avec du vieux papier désencré.

Gedruckt auf 200 g/m<sup>2</sup> und 120 g/m<sup>2</sup> Cocoon Papier,  
hergestellt aus 100% tintenfreiem Altpapier.